

14^e année - Nouvelle série

c.m.
revue mensuelle

N° 114 - mai 83

SPECIAL MARX

R. Devleeshouwer

M. De Vroey

J.P. De Waele

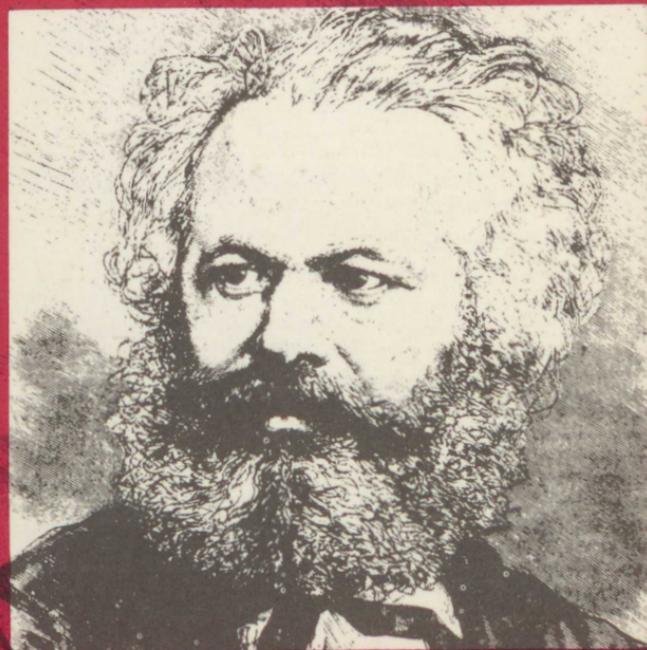
F. Houtart

P. Joye

M. Liebman

C. Renard

J. Verhelst



cahiers marxistes

Sommaire

Introduction	p. 1
Robert Devleeshouwer A propos de l'histoire	p. 3
Michel De Vroey Marx au crible de la critique	p. 9
Jean-Pierre De Waele Projet pour une théorie moderne de la dialectique	p. 17
François Houtart et Geneviève Lemercinier Marxisme et Culture	p. 33
Pierre Joye Un peu moins de marxisme, un peu plus de Marx	p. 46
Marcel Liebman Marxiste, malgré tout	p. 58
Claude Renard La place des idées marxistes dans l'ascension du mouvement ouvrier belge	p. 67
Jules Verhelst Les historiens flamands et Marx	p. 74
En diagonale : — L'Ecosystème en Belgique	p. 81
— Mortalité et classes sociales	p. 82
A livres ouverts	p. 84
En revues	p. 89

Ce numéro est illustré avec des bois de Frans Masereel reproduits avec l'aimable autorisation du Fonds Mercator, éditeur de l'album « Frans Masereel ».

Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville.

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Pierre Gillis, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vander-motten, J.P. Vankeerberghen, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.



Marx, cent ans après sa mort : une puissante vitalité

Cent ans après sa mort, Marx reste un cadavre récalcitrant. D'énormes dépenses d'énergie sont encore consacrées à démontrer que le défunt est bien mort et que sa pensée est hors d'usage. Publications et colloques fleurissent — et continueront de fleurir cette année aux quatre coins du monde — témoignant pour le moins de la place centrale qu'occupent la pensée et l'héritage de Marx dans les débats et les luttes de ce siècle.

Ce qui reste essentiel à nos yeux dans l'œuvre de Marx, cent ans après 1883, c'est :

- le non-tronçonnement entre les domaines économique, historique, social, politique, c'est-à-dire le décroisement de ces disciplines et la recherche de la globalité du mouvement;*
- la mise à nu de ce que la société tente de masquer derrière les rapports sociaux : exploitation, oppression, domination;*
- la liaison entre analyse et action pour transformer la société, l'ouverture sur les luttes, l'invitation aux luttes.*

Dégager ces caractéristiques, c'est souligner dans le même temps qu'elles ne constituent pas un système clos. Encore moins un code de la route. « Mon mari n'a pas de remède spécifique tout prêt... pas de pilules, pas de baume, pas de charpie pour panser les plaies béantes et saignantes de notre société... », écrivait déjà Jenny Marx.

Certes, pour les C.M., l'analyse marxiste n'est pas liée à un jubilé — elle n'est pas occasionnelle. Avec des bonheurs divers,



la revue s'efforce de pratiquer cette analyse tout au long de l'année, et tout spécialement sur le terrain belge, qui est notre premier terrain de lutte.

Mais les C.M. se devaient d'apporter leur contribution aux bilans et réflexions suscitées par le centenaire de la mort de Marx.

Ce numéro spécial, qui n'a rien de commun avec un embaumement, illustre une réalité longtemps méconnue : le caractère pluriel du marxisme, qu'on ne saurait sans grave danger identifier à un parti, à une vérité, à une orthodoxie.

La revue a demandé à des personnes très différentes par leur formation et leur expérience de se situer par rapport à l'œuvre de Marx. Leurs approches sont diverses et parfois contradictoires. Qu'on ne s'en offusque pas ! Marx est assez solide pour ne pas vaciller sous l'effet de questionnements critiques, fussent-ils impertinents. Nous voyons dans la diversité même des apports le signe de la richesse de l'héritage de Marx, une preuve supplémentaire de sa puissante vitalité.

Nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont collaboré à ce numéro et qui y sont présentés dans l'ordre alphabétique, indiscutable, pensons-nous. Ernest Mandel et Jacques Nagels n'ont pu, pour des raisons indépendantes de leur volonté, se joindre aux huit autres. Mais comme l'année Marx dure jusqu'au 31 décembre, nous aurons encore l'occasion de les lire...

Rosine LEWIN.



A propos de l'histoire

Je voudrais dans ce numéro consacré à Marx cent ans après sa mort, m'attarder sur un apport de sa pensée qui me paraît essentiel : le matérialisme historique.

L'histoire ne peut être faite, enseignée et vécue que d'un point de vue matérialiste, c'est-à-dire en la dépouillant des artifices grâce auxquels les forts s'imposent aux faibles et les structures dominantes aux structures dominées. Cela signifie une prise en compte sérieuse des facteurs économiques qui sont trop souvent occultés — ou étudiés « à part », sans liaison dialectique avec l'évolution complexe des sociétés.

Car il est évident pour moi que l'histoire n'existe pas par elle-même, ni pour elle-même. Sa finalité est en quelque sorte de toucher un maximum de citoyens, de manière à ce que ceux-ci en tirent les enseignements et les réflexions grâce auxquels ils peuvent affiner leur jugement sur le devenir de la société et se déterminer plus consciemment.

Quelle est la fonction de l'histoire ? Pour y voir clair, il convient de faire l'histoire de l'histoire, en mettant en évidence certains mécanismes que la pratique sociale tend généralement — non par hasard — à obnubiler.

La première fonction est évidente et spécifique à l'espèce humaine : elle consiste à mémoriser les événements survenus, et au travers de la mémoire, à rechercher un certain ordre auquel on se réfère. Cette fonction première s'est maintenue — avec des niveaux d'intensité variables — dans les diverses sociétés qui se sont succédé.

Dans les sociétés dites primitives (paléolithique) des gens exercent la fonction technique de l'historien — fonction alors chargée de sacré — qui consiste à mémoriser et à dire ce qu'a été le parcours du groupe social concerné. Mémoriser signifie en l'occurrence fixer de manière empirique, factuelle. Mais cela va de pair avec la mise en œuvre d'une philosophie de l'homme qui, fatalement touche à l'histoire. La plupart des traditions orales cherchent à donner une origine mythique à l'homme et aux sociétés qu'il s'agisse du ciel, de la mer, d'un être divin ou d'un animal fantastique et fantasmatique. Ainsi à partir d'une mémorisation d'événements (sans doute les plus spectaculaires) les sociétés, dans leur stade premier essaient de s'expliquer et par là, de justifier leurs règles de fonctionnement.

(*) Professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Avec des modalités variables, cette pratique se prolonge pendant tous les temps paléolithiques, pour se prolonger bien au-delà, comme par inertie. Mais à partir du néolithique, sociétés d'éleveurs et d'agriculteurs, productrices de « surplus », se dégagent petit à petit des structures qui servent à confisquer ces surplus — au profit de ceux qui sont les plus habiles à le faire. Pour assurer la continuité et renforcer l'intensité de ce pouvoir économique, se constituent les instruments politiques de cette puissance. C'est le germe de l'Etat dans lequel les plus forts vont s'affirmer. Nous sommes ainsi projetés dans l'ère des grands empires (Egypte, Incas, etc) où l'accumulation des capitaux est faible, mais où elle se renforce par l'étendue des espaces qu'ils contrôlent et l'intensité de la violence explicite et implicite qu'ils mettent en œuvre. Dans la mesure où ce pouvoir va affecter des sociétés différentes, il va donner à l'histoire une fonction différente.

Si, dans un premier temps, l'histoire est « mémoire » et « philosophie », elle va devenir un instrument de gouvernement au service d'un prince. En effet, avec le droit, l'histoire est non seulement un instrument par lequel il exerce son pouvoir, mais un moyen de légitimation de ce pouvoir. D'une part, la loi dit comment faire; d'autre part, l'histoire exalte la grandeur du prince. Dès ce moment, elle a une fonction intégratrice, une fonction de pouvoir. Elle va subir des inflexions dénaturantes du réel moins par ignorance de celui-ci que parce qu'elle vise le pouvoir.

C'est encore vrai de nos jours. Mais si les fonctions demeurent, elles s'exercent dans d'autres termes. Après la phase des grands empires, que j'ai très sommairement évoquée, l'histoire a continué à servir l'Etat de manière permanente, encore qu'avec des éclats et des évidences variables. On nous enseigne que c'est dans la société grecque qu'apparaît pour la première fois une conception de l'histoire allant dans le sens d'une enquête — perception-décodage « objectif » du réel. Il est vrai qu'avec les enquêtes (historiai) d'Hérodote on touche à une conception nouvelle et originale de l'histoire, isolée dans l'Antiquité.

Attribuant trop souvent cette démarche originale à « la pensée grecque » comme si une pensée existait en soi, on oublie trop souvent de relever que ce type de pensée s'est développée dans un type de société où le rôle des commerçants et des artisans était appelé à être déterminant jusqu'à la décadence de la cité grecque noyée dans de grands empires (macédoniens, puis romains, rappelant l'ancienne manière). En fait ce temps rationnel de la pensée grecque était une préfiguration de la pensée bourgeoise descriptive du réel.

Obnubilé par les temps de l'Empire romain, et de la pensée religieuse qui de contestataire deviendra dépositaire de pouvoir, cette conception « réaliste » du pouvoir va reprendre cours au tournant du XVI^e siècle. Non par hasard. C'est alors qu'au sein de la société à dominante rurale-féodale émergent et se consolident les noyaux de pensée bourgeoise lentement mis en place au cours du moyen-âge. C'est le temps de la consolidation ambiguë des pouvoirs centraux (monarchiques) de la renaissance. C'est le temps aussi de la pensée critique suivie du « matérialisme » et de la « contestation » bourgeoises. Mais ces ferments s'expriment eux-aussi de manière ambiguë. Le libre examen des protestants (liés dans leur branche calviniste à la pensée bourgeoise)

s'exprime sur des textes religieux. La démarche n'en est pas moins là d'une bourgeoisie suivant sa voie propre, liée au pouvoir monarchique par les intérêts qui peuvent leur être communs. Mais détachée de lui par les intérêts qui lui sont propres et qu'entravent le lien du pouvoir central à l'esprit aristocratique et à la tradition réglementaire. Les grands hommes du prince dans une perspective de philosophie historique sont hommes d'Eglise. Et encore leur parcours s'infléchit-il sous la pression des forces sociales : en France, où le processus est le plus évident, Bossuet continue à renforcer la puissance du prince en le montrant objet et sujet de Dieu, Fénelon « conseille » le Dauphin en se laissant imprégner des idées nouvelles de son siècle. Cette conception va prendre cours au tournant du 16^e siècle, c'est-à-dire à un moment où au sein des sociétés aristocratiques traditionnelles se mettent en place des noyaux de pensée bourgeoise, caractérisée par le matérialisme et la contestation.

Venons-en au tournant de la Révolution française. Dès lors qu'elle accède au pouvoir, la bourgeoisie infléchit la conception matérialiste et contestataire de la société et de l'histoire, qui avait été la sienne pendant le siècle des Lumières. C'est que, dès lors, elle se trouve biaisée dans sa description du réel par le fait qu'elle participe au pouvoir dominant. A partir d'alors, l'histoire va manifester une série de traits dont elle n'était pas porteuse dans sa période ascendante mais contestataire. Sa vision des choses est marquée non pas par une perversion du réel systématiquement construite, mais par deux éléments que j'appellerai « le non-dit » et « la tache aveugle ». En d'autres termes, on ne dit pas et on ne voit pas ce qui est gênant à la logique dominante. Si les éléments d'une situation historique donnée sont en principe rapportés avec une volonté d'objectivité certaine, les historiens qui participent de la logique dominante obnubilent leur prise en compte des éléments d'une situation par une volonté consciente ou non de ne pas affronter cette logique dominante. Ils rapportent souvent les faits, dénouent les enchaînements de situations avec une minutie extrême. Mais ce discours ne peut assumer jusqu'au bout le décryptage du réel parce que cela équivaldrait à remettre en cause la logique sociale à laquelle ils se sentent associé. Dans la mesure où le pouvoir est confisicateur d'une partie du discours sur le réel, l'Histoire change de rôle en même temps que la classe qui la distille. Ainsi le discours historique français sous la III^e République, hypermatérialiste et colonialiste malgré des références fréquentes à la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Mais dans la mesure où le système capitaliste engendre à son tour, dans la contradiction, de nouvelles forces sociales, celles-ci seront le point de départ de nouvelles réflexions critiques développées en termes de contestation. D'une contradiction qui, lorsqu'elle débouche sur des conquêtes de pouvoir engendre à son tour des obnubilations/confiscations du réel dans la mesure où il est inassumable par rapport aux principes et aux objectifs déclarés. Et tout, pour l'histoire est à recommencer, non sans que chaque étape préalable ait contribué à l'affinement des concepts et des valeurs.

Nous savons tous en quoi le matérialisme historique est un apport essentiel de Marx. Encore faut-il rappeler que si ce matérialisme — méthodologique et non métaphysique — fait de la base économique le

facteur « déterminant en dernière instance » de l'évolution de la société, il n'évacue en aucune manière les autres facteurs. Ce sont souvent les adversaires — du courant de pensée bourgeoise — du marxisme qui présentent les choses en ces termes. Les ayant rapportées en termes caricaturaux il ne leur est évidemment pas difficile d'en dénoncer la stupidité ou la grossièreté. Marx n'aurait pas distingué infrastructure et superstructure si l'une et l'autre se confondaient. Pour le surplus, il n'est pas inutile d'indiquer que dans une lettre (de 1890 à J. Bloch) Engels s'est voulu extrêmement précis à ce sujet. « D'après la conception matérialiste de l'Histoire, le facteur déterminant dans l'Histoire, est en dernière instance la production de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si ensuite quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde ». Le déterminisme économique est étranger à la pensée de Marx. Ce qu'il décrit, du point de vue historique, ce sont de grands enchaînements dont la cohérence est assurée, dans les luttes constantes, par la nature et la fonction des classes sociales.

Ses « prévisions » ne sont marquées d'aucun caractère « religieux », « mythique ». Marx s'est trompé sur le processus concret du triomphe des révolutions socialistes qui ne se sont pas manifestées dans les pays les plus industrialisés. Mais les analyses qu'il a faites du développement de l'Histoire à partir des conditions de classes et du rôle des appareils d'Etat sont sur l'essentiel intactes. Que l'on compare les surfaces du globe contrôlées par le monde capitaliste au début de ce siècle et maintenant et que l'on réfléchisse aux raisons et aux incitations qui expliquent ces différences. Le parcours fait de manière nécessaire l'a été à partir des inégalités du monde dont nous sommes issus. Mais il ne l'a pas été de manière atone, mécanique. Des hommes ont mis en œuvre, pour y répondre des actions qui n'étaient pas quelconques et où l'intelligence des situations était essentielle.

Le matérialisme historique offre un cadre de références théorique compatible avec les exigences de la recherche. Il permet d'appréhender la totalité du fait historique dans son dynamisme. Cette totalité est la résultante d'un vaste jeu dialectique, où interviennent les luttes des classes, le niveau de production, les fonctions des Etats, et, toujours rapportés à ces bases fondamentales avec des errements qui ne sont pas d'un mécanisme rigide les problèmes religieux (la religion reste à mes yeux « l'opium des peuples ». Combien d'hommes retenus pour quelques uns de perdus derrière les petits curés révolutionnaires d'Amérique centrale et du Sud ?) ou culturels (le racisme n'est rien d'autre que la transposition au niveau du discours de tensions économiques). Cela implique que soient étroitement associées l'histoire économique, politique, sociale, culturelle. Elles couvrent chacune un autre niveau de perception, mais c'est associées qu'elles forment l'histoire. C'est ensemble qu'elles peuvent fournir une analyse de la société globale. Mais de manière articulée, fonctionnelle. Et non pas, comme le prétendent certains tenants de l'Histoire totale de l'Ecole des Annales, comme un fourre-tout où tout a son importance selon le niveau de « curiosité » qu'y met ou en tire celui que l'Histoire intéresse.

On fait parfois au matérialisme historique un double et faux pro-

cès : on lui reproche de ne pas prendre en compte les facteurs idéologiques, on lui reproche d'être trop idéologique, ou pas assez « neutre », c'est-à-dire « objectif ». Mais la prétention à la neutralité ou à l'objectivité de l'historien masque une (autre) emprise de l'idéologie. Ce ne sont pas des professions de foi neutralistes ou des artifices de style qui peuvent faire oublier que chaque être humain a une charge de souvenirs et d'expériences qu'il intègre dans sa vision de la société. Même si on prétend s'en tenir aux faits, la perspective qu'on se donne est idéologique.

Pour chaque historien, le problème se pose de savoir dans quelle mesure il a pu se dégager des structures mentales qui sont propres au passé historique de son pays, de sa région. Dans quelle mesure il reste fidèle à la classe sociale dont il est issu. Dans quelle mesure il rejette le système de valeurs qui sont propres à celle-ci, soit qu'il l'abandonne par assimilation en termes d'ascension sociale, soit qu'il la rejette en termes de critique sociale. Enorme problème qui n'est, la plupart du temps, abordé de manière neutre que sous une forme biographique banale. Problème capital cependant puisque tel ou tel mot, apparemment anodin, peut être porteur de charges affectives considérables. Ainsi, quand Pirenne décrit la période française de l'Histoire de Belgique, avec quel enthousiasme le fait-il. Ce qu'il décrit, c'est le passage à la société libérale, capitaliste à laquelle il adhère sans restriction. Quelle différence avec les écrivains catholiques de son temps qui rêvent des anciens prestiges de l'Eglise. Mais quand Pirenne passe à la révolution belge de 1830, quelles subtilités pour insister sur le fait que « toutes » les classes de la population y ont participé, sans insister sur la spécificité de leurs objectifs et de leurs comportements. De même, l'usage presque inapparent chez lui d'adverbes tels que « heureusement » ou « malheureusement » pour qualifier une situation. Tout un programme !

Dans cet ordre d'idées, l'« événement » peut jouer un rôle identique. Les choix que l'on opère, les événements que l'on retient expriment la plupart du temps des prises de position idéologiques non quelconques. Est-ce à dire qu'il y ait lieu de mépriser les événements au nom du matérialisme historique et par préoccupation des structures profondes ? Certainement pas. L'événement retenu est un instant, disons privilégié, autour duquel se noue — ou devrait se nouer — la réflexion sur ce qui l'a secrété. Il ne peut pas être escamoté. Il est le produit du flux et du reflux que subissent en permanence les structures historiques. Il dévoile les problèmes et pousse à entrer dans l'analyse des structures fondamentales de la société. Ainsi, ce qui importe, c'est précisément de développer les analyses d'ensemble à partir de l'événement qui n'est jamais quelconque, mais s'inscrit toujours dans des processus de convergences ou de contradiction d'une société. Encore faut-il retenir dans les structures ce qu'elles ont de principal, de déterminant. Mais corrélativement, ce serait fossiliser l'histoire que de faire disparaître ce qui dans les événements représente l'aléatoire, le « statistiquement périphérique », qui cependant s'impose dans telle ou telle situation par convergence exceptionnelle de singularités.

Je m'insurge aussi contre une mode psychologisante, qui est loin d'être innocente. On n'explique pas la Révolution française par la psychologie des Français, qu'ils soient aristocrates, bourgeois ou pay-

sans. Cette révolution a surgi d'un ensemble complexe de facteurs économiques, sociaux et politiques. Les caractères de Louis XVI, de Mirabeau, de Danton, de Marat, de Robespierre ne constituent pas dans ce processus un élément déterminant, même s'il y a lieu de les prendre en compte dans leur singularité comme polarisateurs de forces en présence. De même, l'avènement du nazisme ne peut s'expliquer par une analyse même très fine des complexes et des talents d'Adolf Hitler, des scléroses de Hindenburg, des scrupules de Brüning ou des artifices de von Papen. Mais il est incontestable que les personnalités jouent un rôle dans l'histoire, un rôle que Marx n'a jamais nié et qu'après lui Lénine a illustré très concrètement par le poids de ses interventions, tout au long de l'année 1917.

Tout le problème est évidemment de définir le poids respectif des personnalités et des forces sociales dans lequel leur jeu s'inscrit. La définition de ce rythme permanent n'est peut-être pas le propre de la démarche marxiste. Il en constitue cependant l'essentiel.





Marx au crible de la critique

Marx est mort il y a cent ans mais, malgré le temps écoulé, la connaissance de sa pensée reste très rudimentaire. D'une part, on l'a relativement peu étudié. Du fait même de sa renommée, ses idées fondamentales faisant partie de la culture générale, les gens croient le connaître sans jamais l'avoir lu et se contentent de cet état de fait. D'autre part, quand il a été étudié, ce le fut souvent d'une manière biaisée, par absence soit d'un minimum d'esprit critique, soit d'un minimum d'empathie avec ses idées. A cet égard, c'est comme si les intérêts de ses détracteurs et de ses défenseurs inconditionnels se rejoignaient en le laissant momifié... En fait, ce n'est que dans les deux dernières décennies que sa pensée a enfin fait l'objet d'un examen sérieux approfondi, dépourvu des a priori sommaires avec lesquels elle avait été abordée auparavant. Elle a notamment reçu un timide droit de cité dans les universités et de jeunes chercheurs ont eu la possibilité de commencer leur carrière de recherche en axant celle-ci sur l'étude de Marx. Nous-mêmes avons été dans ce cas et, à l'invitation des *Cahiers Marxistes*, nous voudrions tracer dans cet article un bilan général des fruits de notre réflexion.

Le caractère subjectif de ce bilan doit être souligné d'emblée, d'autant plus que les raisons qui nous ont amené à nous intéresser à Marx ne sont pas habituelles. Traditionnellement les gens adhèrent au marxisme à cause de son projet politique et ce faisant, dans la même foulée, ils en adoptent aussi la grille intellectuelle. Mais c'est le projet qui prime, l'aspect intellectuel n'étant qu'un support à celui-ci. Notre cas était différent. La source de notre intérêt pour Marx était bien plus intellectuelle que politique. Nous cherchions chez lui une grille d'analyse permettant de comprendre les arcanes du système capitaliste et susceptible de combler le déficit que nous laissait la science économique traditionnelle. Nous l'avons donc étudié avec sympathie mais aussi avec esprit critique, comme un économiste classique méconnu et susceptible de présenter une lecture nouvelle du capitalisme. L'esprit animant notre démarche peut être illustré par l'adage de Sartre « penser contre soi » ou par le proverbe « qui aime bien châtie bien ». Si sa théorie résiste à la critique, tant mieux; si elle résiste mal, tant pis.

(*) Chargé de cours extraordinaire à l'université de Louvain.

C'est dans cet esprit que, durant la dernière décennie nous avons consacré une grande partie de notre temps à lire et à comprendre les œuvres économiques de Marx. Pour établir un bilan de ce travail, il faut poser des critères. Nous proposons les trois questions suivantes : a) trouve-t-on dans cette œuvre une théorie globalement cohérente, tout en y admettant la présence éventuelle de contradictions secondaires, facilement résolubles ? b) celle-ci est-elle encore pertinente pour expliquer le fonctionnement du capitalisme contemporain ? c) cette analyse indique-t-elle clairement la ligne politique à suivre pour transformer la société ?

Voici comment nous répondrions à ces trois questions : a) il n'y a pas chez Marx de théorie cohérente mais plutôt une juxtaposition de deux problématiques contradictoires. La première est une problématique orthodoxe, partagée avec les économistes classiques, ses prédécesseurs. La seconde, par contre, est nouvelle et en rupture par rapport à la pensée classique. Mais Marx lui-même n'est pas parvenu à trancher entre ces deux lignes qui restent entremêlées dans son œuvre; b) la problématique que nous qualifions de nouvelle nous paraît désigner des invariants de fonctionnement toujours en œuvre dans le système capitaliste actuel. Dans la mesure où elle privilégie ces aspects aux dépens des autres, l'analyse marxiste nous paraît toujours pertinente; c) il nous semble que même l'analyse marxiste originale — et nous ajouterions même : surtout celle-ci — ne permet pas de satisfaire l'attente qui lui est souvent associée, à savoir de dégager une ligne d'action politique concrète et précise. A nos yeux, cette analyse est trop générale pour permettre un tel résultat. Des perspectives politiques différentes peuvent trouver leur justification dans l'analyse théorique. En ce sens la théorie aide peu à l'action.

Dans les pages qui suivent nous approfondissons ces idées en les regroupant sous deux intitulés : l'apport théorique de Marx et le débat analyse-praxis.

L'APPORT THÉORIQUE DE MARX

Commençons par indiquer ce qui nous semble être l'originalité de Marx. Elle réside dans la mise en évidence des deux piliers centraux du système capitaliste, la marchandise et le salariat. Disons un mot de chacune de ces deux composantes, à propos desquelles Marx est allé bien plus loin dans l'analyse que ses prédécesseurs, en particulier Adam Smith et David Ricardo. Alors que ceux-ci ont accepté l'économie de marché comme une donnée naturelle, Marx s'est interrogé sur sa spécificité et sur ses conditions de possibilité. Le marché est alors apparu comme une forme particulière de réalisation d'une fonction universelle, présente dans toute société, l'allocation de la force de travail sociale. Le système de marché est un rapport social. A l'état pur, il se caractérise par le fait que l'initiative privée est le passage obligé de la production sociale, la condition nécessaire de celle-ci. Pour qu'un bien ou service puisse être consommé il doit d'abord être produit ou rendu disponible. Or dans un système de marché cette dernière décision est privée et faite d'une manière autonome. En d'autres termes, l'économie de marché est marquée par la décentralisation ou la séparation des pôles décisionnels, en l'occurrence les firmes. Celles-ci font démarrer

le processus de production et donc l'emploi en lançant des dépenses initiales : achat de machines et de force de travail. La mise en œuvre de celle-ci aboutit à la production de marchandises présentées au marché. La vente de celles-ci procure aux firmes un revenu. La signification profonde de la vente est de valider l'initiative privée, de révéler que celle-ci a été une anticipation correcte de besoins sociaux tels que ceux-ci s'expriment sur le marché. L'économie de marché est donc un système dans lequel le « travail social » se constitue indirectement ou en deux étapes : il y a d'abord l'exercice d'un travail privé et ensuite, grâce à la vente, la reconnaissance du bien-fondé du choix de production sous-jacent au travail privé. Cette socialisation en deux temps est marquée par l'incertitude. Alors que la dépense initiale est un déboursement certain et pour une large part irréversible, le revenu sur lequel elle est censée déboucher, lui, est non seulement décalé dans le temps mais, en plus, bien loin d'être garanti. Le projet marchand peut tout aussi bien échouer, auquel cas il n'y a ni profit ni même récupération de la dépense initiale. L'échec marchand est toujours inscrit à l'état latent dans l'économie de marché. On peut à cet égard parler de crise, en l'entendant soit au plan microscopique d'une firme donnée, soit au plan macrosocial. Au premier de ces plans, la crise se produit lorsque la firme est en déficit. A cause de mauvais choix, elle ne parvient pas à amortir ses investissements et à atteindre la rentabilité moyenne de sa branche.

A une échelle plus vaste, la crise consiste dans l'impossibilité d'une clôture des circuits marchands par cumul des échecs marchands particuliers. Tel est, ramené à l'essentiel et exprimé en nos termes, l'apport de Marx quant à l'analyse de l'économie de marché. Ceci forme la dimension qualitative de sa théorie de la valeur, laquelle se forge dans une constellation de concepts qui ont pour nom : séparation, travail privé, validation, crise.

Le second point à propos duquel Marx inaugure une analyse nouvelle est le salariat. Dans la tradition marxiste la structure de classes des sociétés capitalistes a pour axe directeur la propriété des moyens de production. Mais derrière ce critère, on en trouve un autre, peut-être plus fondamental parce qu'il est la condition de possibilité du premier : la détention d'argent ou l'accès à l'argent (au crédit). On comprend alors pourquoi les prolétaires sont obligés de devenir des salariés : c'est parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers qui leur permettraient d'entreprendre des projets marchands, d'effectuer des dépenses initiales, que ce soit comme producteurs indépendants ou a fortiori comme capitalistes. En conséquence leur intégration sociale, c.-à-d. leur participation à la production sociale et leur accès à la consommation, est fonction de leur recrutement au sein de firmes capitalistes, lui-même tributaire de l'ampleur des projets marchands entrepris par les firmes. Les salariés sont donc l'effet des décisions prises par les unités capitalistes. Le salariat est autant un rapport de soumission et de dépendance de la classe « non décideuse » à l'égard de la classe « décideuse » qu'un rapport de captation de revenu (le profit).

Ces deux traits, la marchandise et le rapport salarial, peuvent être vus comme les invariants fondamentaux du système capitaliste. Il revient à Marx de les avoir mis en évidence. Naturellement, l'analyse du

capitalisme ne peut se borner à leur examen. Il y a lieu de l'approfondir notamment en distinguant les formes spécifiques que ces invariants prennent dans l'évolution historique. Par exemple, en ce qui concerne le rapport salarial, il est important de distinguer deux phases que l'on pourrait appeler le « rapport salarial partiel » et le « rapport salarial épanoui ». Dans la première, le salarié n'entre dans l'échange monétaire avec le capital que par un seul bout. S'il vend sa force de travail, sa reproduction passe principalement soit par le système domestique, soit par le système marchand artisanal non capitaliste. Il n'est pas ou à peine acheteur de marchandises capitalistes. Par contre, dans la seconde phase sa reproduction s'effectue principalement par la consommation de marchandises capitalistes. Cette évolution, souvent qualifiée du terme de fordisme, a une conséquence importante. En effet, dans la première phase le salaire est pour le capital seulement un coût, tandis que dans la seconde il est en plus, un pouvoir d'achat procurant un débouché à la production capitaliste. Les impacts de cette intégration accrue, notamment sur le dénouement des crises, sont importants. Marx n'a évidemment pas pu anticiper ces évolutions mais, quoiqu'on en dise, celles-ci ne contredisent pas ses intuitions de base et peuvent aisément venir s'y greffer. Au cœur des formes évoluées on retrouve les mêmes invariants. C'est pour cela que l'analyse de Marx reste un point de départ pour la compréhension des économies capitalistes d'aujourd'hui.

Le problème est que dans l'œuvre de Marx ce noyau analytique pertinent se mêle à des considérations qui sont soit obsolètes soit contradictoires par rapport à ce noyau. Parmi les points litigieux épinglons-en deux, la théorie de l'équilibre et la place de la monnaie. Le premier se réfère à la dimension quantitative de la théorie de la valeur dans laquelle Marx reprend la question ricardienne de la détermination des proportions d'échange d'équilibre. A cette question Ricardo proposait une réponse simple mais difficilement défendable, à savoir que les marchandises s'échangent en fonction du travail nécessaire à leur production. Marx, quant à lui, admet l'impossibilité de défendre cette conception autrement que comme une hypothèse de travail provisoire. En échange il propose une version plus complexe, incomplètement formulée d'ailleurs, dans laquelle les prix de production, grandeurs décalées par rapport au travail incorporé, servent de pivots d'équilibre. Le reproche que nous ferions à Marx à cet égard ne tient cependant pas tant au contenu de sa réponse qu'au fait qu'il ait admis la pertinence de la question ricardienne. Ce faisant, il s'inscrit dans une perspective d'équilibre général, ce qui suppose implicitement une acceptation de l'application aux sciences sociales du schéma explicatif mis en œuvre dans la physique newtonienne. Telle nous paraît être la contradiction de Marx : d'une part, quoi qu'il en dise, il cherche une loi d'équilibre et raisonne la plupart du temps en supposant l'atteinte de celle-ci. D'autre part, il a aussi avancé une série de considérations qui devraient lui interdire une telle démarche. Ainsi, son interrogation sur la nature de la marchandise l'amène à souligner la potentialité permanente de la crise, la présence toujours menaçante de l'échec marchand. Evacuer celui-ci n'est-ce pas dénaturer le système marchand ? De même Marx pourfend la loi de Say, selon laquelle toute production créerait automatiquement ses débouchés, mais en même temps ne l'utilise-t-il pas implicitement

en supposant l'absence de problème de réalisation ? Enfin, Marx peut à juste titre être crédité d'avoir souligné la dimension historique des phénomènes sociaux. Mais sa théorie de la valeur est a-historique... Bref, autant nous pensons que la dimension qualitative de la théorie de la valeur, centrée sur l'idée de validation, est cruciale, autant sommes-nous sceptiques quant à sa dimension quantitative. Dans l'étude de cette dernière, Marx se révèle volens nolens un théoricien de l'équilibre, différent peut-être des autres par sa réponse mais semblable à eux par la question qu'il se pose. Or celle-ci nous paraît être une question non pertinente. Ceci révèle un Marx tributaire de son temps recherchant finalement à appliquer à la société un modèle mécanique et à dégager à propos des phénomènes sociaux des lois analogues à celles que la science physique avait dégagées dans son domaine.

Un second point critique concerne la place de la monnaie dans son analyse. Ici aussi Marx est contradictoire. D'un côté il développe des analyses très fines soulignant la polarité entre monnaie et marchandise. Dans son analyse du travail abstrait dans la *Contribution à une critique de l'économie politique*, il montre la nécessité de la monnaie pour opérationnaliser le rôle du travail abstrait en tant qu'espace de commensurabilité des marchandises. Il en découle une vue de l'économie marchande comme étant d'emblée monétaire et un refus radical de la dichotomie, traversant toute l'économie politique depuis les classiques, entre la monnaie et le monde réel. Mais, d'autre part, dans toute une série d'analyses importantes, à propos par exemple des schémas de reproduction, de la transformation des valeurs en prix, de la baisse tendancielle du taux de profit, Marx adopte sans vergogne cette problématique dichotomique ce qui à nos yeux rend ses analyses inadéquates.

Notre survol aboutit à la conclusion suivante. D'une part, nous devons faire le deuil de l'idée, pourtant largement répandue, que l'œuvre de Marx constituerait un corpus théorique complet et homogène. Tel nous paraît être le résultat du travail critique en profondeur effectué ces dernières années. Par contre, ce travail révèle aussi la présence dans cette œuvre d'une série d'intuitions centrales qui, replacées dans un nouveau contexte, forment selon nous le point de départ le plus adéquat pour la compréhension de nos sociétés. Mais ceci implique de la part des marxistes traditionnels un changement d'attitude car, déjà depuis Engels, la lecture de Marx faite par les marxistes a presque toujours privilégié les aspects les plus classiques de sa pensée et laissé dans l'ombre la dimension que nous-mêmes trouverions la plus intéressante.

LE RAPPORT ENTRE ANALYSE ET ACTION

Sur cette question qui est très vaste nous nous bornons simplement à énoncer notre opinion. Marx est l'auteur d'une phrase célèbre disant qu'il était temps pour les philosophes de se mettre à transformer le monde et non plus seulement à le regarder. Lui-même était persuadé de l'existence d'un lien étroit entre analyse et action. Depuis, cette liaison a toujours reçu une place incontestée dans la pensée marxiste. La raison pour laquelle de nombreux militants se mettent à la difficile lecture de Marx est sans doute la recherche dans ses écrits d'outils pour

transformer la réalité capitaliste. Pourtant nous devons bien avouer que personnellement cette vue nous paraît être plus une pétition de principe qu'un jugement étayé. En admettant que l'analyse de Marx mette le doigt sur la source du profit et de l'exploitation, ceci est-il suffisant pour savoir comment venir à bout de cette dernière ? Rien ne nous semble moins sûr, surtout si on met l'accent sur la lecture nouvelle de Marx, dans la mesure où celle-ci révèle les effets de régulation que le système comporte. Prenons un exemple. Cette lecture nouvelle substitue à la théorie de l'exploitation traditionnelle une vue dans laquelle le rapport salarial apparaît comme empreint d'ambiguïté. Certes il est une relation de soumission et d'exploitation mais il est en rapport de solidarité obligée entre classes. D'une part, les capitalistes ont besoin des salariés pour acheter leurs marchandises, d'autre part, pour les salariés le maintien de leur emploi dépend de la qualité capitaliste des firmes qui les ont engagés, c.-à-d. de l'aptitude de ces dernières à générer du profit.

Il nous semble donc y revoir un hiatus important entre analyse et stratégie politique. Premièrement, l'analyse du *Capital* et autres œuvres apparentées ne permet pas de fonder ce que le capitalisme, société de classes, doit déboucher sur le socialisme, société sans classes. Deuxièmement, cette analyse ne fonde pas non plus le rôle révolutionnaire du prolétariat, pas plus d'ailleurs qu'elle n'en nie la possibilité. Troisièmement, on n'y trouve aucune recette d'actions, à la fois parce que cette analyse est trop générale et parce que si les contradictions historiques se résolvaient d'une manière mécanique, l'histoire ne serait plus un processus ouvert. La théorie marxiste peut, selon nous, servir de fondement à des stratégies tellement diverses — par exemple communiste, trotskiste, maoïste, social-démocrate ou passéiste — qu'il faut en conclure qu'elle n'en fonde aucune en particulier. C'est dire que pour nous le terme de « socialisme scientifique » n'est qu'un slogan ou un mot creux. Croire en ce concept découle de nouveau de l'application à la réalité sociale et historique d'un schéma mécaniste.

On comprend que Marx soit tombé dans cette erreur, étant donné l'époque à laquelle il vivait, mais perpétuer cette vision aujourd'hui nous paraît un point de vue difficile à défendre. A nos yeux, l'analyse théorique de la société s'apparente plus à la science de l'historien qu'à celle de l'ingénieur. Sa contribution à l'action politique n'est donc pas nulle, mais elle est quand même limitée.

Voilà, en conclusion, pourquoi notre point de vue sur Marx est à coup sûr minoritaire. Si nous l'encensons comme théoricien du capitalisme (avec les réserves importantes émises plus haut) nous sommes sceptiques quant à l'aspect que lui-même et tous les mouvements se réclament de lui ont toujours privilégié, à savoir le lien entre analyse et action. Ceci a souvent été source de malentendus. Ainsi, quand nous parlons d'« économie marxiste », le terme désigne pour nous la science économique et sociale marxiste, dont l'objet est le système capitaliste. Mais souvent nos interlocuteurs entendent ce terme comme désignant les sociétés dites socialistes, alors que, quant à nous, nous ne voyons aucun rapport entre eux. Certes, les partis au pouvoir dans ces sociétés se réfèrent à Marx, mais ceci est pure usurpation idéologique. Quant à l'absence de rapport que nous dénonçons, ce n'est pas tant selon nous que ces partis auraient dévié par rapport à la ligne politique de Marx,

mais bien plutôt que pour nous cette ligne n'existe pas autrement qu'à un niveau tellement général qu'elle devient vide de sens. En d'autres termes, et ce sera notre dernier propos iconoclaste, l'association entre les deux composantes de l'appellation traditionnelle « marxisme-léninisme » n'a pour nous aucun fondement théorique.

Michel De Vroey a participé à une table ronde des CM à propos du livre du GEM « Belgique, pays en voie de sous-développement »
CM février 1978

François Houtart a signé dans les CM :

- Aspects sociologiques du milieu palestinien au 1^{er} siècle février 77
- Hommage à Julien Lahaut décembre 80
- Marxisme et foi chrétienne octobre 81

Les CM ont publié en octobre 1980 une interview de **J.P. De Waele** sur le thème « Sciences et idéologie ».

Robert Devleeshouwer a signé en janvier 1980 un article intitulé « Fonctions de l'histoire ».

Ces numéros peuvent être obtenus en s'adressant aux CM, 20, av. Stalingrad, 1000 Bruxelles.

mais bien plutôt que pour nous cette ligne n'existe pas autrement qu'à un niveau tellement général qu'elle devient vide de sens. En d'autres termes, et ce sera notre dernier propos iconoclaste, l'association entre les deux composées de l'appellation traditionnelle - maximale



F.M.

Initiële « Fonctions de l'Initiële »
Ces numéros peuvent être obtenus en s'adressant aux CM:
20, av. Stalingrad, 1000 Bruxelles.



Projet pour une théorie moderne de la dialectique

Chargé de significations diverses depuis Platon jusqu'à Kant, pour devenir un concept-clé chez Hegel et Marx, le concept de dialectique connaît depuis de nombreuses années une diffusion telle qu'il n'est pas exagéré de dire qu'il a été galvaudé au point d'en perdre toute signification précise. En effet, aucun contre-sens, aucun abus de rhétorique, aucune trivialité, aucune occultation ne lui ont été épargnés. C'est là sans doute la rançon d'un succès qui est grand, mais dont la notion de dialectique risque de périr. Peut-être arguera-t-on que ce n'est que la manifestation inattendue mais inévitable d'une dialectique de la dialectique qui, avant d'accéder à un niveau supérieur de clarification et d'explication, doit d'abord toucher le fond de la confusion.

Mais rejetons immédiatement cette interprétation. En dépit de ses apparences hégéliennes, elle est certainement fautive. Tout d'abord, elle suppose que nous sachions tellement bien ce qu'est la dialectique que nous pouvons l'appliquer à elle-même. Et ensuite, elle postule qu'il fut un temps où la dialectique — hégélienne ou autre — était conçue en termes clairs et distincts. Or le problème n'est pas récent. Aussi, jeter les bases programmatiques d'une théorie moderne de la dialectique matérialiste, implique avant toute chose une remontée à des sources situées en amont des travaux de Marx et Engels et comprenant d'autres acteurs que ces derniers.

Aussi nous proposons-nous dans une première partie de passer en revue les attitudes adoptées au sein du mouvement marxiste à l'endroit de la dialectique et envers la nécessité d'élaborer une théorie systématique de la dialectique matérialiste. Toutefois, afin d'éviter les erreurs pouvant découler de l'adoption d'un point de vue trop étroit, nous veillerons à chaque instant à tenir également compte des perspectives déve-

(*) Professeur à la Vrije Universiteit Brussel, médecin-directeur du service d'anthropologie pénitentiaire.

loppées par des philosophes non marxistes, fussent-ils éventuellement idéalistes.

Cette revue, nécessairement schématique, par les conclusions auxquelles elle mènera, nous offrira l'occasion d'aborder dans une seconde partie notre projet à proprement parler. Celui-ci comportera : 1) une définition des objectifs à atteindre dans le contexte des problèmes scientifiques actuels; 2) une analyse des difficultés et obstacles qui doivent être surmontés; 3) une description des moyens les plus appropriés pour résoudre le problème défini par 1) et 2); 4) la définition d'un ensemble de critères qui doivent permettre d'évaluer l'efficacité des moyens mis en œuvre.

1) Marx fréquentait déjà le Friedrich Wilhelm Gymnasium à Trèves, mais Engels n'était pas encore inscrit à celui d'Eberfeld lorsque Hegel mourut à Berlin, le 14 novembre 1831 au cours d'une épidémie de choléra. A ce moment, son système philosophique était devenu, avec l'appui du ministre d'Etat von Altenstein, une véritable philosophie d'Etat. D'ailleurs, depuis 1827 les *Jahrbücher für wissenschaftliche Kritik* répandaient sa pensée. Et immédiatement après sa mort, ses amis, les « vieux hégéliens », également appelés les « hégéliens de droite » tels que E. Gans, L. von Hennig, K.L. Michelet et d'autres, collaborèrent à une édition de ses œuvres complètes. Pendant ce temps, G. Gabler, successeur de Hegel à Berlin, le théologien K. Daub à Heidelberg, ainsi que J. Erdmann et J.K. Rosenkranz, tous deux professeurs de philosophie à Halle, enseignaient et commentaient la philosophie hégélienne. Toutefois cette situation se modifia rapidement, sous l'action conjuguée des événements politiques et des assauts idéologiques que le système hégélien eut à subir. La révolution de juillet 1830 en avait déjà sapé les bases politiques lorsque les critiques des logiciens d'une part et celle des hégéliens de gauche — Bauer, Ruge, Strauss et Feuerbach — d'autre part, entamèrent dangereusement le majestueux édifice. Par ailleurs, Eichhorn, successeur de von Altenstein, appela le vieux Schelling à Berlin où, sous son influence et celle de O. Liebmann qui avait lancé le slogan du « Retour à Kant », l'impact de Hegel sur le philosophie allemande fut considérablement affaibli.

Le groupe des « logiciens » comprenait des philosophes tels que A. Trendelenbourg, F. Überweg, E. von Hartmann, et le Danois J.J. Borelius, dont les travaux avaient en commun deux prémisses fondamentales. Premièrement, tous supposaient résolu le problème de la description et de l'analyse. De la « méthode dialectique » propre à Hegel. En second lieu, les critères qu'ils utilisaient pour évaluer la dialectique hégélienne étaient empruntés à la logique formelle. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les résultats de ces critiques ressemblaient à une exécution. Quelques fois même les conclusions auxquelles ils aboutissaient frôlaient le diagnostic psychiatrique. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des auteurs plus modernes tels que M. Äbi par exemple (*Hegel as a logician*, 1968) se livrer à des exercices semblables.

Malheureusement pour les adversaires de Hegel, le fondement de

leurs critiques était particulièrement inadéquat. Chez tous, la présentation de la dialectique hégélienne est superficielle et partielle. Ainsi le livre de E. von Hartmann (1868) qui est encore le plus souvent cité, ne comprend que trois pages consacrées à l'exposé de la dialectique. Quant au choix de la logique formelle classique comme système de référence par rapport auquel la dialectique hégélienne était évaluée, il témoignait déjà au départ d'une incompréhension considérable de la tâche à laquelle Hegel s'était attelé. Chose curieuse, il ne vint jamais à l'idée de ces logiciens d'appliquer à leur argumentation l'opération éminemment logique de la contre-position. En effet, puisque de leurs prémisses il découlait que la dialectique hégélienne baignait dans l'erreur et l'absurdité, ils auraient pu, compte tenu de la personnalité de Hegel et de son savoir encyclopédique, rejeter leurs conclusions et, partant, leurs prémisses. Mais ce n'est pas seulement de pure logique que se souciaient ces critiques. En fait, c'était tout le système hégélien qui était visé à travers la critique de la dialectique.

Le mouvement des hégéliens de gauche dont le point de départ était la critique de la religion et auquel Marx et Engels participèrent, a déjà été si souvent décrit que nous n'y insisterons pas. Comme on le sait, c'est surtout sur le plan socio-politique et par la critique de l'épistémologie idéaliste que ce courant d'idées contribua à la dissolution de la philosophie hégélienne.

C'est alors que naquit parmi les vieux-hégéliens de droite une réaction destinée à défendre l'hégélianisme. Le comte Cieszkowski et K.L. Michelet fondèrent le 4 janvier 1843 à Berlin la Société philosophique. Comme substitut des *Jahrbücher* qui ne parurent plus après 1847, K.L. Michelet lança en 1861 la revue *Der Gedanke*. La Société philosophique se fit un devoir de célébrer le centenaire de la naissance de Hegel, mais elle le fit avec un an de retard en raison de la guerre franco-prussienne de 1871. Un monument fut inauguré et avec l'argent qui subsistait de la collecte organisée à cet effet, la Société créa un prix destiné à récompenser le meilleur exposé de la dialectique. Dix-huit mois plus tard, le jury n'avait encore reçu aucun manuscrit. Le montant du prix fut relevé et la date pour le dépôt des mémoires reculée de deux ans (1873). Finalement vers 1885, trois contributions furent enregistrées dont deux étaient des réfutations du système hégélien. Néanmoins, la Société philosophique estima qu'aucun mémoire n'était digne de recevoir le prix. Après bien des discussions, le prix fut finalement accordé à l'un des candidats, aujourd'hui complètement oublié. Michelet qui avec G. Lason et Friedrich était membre du jury, protesta contre cette décision en se retirant et veilla à la publication en 1888 de l'œuvre de son candidat Haring (1). Dans l'entre-temps, alors que le jury se disputait, A. Bullinger publiait son propre ouvrage (*Hegels Lehre vom Widerspruch, Missverständnissen gegenüber verteidigt* - Dillingen 1884). Sans doute le « Zeitgeist » positiviste et naturaliste de la deuxième moitié du XIX^e siècle n'était-il pas de nature à attirer l'attention des meilleurs esprits sur le problème de la dialectique hégélienne. Il n'en reste pas moins que le

(1) Michelet K.L., Haring G.H. *Historisch-kritische Darstellung der dialektischen Methode Hegels nebst dem gutachtlichen Berichte über die der philosophischen Gesellschaft zu Berlin eingereichten Bewerbungsschriften und einer Geschichte dieser Preisvergebung*, Leipzig 1888.

combat mené — et perdu — par les vieux-hégéliens en faveur de celle-ci témoin de l'existence d'un problème réel : comment présenter, analyser et fonder la dialectique hégélienne ? C'est sans nul doute ce problème auquel se heurtèrent les disciples de Hegel qui transparait à travers la confusion entourant encore de nos jours le concept de dialectique.

Quant à Marx et Engels, au fur et à mesure qu'ils élaboraient leur œuvre propre, ils redécouvraient à l'époque où d'autres la méprisaient, l'importance toute particulière que prenait la dialectique hégélienne, une fois que celle-ci était « renversée » dans un sens matérialiste et dégagée des allures mystiques que lui conférait l'idéalisme absolu dont elle constituait le ressort intérieur. On possède toute une série de lettres échangées entre Marx et Engels, Marx et Dietzgen, Marx et Kugelman, Engels et Conrad Schmidt, échelonnées entre 1858 et 1892 (2) qui non seulement démontrent l'intérêt porté par eux aux problèmes de la dialectique, mais en outre l'intention de Marx de rendre accessible à « l'intelligence humaine ordinaire » en deux ou trois placards d'imprimerie (c.-à-d. entre 30 et 50 pages) le noyau rationnel de la dialectique découverte par Hegel. En 1877, F. Engels publia son *Anti-Dühring* où sous forme polémique il prit la défense de l'interprétation matérialiste de la dialectique. Quatre années plus tôt, il avait déjà fait part à Marx de son projet d'écrire une *Dialectique de la nature*, dont les brouillons préparatoires ne furent publiés pour la première fois qu'en 1935 à Moscou. On trouve d'ailleurs une autre confirmation du projet de Marx d'écrire une *Dialectique* dans les souvenirs de P. Lafargue (publiés en 1928 par Riazanov). On ne peut s'empêcher de rêver à ce qui serait arrivé si Marx avait trouvé le temps de réaliser son projet et de soumettre son manuscrit au jury de la Société philosophique de Berlin...

Quoi qu'il en soit, en dépit des multiples indications contenues dans les œuvres de Marx et Engels et particulièrement dans *Le Capital* de Marx, les deux hommes n'ont pas fourni d'exposé systématique de leur théorie matérialiste de la dialectique. A part les chapitres de l'*Anti-Dühring* consacrés à la dialectique, c'est à partir de textes comme le suivant, provenant des travaux préparatoires d'Engels pour sa *Dialectique de la nature* que l'on peut se faire une idée de la manière dont ils envisageaient leur théorie de la dialectique.

C'est donc, écrit Engels, de l'histoire de la nature et de celle de la société que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique, ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes :

- la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement;
- la loi de l'interpénétration des contraires;
- la loi de la négation de la négation.

Toutes trois sont développées de façon idéaliste par Hegel comme de pures lois de la pensée : la première dans la première partie de la Logique, dans la doctrine de l'Etre; la seconde emplit toute la deuxième partie, de beaucoup la plus

(2) Lettre de Marx à Engels du 14 janvier 1858; lettre de Marx à Engels en 1868 après la publication du tome I du *Capital*; lettre de Marx à Dietzgen du 9 mai 1868; lettre de Marx à Kugelman du 6 mars 1868; et deux importantes lettres d'Engels à C. Schmidt du 1^{er} novembre 1891 et du 4 février 1892.

importante, de sa Logique, la doctrine de l'Essence; la troisième enfin figure comme loi fondamentale pour l'édification du système tout entier. (3)

A la même époque, une autre grande figure des débuts du socialisme allemand, F. Lassalle, précisa sa position vis-à-vis de Hegel dans les deux volumes qu'il consacra en 1858 à la *Philosophie d'Héraclite, l'Obscur d'Ephèse*. Dans ce volumineux ouvrage, Lassalle se basant sur un passage de Hegel où celui-ci affirmait qu'il n'y avait pas une seule proposition d'Héraclite qu'il n'ait recueillie dans sa logique, présentait et commentait un Héraclite rétrospectivement hégélianisé. En fait, l'analyse de la philosophie d'Héraclite n'était pour Lassalle qu'un prétexte pour réaffirmer sa position de vieil-hégélien idéaliste. A ce sujet, Marx qui jusqu'alors, pour des raisons diplomatiques, se gardait de critiquer ouvertement Lassalle, écrivait le 1^{er} février 1858 à Engels :

L'Herakleitos der Dunkle de Lassalle le Clair est au fond une bien naïve compilation. A chacune des nombreuses images à l'aide desquelles Héraclite dégage son idée de l'affirmation et de la négation entre Lassalle et il nous sert à cette occasion quelque passage de la Logique de Hegel, dont on ne saurait dire qu'elle gagne à être traitée ainsi, sans jamais omettre un mot, comme un écolier qui doit écrire un pensusum pour prouver qu'il possède son « être », son « phénomène » et le « processus dialectique ». L'écolier qui s'est fourré dans la tête ces trucs-là, on peut être sûr qu'il n'est capable d'envisager le processus de la pensée que selon la recette prescrite et dans les formes sacramentales. Tel est exactement notre Lassalle » (4).

2) Ce n'est pas seulement de la dialectique que Marx et Engels n'avaient pas fourni d'exposé explicite et systématique. Il en était de même pour leur théorie de la connaissance. Quoique ébauchée de-ci de-là, mentionnée occasionnellement dans certains écrits, précisée à l'occasion de polémiques et à l'évidence implicitement contenue dans la plupart de leurs œuvres, leurs épistémologie n'atteint jamais dans leurs écrits un degré d'élaboration telle qu'elle peut rivaliser avec les théories auxquelles furent confrontés leurs successeurs. Le « retour à Kant », le développement du positivisme et plus particulièrement la forme qu'il prit chez E. Mach orientèrent la majorité des philosophes bourgeois de la fin du XIX^e siècle vers les problèmes épistémologiques et du même coup remirent à l'ordre du jour des conceptions préhégéliennes fleurant bon l'idéalisme subjectif, mais parées cette fois du prestige de la science moderne.

Il ne saurait être question d'analyser ici la façon dont la philosophie académique assimila le développement impétueux des sciences naturelles et historiques dans les dernières décennies du XIX^e siècle, ni de tenter d'expliquer comment, en raison même des succès politiques remportés par les partis de la II^e Internationale, ils subirent une pression idéologique considérable, envers laquelle ils se montrèrent fort accueillants. Non par un souci d'ouverture ou à cause d'une flexibilité intellectuelle particulièrement développée mais, aussi paradoxal que

(3) F. Engels, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1975.

(4) Pour ce qui est des remarques de Lénine au sujet de l'ouvrage de Lassalle, voir *Cahiers philosophiques*, Editions sociales, Paris/Édition du Progrès, Moscou 1973, pp. 327-338.

cela puisse paraître, en raison d'un dogmatisme foncier. En effet, s'en tenant étroitement à la lettre des textes publiés par Marx et Engels, certains, après avoir constaté que Marx et Engels n'avaient pas « tout » dit, se croyaient obligés d'emprunter à l'actualité idéologique de l'époque afin de combler les lacunes philosophiques des Dioscures du socialisme scientifique. D'autres, tout en rabâchant des textes connus, témoignaient d'une tolérance considérable envers les « idées nouvelles », sans se soucier de l'éclectisme bâtard qu'ils favorisaient de la sorte. Enfin, il y avait ceux qui, politiquement plus habiles, manifestant une grande sensibilité à l'évolution politique et idéologique dans laquelle ils étaient entraînés par leur succès même, assumèrent leur opportunisme réformiste et adoptèrent une attitude franchement révisionniste.

Ces développements étaient particulièrement visibles en Allemagne, où une orthodoxie marxiste prononcée était le fait d'un Parti social-démocrate fortement organisé qui était passé de plus de 50 % des votes dans deux districts et de plus de 40 % des votes dans 23 districts en 1898, à plus de 50 % des votes dans treize districts et plus de 40 % des votes dans 46 districts en 1903. Les succès remportés par une politique réformiste renforçèrent celle-ci au point d'occulter son caractère conjoncturel et de boucher toute autre perspective. Il en résulta une dissociation de plus en plus profonde entre la théorie et la pratique du plus puissant parti marxiste, qui dégénéra respectivement en dogmatisme et opportunisme.

Au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, un nombre croissant d'écrits centrés autour de la philosophie kantienne furent publiés par des auteurs sociaux-démocrates de langue allemande. Conrad Schmidt et ses *Sozialistische Monatshefte*, L. Woltmann qui s'efforça de concilier Marx, Kant et Darwin (*Der historische Materialismus*, 1900), Karl Vorländer, auteur d'une histoire de la philosophie largement popularisée dans le parti social-démocrate, l'Autrichien Max Adler qui s'efforçait d'assimiler la critique marxiste au criticisme kantien — étaient les figures de proue d'un puissant courant néo-kantien. Et lorsqu'en 1904 fut commémoré le centenaire de la mort de Kant, il ne se trouva au Reichstag qu'un seul député pour consacrer quelques paroles à l'événement : le révisionniste E. David, qui prêchait également le néo-kantisme dans le manuel officiel du parti social-démocrate destiné à ses propagandistes (5). Cette même année, ce fut Kurt Eisner, (assassiné le 21 février 1919 par l'étudiant A. von Arco-Valley après avoir proclamé le 8 novembre 1918 la République en Bavière) qui par ses articles dans le *Vorwärts* propagea le néo-kantisme.

Le plus systématique des révisionnistes, E. Bernstein, partageait ces vues.

« *Le matérialisme pur ou absolu, remarque-t-il, est tout aussi spiritualiste que l'idéalisme pur ou absolu. Tous deux posent la pensée et l'être comme identiques, quoique à partir de points de vue différents. Ils diffèrent en dernière instance seulement dans la façon de s'exprimer. Par contre, les nouveaux matérialistes se basent en principe de façon tout aussi décidée sur Kant, comme l'ont fait la plupart des grands naturalistes.* »

(5) *Referenten-Führer - Eine Anleitung zum Erwerb der für die Sozial-demokratische Agitationstätigkeit nötigen Wissens und Kennens - 2^e Auflage 1908, pp. 27-31.*

Mais sa bête noire, c'est la dialectique. Ainsi déclara-t-il dans ses « Voraussetzungen des Sozialismus » en 1899 : « *La dialectique hégélienne... est ce qu'il y a de trompeur dans la doctrine marxiste, le piège qui s'oppose à toute considération conséquente des choses* » (p. 26).

Et lors de la polémique qui l'opposera à Kautsky, l'orthodoxe, il précisa dans un style aussi opportuniste que le propos :

« *Le piège de la conception dialectique consiste en ce que ses formules entraînent à de telles abstractions, admissibles et même indispensables pour certains buts d'exposition et de recherche, également dans des cas où elles cessent d'être adéquates à la nature de l'objet ou au but de la recherche, ou ne sont admissibles que dans certaines limites. Il faut admettre sans plus que Hegel n'a jamais voulu cela; à aucun moment il ne s'est agi pour moi de dévaloriser ce penseur, mais seulement de caractériser les dangers de sa dialectique* » (1899).

Somme toute, en tant que révisionniste intégral mettant tout le marxisme en cause, E. Bernstein avait le mérite d'être cohérent. Car si, selon la formule saisissante d'Alexandre Herzen, la dialectique était « *l'algèbre de la révolution* », l'abandon d'objectifs révolutionnaires rendait la dialectique superflue si pas nuisible.

Quant aux orthodoxes représentés surtout par Kautsky qui mena le combat contre Bernstein, leur contribution se limita à une défense du marxisme qui, outre son manque d'originalité, était dès le début minée par les idées au sujet de l'Etat de la révolution, idées qui annonçaient sous forme théorique ses reniements socio-patriotiques futurs. Au plan philosophique, Kautsky était venu au marxisme à partir d'une conception biologique et plus particulièrement darwinienne des rapports sociaux. Dans sa monumentale *Conception matérialiste de l'histoire*, publiée en 1927, qui constitue la somme de ses vues théoriques, on retrouve d'ailleurs un marxisme fortement biologisant. Par ailleurs, entre ses mains, la notion de dialectique devient pratiquement synonyme d'évolution. Il n'est dès lors pas étonnant qu'en dépit de son opposition au révisionnisme socio-politique, il n'eut pas grand-chose à opposer au révisionnisme philosophique. Les hésitations de Kautsky en matière philosophique prirent quelquefois des allures franchement comiques, comme en témoigne la publication dans *Neue Zeit* de 1900 d'un article de N. Berdiaev (*F.A. Lange und die kritische Philosophie in ihren Beziehungen zum Sozialismus*) où l'on peut lire le passage suivant :

« *L'auteur se compte parmi les adhérents zélés du marxisme mais se range parmi la tendance critique de celui-ci. En particulier, il considère absolument nécessaire de soumettre les fondements philosophiques du marxisme orthodoxe à une épreuve sérieuse et il est convaincu que cette mise à l'épreuve aura pour conséquence de purger le marxisme de la dialectique hégélienne et du matérialisme philosophique* ». (*Neue Zeit*, XVIII Jahrg. 2Bd - 1900 - S. 132-164-196).

A la lecture de cet article, il apparaît que l'auteur est partisan des théories de Mach et Avenarius.

Tout ce que la rédaction — c'est-à-dire K. Kautsky — trouva à dire fut : « Mais quoique nous ne puissions marquer notre accord en tous points avec l'auteur, néanmoins le contenu de son travail est si important et positivement valable etc., etc. ».

Plusieurs années plus tard, en 1909, il écrivait à F. Adler : « Vous

me demandez : Mach est-il marxiste ? Cela dépend de ce que l'on entend par marxisme. Je n'entends pas par là une philosophie, mais une science empirique (Erfahrungswissenschaft), une conception particulière de la société. Cette conception est en tout cas incompatible avec une philosophie idéaliste, mais pas avec la théorie de la connaissance de Mach. Moi-même, je ne trouve aucune différence essentielle entre les vues de Marx et de Dietzgen. Or Mach est très proche de Dietzgen ». Plus loin, il ajoute : « Si vous me demandez si Plekhanov enseigne correctement la philosophie marxiste, je dois répondre que Marx n'a pas enseigné une philosophie, mais la fin de toute philosophie. Toutefois que Plekhanov soit un des meilleurs connaisseurs de la doctrine marxiste est indubitable ». (*Der Kampf* - Wien 1909 - Jahrbuch).

La remarquable confusion d'idées que comportent ces deux passages illustre bien ce qu'Engels voulait dire lorsqu'il se plaignait de ce que Kautsky avait le malheur de simplifier les questions les plus compliquées et de compliquer les plus simples (6).

Mais, s'interrogera-t-on, la gauche social-démocrate, c.-à-d. Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Karl Liebknecht, qui ne participe pas à l'effondrement politique de la 2^e Internationale, n'eut-elle pas une contribution propre à opposer aux révisionnistes et aux orthodoxes ? La réponse est entièrement négative. En dépit de ses brillants apports dans les domaines économique et politique, Rosa Luxemburg n'a guère enrichi la théorie du matérialisme dialectique. Ecrivain de talent, qui n'était devenu social-démocrate qu'assez tardivement, Mehring était un esprit trop éclectique et soucieux de liberté et de tolérance intellectuelle pour qu'il se mêlât aux rudes controverses de ses contemporains. Que la théorie marxiste soit complétée ou non par celle de Mach lui était indifférent, étant donné que pour lui le marxisme se limitait au matérialisme historique. Aussi la seule chose qui lui importait était une distinction claire et nette entre les méthodes des sciences sociales et celles des sciences naturelles. Pour Mehring, le matérialisme « philosophique » se réduisait au matérialisme mécaniste et il considérait que Marx et Engels s'étaient une fois pour toutes tenus aux idées exprimées par Feuerbach. Anticipant de la sorte sur une conception qui serait élaborée ultérieurement par Lukacs, Mehring admettait que le champ d'application de la dialectique se limitait à l'histoire. Pour le reste il considérait que si elle pouvait être appliquée, la dialectique n'était pas présentable comme telle : c'était essentiellement un savoir-faire, d'où il n'y avait pas moyen d'explicitement un véritable savoir. En fait, la position de Mehring offrait l'avantage tactique de lui éviter les conflits théoriques qu'il qualifiait ironiquement de « théorie de la théorie », mais du même coup elle le privait de la possibilité de participer au développement de la théorie marxiste.

Pour ce qui est de Karl Liebknecht, sa « théorie du radicalisme et du compromis », tout comme sa théorie de la « politique comme art de l'impossible » constituent un ensemble de considérations tactiques et stratégiques d'une grande originalité qui en font un des précurseurs d'un vaste courant de pensée contemporain, englobant tout à la fois la théorie des jeux, les stratégies de conflit et les théories de la négociation. Desservi par l'usage d'analogies mécaniques, son apport à la théo-

(6) Lettre à Bernstein citée dans « *Arbeiten-Literatur* », 1924, N° 11, 899.

rie de l'action politique n'a guère été apprécié à sa juste valeur. Ce n'est que très récemment qu'en RDA divers auteurs tels que G. Klaus (*Rationalität-Integration-Information*, 1974), R. Thiel (*Mathematik, Sprache, Dialektik*, 1975) et P. Ruben (*Dialektik und Arbeit der Philosophie*, 1978) ont soulevé la question des relations unissant la théorie des jeux stratégiques à celle de la dialectique.

Pour Liebknecht, l'évolution sociale et politique est la résultante du parallélogramme des forces dont les composantes sont des forces divergentes. A grandeur égale, l'action d'une de celles-ci sera d'autant plus marquée qu'elle adoptera une direction extrême, c'est-à-dire radicale. « *Créer de nouvelles forces ou faire appel à celles qui exercent des effets déterminants sur le parallélogramme des forces sociales, influencer de telles forces déjà disponibles en les intensifiant, leur fixant un but et une direction dans la mesure du possible : c'est cela une politique constitutive créatrice* », écrivait-il (7). Sa théorie de la politique révolutionnaire est basée sur un modèle analogue notamment dans la mesure où, plutôt que de définir les moyens nécessaires pour atteindre des buts définis préalablement, elle est conçue comme un art de l'impossible. Comme il le dit lui-même dans des termes qui ont une curieuse résonance soixante-huitarde :

« *La possibilité extrême ne peut être atteinte qu'en visant l'impossible. La plus réelle des possibilités est la résultante des impossibilités que l'on poursuit. Par conséquent, vouloir ce qui est objectivement impossible n'est pas un fantasme insensé ou de l'aveuglement, mais de la politique pratique au sens le plus profond. Mettre en évidence l'impossibilité de la réalisation d'un but politique ne signifie pas que l'on démontre son absurdité, mais tout au plus l'absence de compréhension des critiques envers les lois du mouvement social, et plus particulièrement celles qui régissent la formation et plus particulièrement celles qui régissent la formation de la volonté sociale. La plus authentique et la plus forte politique est l'art de l'impossible* » (p. 358).

Outre l'absence d'instruments conceptuels adéquats qui lui auraient permis de mieux préciser sa pensée, le rejet par Liebknecht tant du matérialisme « philosophique » que du matérialisme historique, sa définition de la causalité comme « une forme de pensée tautologique », son agnosticisme extrême (« plus sceptique que Hume, plus critique que Kant, plus solipsiste que Fichte », p. 15) et surtout l'inachèvement de ses *Bewegungsgesetze* le coupèrent de toute influence sur le mouvement marxiste.

L'énorme prestige dont bénéficiait la social-démocratie allemande du temps de la 2^e Internationale ne doit pas nous faire oublier des auteurs marxistes d'autres nationalités. Le bilan de l'apport des marxistes français aux problèmes de la dialectique est vite établi. Ni P. Lafargue, ni J. Guesde, ni G. Deville ne se sont préoccupés de ce genre de questions. Contrairement à une opinion très répandue, nous ne croyons pas que la « spirale » de Lafargue représente une contribution à la théorie de la dialectique. Il ne s'agit là que d'une métaphore très superficielle qui jusqu'à présent a beaucoup plus gêné que favorisé la formulation de la « loi » de la double négation. Nous y reviendrons plus tard.

(7) K. Liebknecht, « *Studien über die Bewegungsgesetze der gesellschaftlichen Entwicklung* » - herausgegeben aus dem wissenschaftlichen Nachlass von D' Morris, München 1922, p. 358. Ce livre fut écrit de 1916 à 1918, alors qu'il était prisonnier à Luckau. Mais il en avait déjà conçu les idées de base pendant sa détention en forteresse, de 1907 à 1909.

Dans un pays beaucoup plus directement influencé par l'Allemagne, tel que l'Autriche, des théoriciens notables — Max Adler, R. Hilferding, K. Renner, O. Bauer — formeront dès 1904 une école de pensée marxiste indépendante de l'Allemagne. Ils n'apporteront pas de contribution à la question qui nous intéresse.

En Italie, A. Labriola, élève de l'hégélien B. Spaventa, répondit à une sollicitation de G. Sorel et condensa sa réflexion dans ses *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* (1902) dont les idées maîtresses sont d'une surprenante modernité. A l'encontre de ceux qui ne voulaient voir en Marx et Engels que des économistes, des historiens ou des politiciens, Labriola conçoit leur doctrine comme une « vision générale de la vie du monde » contenant, à l'état implicite, toute une philosophie et un potentiel théorique considérable. Le matérialisme historique implique une conception de l'homme, une anthropologie qualifiée par Labriola de « philosophie de la praxis » (8). L'homme est sans nul doute situé dans l'histoire naturelle mais son histoire, c'est lui-même qui la fait.

« En d'autres termes, écrit Labriola, l'homme se développe ou se produit lui-même non comme une entité génériquement pourvue de certains attributs qui se reflètent ou se développent selon un rythme rationnel, mais il se produit et se développe lui-même à la fois comme cause et effet, comme auteur et conséquence de conditions déterminées, d'opinions, de croyances, d'imagination, d'attentes de maximes. » (p. 237 - cf. aussi p. 81)

Plutôt que de dialectique matérialiste, c'est de la « conception génétique de la réalité » que Labriola préfère parler, tout en lui conférant le statut d'une théorie du devenir (9). Aussi Labriola restitue-t-il au marxisme un ensemble de caractéristiques essentielles, absentes des versions plates et affadies qu'en donnaient de nombreux idéologues de la 2^e Internationale. Toutefois, cette restitution d'un sens apparemment oublié restait essentiellement défensive. Elle inspire encore l'œuvre de R. Mondolfo (*Le matérialisme historique d'après F. Engels*, 1917), mais elle ne dépasse pas le stade du commentaire intelligent et perspicace. En ce qui concerne la dialectique, rien de neuf n'est dit par rapport à l'*Anti-Dühring*.

Malgré l'ampleur incomparable de son œuvre et de son rôle politique et pédagogique, des remarques analogues s'appliquent à Plekhanov. Ecrivain et polémiste brillant, il a diffusé le marxisme en Russie tout en participant à la lutte contre les déformations révisionnistes. Mais en matière de dialectique, à de multiples polémiques défensives ne vient s'ajouter qu'un chapitre des *Problèmes fondamentaux du marxisme* consacré aux relations entre logique et dialectique, dans lequel Plekhanov — s'inspirant visiblement de quelques Remarques issues de la Logique de Hegel — s'efforce de démontrer que certains

(8) C'est cette expression que Gramsci utilisait pour camoufler le marxisme aux yeux de ses geôliers.

(9) Le plus célèbre élève de Labriola, Benedetto Croce (1866-1952) après avoir commencé sa carrière philosophique comme révisionniste du marxisme, devint célèbre comme théoricien de l'esthétique et défenseur de « l'historicisme absolu ». Il fut aussi l'auteur d'un ouvrage qui connut un certain succès « *Ce qui est vivant et ce qui est mort dans la philosophie de Hegel* » (1910), dans lequel il donnait sa version de la dialectique, dont le caractère quasi tautologique apparaît clairement lorsqu'il écrit : « Les contraires s'opposent entre eux mais ils ne s'opposent pas à l'unité, puisque l'unité vraie et concrète n'est rien que l'unité ou synthèse des contraires » (op. cit. p. 160).

principes fondamentaux de la logique dite classique (principe d'identité, de non-contradiction et du tiers-exclu) ne sont applicables qu'à des réalités statiques et non pas à des phénomènes en devenir. Mais surtout, il ne réussit ni à améliorer, ni à développer la célèbre formule par laquelle son compatriote Tchernychevski énonce ce qu'il considère lui-même être « le trait distinctif essentiel de la dialectique » : « *L'éternelle succession des formes, l'éternel reniement de la forme engendrée par un certain contenu ou une certaine tendance, à mesure du progrès de cette tendance ou du développement supérieur de ce contenu* ».

3) Arrivé à ce point, un premier bilan provisoire s'impose. Il est incontestable que les théoriciens de la 2^e Internationale n'ont en aucune façon contribué au développement d'une théorie de la dialectique. S'ils ne la rejetaient pas après l'avoir caricaturée comme Bernstein, comme Kautsky, ils la toléreraient sans y comprendre grand-chose, ou bien encore ils se contentaient de la défendre contre les assauts critiques dont elle était l'objet. Mais à aucun moment, ils ne dépassaient les formulations utilisées par F. Engels dans les deux chapitres consacrés à « quantité et qualité » et à la « négation de la négation » dans son *Anti-Dühring*. Or l'exposé d'Engels était lui-même entièrement polémique.

A tout ceci il convient d'ajouter que la situation n'était guère meilleure dans la philosophie bourgeoise. En dépit de la masse de travaux consacrés à l'œuvre de Hegel, aucun résultat notable n'était à signaler. Seuls les historiens de la philosophie pouvaient prétendre avoir effectué des progrès dans l'analyse du développement de la pensée de Hegel. Quant au problème de la dialectique, il restait entier. Il est vrai qu'un philosophe anglais, Hutchinson Sterling, avait publié en 1865 un ouvrage intitulé *The secret of Hegel*, mais dans les « colleges » des mauvaises langues chuchotaient qu'il avait peut-être découvert le secret de Hegel, mais qu'en tout cas il avait pris soin de le garder pour lui.

Cependant, le bilan n'était pas entièrement négatif. En effet, un groupe de philosophes anglais dits néo-hégéliens, H. Joachim, F.H. Bradley et B. Bosanquet (10), tout en se plaçant à un point de vue idéaliste, consacrèrent dans un langage remarquablement clair, de pénétrantes analyses à quelques thèmes fondamentaux de la Logique de Hegel, tels que la théorie de la vérité-cohérence, la théorie des relations internes et la théorie de l'universel concret. Par ailleurs, McTaggart Ellis McTaggart soumit la Logique de Hegel à une analyse fort intéressante (*Studies in the Hegelian dialectics* - 1896) et dans *A commentary on Hegel's Logic* (1910), bénéficiant des suggestions d'un anti-hégélien aussi résolu que Bertrand Russell, il proposa toute une série d'améliorations et de corrections. Le rendez-vous possible avec les théoriciens

(10) Dans les *Cahiers philosophiques* de Lénine, on trouve des notes au sujet d'ouvrages consacrés à Hegel (pp. 227-230) qui démontrent qu'il avait relevé les noms de plusieurs auteurs auxquels nous venons de faire allusion. Il n'a vraisemblablement pas eu l'occasion de les consulter.

marxistes de l'époque fut manqué pour la simple raison que le niveau auquel ces derniers situaient les problèmes ainsi que l'orientation de leurs intérêts les détournaient de tout projet d'élaboration d'une théorie de la dialectique. Toutefois les connaisseurs ne s'y trompèrent pas et reconnurent que Marx et Engels étaient les seuls à avoir dans leurs travaux assuré le développement créateur de la dialectique hégélienne. Le philosophe néo-kantien et théologien protestant bien connu E. Troeltsch (1865-1925) notait en 1919 :

« La logique mécaniste des sciences naturelles devint longtemps, également en Allemagne, le type même de la pensée logique et le monde historique et éthique y fut adapté tant bien que mal. La dialectique disparut ou devint un monstre fabuleux dont on ne parlait qu'avec un frisson d'horreur indéfinissable ou avec une supériorité souriante ».

Toutefois, les effets ultérieurs de la dialectique élaborée par la philosophie classique allemande restaient vivants, mais

« elle s'appelait alors tout simplement "Evolution" et considérée comme une évidence devint la propriété particulière de la pensée et du talent historique qui n'a pas à se préoccuper de philosophie et qui, à ce titre émancipe de toute philosophie une pensée d'origine philosophique ».

Par ailleurs, poursuivait E. Troeltsch, *« ce n'est que dans le marxisme que la dialectique a été maintenue dans sa signification proprement logique et qu'elle a été élaborée de manière à la fois significative et fructueuse. Ce faisant, elle a été fondamentalement transformée et en ce qui concerne sa signification spirituelle, elle a subi de considérables déformations et altérations. Mais elle a tout de même conservé son opposition fondamentale au mécanisme de la philosophie de la réflexion et au psychologisme causal et partant, son pouvoir constructif et sa flexibilité envers la mouvance fondamentale du réel. Ceci n'a été pleinement compris que par les Dioscures fondateurs, Marx et Engels, dont la théorie scientifique de l'histoire resta si longtemps cachée et dépourvue d'influence alors que leur agitation et organisation pratiques attiraient déjà les regards du monde. Leurs épigones étaient à ce moment déjà tellement éloignés de la dialectique qu'ils ne la comprenaient plus et l'excusaient en invoquant les circonstances historiques tout en lui substituant une théorie causale de type mécaniste. De la sorte, ils supprimèrent les connexions qui dans la dialectique unissaient l'être, le mouvement et le but, et juxtaposèrent à la causalité historique une orientation kantienne vers une finalité éthique. Ceci était inévitable dès que l'on avait transformé la dialectique en causalité et que, pour lui conférer un but et un sens, on se voyait obligé d'introduire des exigences éthiques extra-causales. » (p. 394)*

Mais au moment où Troeltsch (qui était également sous-secrétaire d'Etat aux affaires protestantes du ministère de l'Education en Prusse) se montrait beaucoup plus perspicace que de nombreux marxistes, la question de la dialectique était déjà refoulée à l'arrière-plan par des problèmes épistémologiques auxquels soit les néo-kantiens, soit E. Mach et ses disciples étaient censés apporter des solutions ignorées par Marx et Engels. Le centre de gravité de la philosophie marxiste se trouvait ainsi déplacé de la réalité sociale et matérielle vers la connaissance de celle-ci. Mais comme les néo-kantiens et les machistes ne concevaient guère qu'il put également exister une dialectique de la connaissance, la dialectique se voyait reléguée au magasin des accessoires. Ce mouvement de repli vers l'analyse des conditions de la connaissance en amorçait inévitablement d'autres. S'il n'y avait pas à tenir compte d'une dialectique sociohistorique objective, il n'y avait, a fortiori, pas lieu d'admettre avec F. Engels que la grâce néo-kantienne

n'avait pas touché une dialectique de la nature. Dans ces conditions, les forces motrices du développement social ne pouvaient se trouver que dans l'homme, c'est-à-dire dans la discordance vécue entre ses exigences éthiques et l'injustice sociale. Comme on le voit, il ne manquait plus que le maillon d'une psychologie empruntée aux théories de type psychanalytique, pour aboutir avec Henri de Man « au delà du marxisme ».

Empressons-nous toutefois d'ajouter que le point de vue adopté par Marx et Engels n'excluait ni l'élaboration d'une épistémologie dialectique, ni une psychologie sociale, voire d'une théorie de la personnalité capables d'accommoder des discordances cognitives et affectives en tant que motivations individuelles et sociales. Pour expliquer que cette possibilité n'ait pas été entrevue, il faut bien se pénétrer de l'idée que l'opportunisme des leaders et penseurs de la 2^e Internationale n'était pas une caractéristique limitée à leur comportement politique. En fait, il colorait toute leur façon d'être et au premier chef leurs attitudes intellectuelles. Aussi, plutôt que de s'engager activement dans le travail scientifique requis par le développement de l'héritage marxiste, ils adoptèrent la solution de facilité consistant à s'approprier les courants de pensée bourgeoise de leur époque. Marx et Engels n'avaient pas écrit une Dialectique ? Les philosophes non marxistes, les hégéliens de divers plumage non plus ? Eh bien ! plutôt que de s'efforcer de dégager et de développer la dialectique impliquée dans toute leur œuvre, tout en participant à l'assimilation critique de nouvelles idées apparues dans l'entre-temps, il était plus facile de tourner son attention vers d'autres sujets positivement existants sous la forme de publications récentes. S'agissait-il d'un retour à Kant et d'une réactualisation des problèmes épistémologiques ? Marx et Engels n'avaient-ils rien écrit dans cette veine ? Qu'à cela ne tienne. Il y avait une occasion profitable à saisir. Tout en se débarrassant de l'encombrante dialectique, on doterait le marxisme d'un supplément néo-kantien ou positiviste au goût du jour, etc., etc... De cette manière l'opportunisme intellectuel fournissait la légitimation requise par l'opportunisme politique.

Dès ses premiers écrits, Lénine manifeste sur le plan théorique une attitude dont le contraste avec celle que nous venons d'esquisser est frappant. Dans sa controverse avec Mikhaïlovski (11), il se trouve confronté à un type de question auquel nous avons déjà fait allusion antérieurement. « Dans quel ouvrage Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? ». Et Lénine, après avoir cité une série d'ouvrages de Marx, dont *Le Capital*, de renvoyer la balle en posant une autre question : « Dans quel ouvrage Marx n'expose-t-il pas sa conception matérialiste de l'histoire ? ».

Ce n'est là évidemment qu'une réponse partielle. Mais Lénine la complètera une douzaine d'années plus tard (12) lorsque, plutôt que de suivre la mode soit en participant au retour à Kant, soit en cherchant un supplément d'épistémologie chez Mach, il soumettra les tendances idéalistes contenues dans l'empirio-criticisme de ce dernier et de pas

(11) *Qu'est-ce que les « Amis du peuple » et comment ils combattent les social-démocrates ?*, 1894.

(12) V.I. Lénine, *Matérialisme et empirio-criticisme*. Notes critiques sur une philosophie réactionnaire - 1908.

mal d'autres positivistes de l'époque à une critique très rude et perspicace. Il s'agit ici encore une fois d'un ouvrage polémique dirigé contre les adhérents russes et par ailleurs « se piquant d'être marxistes » de E. Mach, tels que Bogdanov, Bazanov, Lounartcharsky, Berman, Hellefund, loukevitch, Valentinov, mais c'est une œuvre qui, au-delà de sa fonction polémique, contient tous les fondements d'une théorie dialectique matérialiste de la connaissance.

Sans doute, les progrès effectués depuis lors tant dans le domaine de la philosophie des sciences qu'en psychologie permettraient-ils d'améliorer la terminologie utilisée par Lénine et tout à la fois de préciser et d'amplifier son argumentation. Mais toujours est-il que *Matérialisme et empiriocriticisme* offre l'exemple d'un développement créateur de la philosophie marxiste dont l'orientation est diamétralement opposée à celle qui caractérise l'opportunisme théorique des révisionnistes.

Au fond, Lénine aurait fort bien pu prolonger ses analyses par une critique des conceptions des « marxistes-empiriocriticismistes » en matière de dialectique. En effet, Berman avait déclaré que la dialectique d'Engels était une mystique. Ultérieurement (en 1913) Bogdanov, le chef de file des machistes, développa dans sa *Philosophie de l'expérience vivante*, une critique de la dialectique chez Marx et Engels qu'il qualifiait d'idéaliste et proposait d'y substituer sa version personnelle dérivée de sa conception « sociomorphique » de l'organisation. Sans entrer dans les détails, indiquons en passant que la théorie de Bogdanov présente quelques similitudes avec la conception défendue beaucoup plus tard par J.P. Sartre, dans sa *Critique de la raison dialectique*. Entre autres choses, leur erreur commune consiste à confondre un cas particulier de processus dialectique avec le cas général. Pour autant que nous sachions, la question de savoir si Lénine avait ou n'avait pas l'intention d'écrire une Dialectique est impossible à trancher. Par contre, ce qui est certain, c'est qu'en 1914 et en 1915, une nouvelle fois en opposition complète avec la démarche des théoriciens de la 2^e Internationale, Lénine se mettra à l'étude non seulement de la *Science de la logique* de Hegel, et de ses *Leçons d'histoire de la philosophie*, mais aussi de la métaphysique d'Aristote, du volumineux ouvrage de Lassalle sur Héraclite et du Livre que Feuerbach avait consacré à Leibniz. Comme en témoignent les notes abondantes qu'il consacre à Hegel, son souci évident est d'élucider et de préciser la notion de dialectique. Dans l'esprit de sa réponse à Mikhaïlovsky, il note :

« Si Marx n'a pas laissé de **Logique** (avec un grand L) il nous a laissé la logique du **Capital** et il conviendrait d'utiliser ceci à fond sur le problème en question. Dans **Le Capital**, sont appliquées à une science, la logique, la dialectique et la théorie de la connaissance (il n'est pas besoin de trois mots : c'est la même chose) d'un matérialisme qui a pris tout ce qu'il y a de précieux chez Hegel et qui l'a fait avancer ». (*Cahiers philosophiques*, page 304).

Une autre conclusion capitale par laquelle il se démarque des « orthodoxes » lui est inspirée par son étude de Hegel : « *Aphorisme : on ne peut pas comprendre totalement **Le Capital** de Marx et en particulier son chapitre I sans avoir beaucoup étudié et sans avoir compris toute la Logique de Hegel. Donc, pas un marxiste n'a compris Marx un demi-siècle après lui.* »

Ailleurs (C. ph. p. 343), Lénine manifestait son insatisfaction envers certaines présentations du principe de l'unité des contraires.

« La justesse de cet aspect du contenu de la dialectique doit être vérifié par l'histoire de la science. Habituellement, par exemple chez Plekhanov, on ne prête pas assez attention à cet aspect de la dialectique : l'identité des contraires est prise comme somme d'exemples, p.ex. le grain — p.ex. le communisme primitif. Chez Engels aussi. Mais c'est "pour la vulgarisation" et non comme loi de la connaissance et loi du monde objectif. »

Malheureusement, l'intéressante démarche, à la fois régressive et progressive, par laquelle Lénine s'efforçait de ressaisir l'origine et le sens de la dialectique matérialiste appliquée par Marx et Engels, afin d'aboutir à une formulation explicite et systématique de celle-ci, ne dépassa pas le stade d'une énumération résumée et sans doute provisoire de ses traits distinctifs. (Cf. C.ph. Les éléments de la dialectique, pp. 209-211). Et il concluait :

« On peut définir brièvement la dialectique comme la théorie de l'unité des contraires. Par là, on saisira le noyau de la dialectique, mais cela exige des explications et un développement. » (p. 211).

Or c'étaient évidemment ces explications et développements qui faisaient encore défaut. Mais c'était le ferme espoir de Lénine que d'autres continueraient sa tâche et dans l'article qu'il publia dans la revue *Sous la bannière du marxisme* (N° 3, mars 1922) sur le rôle du matérialisme militant, on trouve le passage suivant qui a toutes les allures d'un testament philosophique :

« Pour atteindre ce but (c.-à-d. pour amener les matérialistes sur les positions du matérialisme dialectique), les collaborateurs de la revue **Sous la bannière du marxisme** doivent se livrer à l'étude systématique de la dialectique de Hegel du point de vue matérialiste dialectique que Marx a appliqué pratiquement dans son **Capital** et dans ses écrits historiques et politiques, cela avec un tel succès que, maintenant, chaque jour, l'éveil de nouvelles classes à la vie et à la lutte en Orient (Japon, Indes, Chine) — c'est-à-dire l'éveil de centaines de millions d'humains qui forment la plus grande partie du globe et qui par leur inaction historique et leur sommeil historique ont été cause jusqu'à présent, du marasme et de la décomposition frappant de nombreux Etats avancés d'Europe — chaque jour, l'éveil de nouveaux peuples et de nouvelles classes confirme davantage le marxisme.

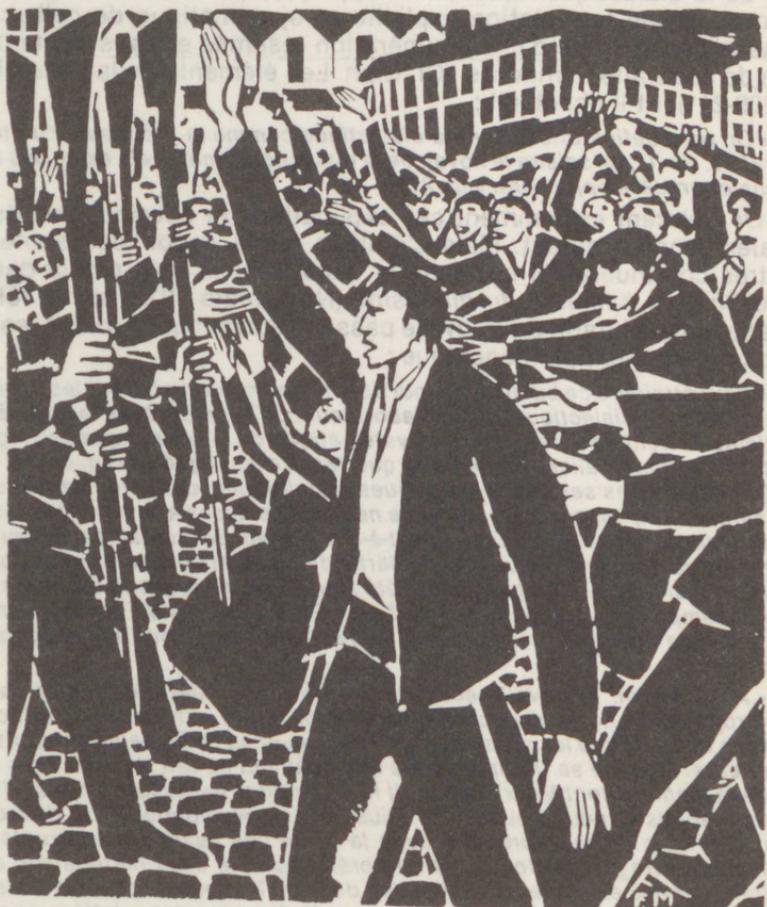
» Assurément, le travail nécessité par une telle interprétation et par une telle propagande de la dialectique hégélienne étant extrêmement difficile, il n'est pas douteux que les premières expériences dans ce domaine comporteront des erreurs. Mais ne se trompe jamais que celui qui ne fait rien. En nous inspirant de la manière dont Marx appliquait la dialectique de Hegel comprise dans le sens matérialiste, nous pouvons et nous devons développer cette dialectique sous toutes les faces, reproduire dans la revue des passages empruntés aux principaux ouvrages de Hegel, les interpréter dans le sens matérialiste en les illustrant par des exemples d'application de la dialectique empruntés à Marx, et aussi par des exemples de dialectique dans le domaine des relations économiques, politiques, exemples que l'histoire récente, et notamment la guerre impériale et la révolution actuelles fournissent en surabondance. Le groupe des rédacteurs et des collaborateurs de la revue *Sous la bannière du marxisme* doit former à mon sens une sorte de "société des amis matérialistes de la dialectique hégélienne". Les matérialistes modernes trouveront (s'ils savent chercher et si nous apprenons à les aider en cela) dans la dialectique de Hegel, interprétée dans le sens matérialiste, des réponses aux questions philosophiques posées par la révolution aux sciences naturelles, et qui font "trébucher" dans la réaction les admirateurs intellectuels de la mode bourgeoise. »

Ce qu'il nous faut examiner maintenant, ce sont les résultats auxquels aboutirent les « amis matérialistes de la dialectique hégélienne ».

(à suivre)

« La justice de cet aspect du contenu de la dialectique doit être vérifiée par l'histoire de la science. Habituellement par exemple chez Platon, on ne peut pas assez attention à cet aspect de la dialectique : l'identité des contraires est prise comme simple d'exemple, à ex. le grain — à ex. le communisme par suite. C'est-à-dire, mais c'est pour la vulgarisation, et non comme loi de la connaissance et de la vie sociale. »

Malheureusement, l'inséparable dialectique à la fois régressive et progressive par laquelle l'âme s'efforce de ressusciter l'origine et le sens de la dialectique matérialiste appliquée par Marx et Engels, ainsi que



« Ce qui nous fait examiner maintenant, ce sont les résultats que nous obtenons les « amis matérialistes de la dialectique révolutionnaire » dans la révolution aux sciences naturelles et du fort « révolutionnaire » dans le sens matérialiste des sciences aux positions philosophiques. Les matérialistes modernes ne peuvent pas se satisfaire de la dialectique à leur manière. Ils ont une sorte de « société des amis matérialistes de la dialectique ». Les matérialistes modernes ne peuvent pas se satisfaire de la dialectique à leur manière. Ils ont une sorte de « société des amis matérialistes de la dialectique ». Les matérialistes modernes ne peuvent pas se satisfaire de la dialectique à leur manière. Ils ont une sorte de « société des amis matérialistes de la dialectique ».

Ce qui nous fait examiner maintenant, ce sont les résultats que nous obtenons les « amis matérialistes de la dialectique révolutionnaire »



Marxisme et culture (**)

I. LE SENS DE LA CULTURE

Il est intéressant de noter que le mot culture n'entre guère dans la tradition du vocabulaire marxiste. Marx y fait une seule fois allusion, au début du *18 Brumaire* et encore très laconiquement : Engels aussi, de manière plus explicite cependant (1). Il est vrai que pour les fondateurs du marxisme, la culture dans le sens que nous lui donnerons dans cet article, est incluse dans l'idéologie. Par ailleurs, le mot « culture », au sens courant du terme dans la langue française pour le moins, semble être d'un usage fort récent (2). Il est absent de l'Encyclopédie, mais apparaît chez M. Proust.

En fait, le vocable et la réalité à laquelle ce dernier fait référence (l'art, la littérature, la musique, le théâtre, etc., comme « biens », comme « capital culturel » mais aussi comme apanage de « l'homme cultivé ») sont associés à l'apparition de la bourgeoisie comme classe et à celle du capitalisme comme mode de production. Il ne manquerait pas d'intérêt d'étudier ce phénomène plus à fond, mais ce n'est pas notre propos ici. Il s'agit cependant de comprendre comment s'est effectué ce glissement sémantique important. Plusieurs auteurs, marxistes ou non marxistes, notamment des anthropologues (3), considèrent l'état de culture comme l'antithèse de l'état de nature. Ce dernier serait le « monde non humain », la culture étant, au contraire, le propre du « monde

(*) François Houtart est chargé de cours à l'Université catholique de Louvain, où Geneviève Lemercinier est chef de travaux.

(**) Extraits d'un exposé préparé pour le Symposium Amílcar Cabral organisé par le Parti africain pour l'Indépendance du Cap Vert à Praia (Cap Vert) du 17 au 22 janvier 1983.

1) Textes extraits de la *Préface à la Critique de l'Economie Politique* (1859) version anglaise (*Critic of Political Economy*, Stone, p. 11 sv.) et du *18 Brumaire*, version anglaise, Leon 1898, p. 24, cités par R. Williams dans son ouvrage *Culture et Société 1780-1950*, Harper and Row, New York, 1958, chap. V *Marxism and Culture*, pp. 266 et 267.

2) Le Petit Robert, p. 1498; voir aussi C. Javeau, *Haro sur la culture*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974, p. 160.

3) Voir entre autres, C. Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Ed. Mouton, Paris, 1971, pp. 3-13. Voir aussi, M. Godelier, *Mythes et Histoire, Réflexion sur les fondements de la Pensée sauvage*, in *Annales*, 26^e année, n° 3 et 4, mai-août 1971, pp. 541-558.

humain », c'est-à-dire tout ce que les hommes produisent et façonnent, y compris la manière dont ils organisent leur propre société. Malgré le caractère de généralité que traduit cette façon de voir, elle revêt le grand avantage d'accorder à l'acteur social une position centrale dans la construction de la réalité économique, sociale, politique et, ce faisant, de réduire les conceptions quelque peu mécanistes, ayant prévalu chez certains auteurs marxistes.

Nous adopterons donc cette vision des choses comme point de départ. Mais il faut tout de suite ajouter que ce sera dans la perspective de l'homme concret — ou mieux des hommes concrets — ceux que nous voyons agir socialement dans une situation collectivement construite, c'est-à-dire au sein de rapports sociaux précis et en fonction d'un certain état de développement des forces productives, en d'autres termes, en tant qu'acteurs socialement et historiquement situés. C'est dans ce contexte qu'ils produisent du sens : sens donné au monde extérieur qui les entoure, nature et rapports sociaux, sens attribué à leurs pratiques. Un tel sens ne peut d'ailleurs naître que de représentations, elles-mêmes fruits de perceptions dans la pensée, et elles débouchent sur des pratiques et sur des langages.

Simultanément à cette production de sens, les acteurs sociaux investissent affectivement dans leur action et dans les produits de leur action. Et c'est finalement ce sens à leur propre production, l'affectivité investie sur cette même production, l'ensemble des formes d'expression à la fois du présent, mais aussi celles du passé que l'on remémore, et du futur que l'on construit dans l'invention qui constituent les fondements de l'identité d'un groupe, en un mot, sa culture.

Comme nous ne pouvons traiter de l'ensemble du sujet dans l'espace qui nous est imparti, nous nous concentrerons sur la culture en tant que médiation entre les pratiques sociales des acteurs dans la vie quotidienne et deux types de rapports, rapports à la nature d'une part et rapports sociaux de l'autre. Cela aura l'avantage de bien montrer le lien entre ce que les auteurs qui nous intéressent appellent la culture et le contexte dans lequel les éléments culturels naissent, se développent, se transforment ou disparaissent et de pouvoir le traiter dialectiquement. Enfin, nous terminerons ce travail par quelques considérations sur la culture dans la transition.

II. LA CULTURE COMME MÉDIATION ENTRE PRATIQUES ET RAPPORTS

C'est un lieu commun dans la théorie marxiste, d'affirmer que les acteurs sociaux sont les producteurs, par leurs pratiques, de leurs rapports à la nature et de leurs rapports sociaux. Notre propos est de démonter en quelque sorte cette construction, afin de montrer comment des idéalités, c'est-à-dire des produits de la pensée sont présentes dans leur genèse, mais aussi dans leur reproduction.

Ces réalités idéelles dont les fonctions sont multiples (représenter, classer, interpréter, expliquer, légitimer) finissent par constituer les « schèmes organisateurs de la mise-en-action » des acteurs sociaux (4). Evidemment, ces schèmes ne peuvent prendre existence qu'en fonction du contexte spécifique dans lequel se situent les acteurs, contexte qui

4) M. Godelier, La part idéale du réel, in *L'Homme*, juillet-décembre 1978, XVIII (3-4), p. 168.

tient à la fois aux conditions de la nature et aux rapports sociaux, aussi bien dans l'histoire que dans la conjoncture présente. Voilà d'ailleurs autant de facteurs qui leur accordent une spécificité, des caractères particuliers, qui font que les acteurs sociaux concrets les reconnaissent comme les « leurs ».

L'ensemble de ces schèmes, la manière dont ils sont transmis constituent pour nous une partie essentielle de la culture, tout comme ils constituent aussi une des composantes de la construction, de la reproduction ou de la transformation des structures sociales. Chaque génération humaine, dit J. Habermas, réalise à nouveau la synthèse entre la nature objective et sa propre nature subjective (5).

1. La culture, les pratiques et les rapports à la nature

L'homme-acteur social construit son environnement dans la mesure où il cherche à maîtriser la nature et à s'organiser en conséquence. C'est donc la totalité de la personne humaine qui intervient dans ce processus, c'est-à-dire l'être humain avec sa capacité physique, mais aussi avec sa capacité de penser. Ainsi, par exemple, la table sur laquelle on écrit n'est pas seulement du bois, c'est du bois travaillé par l'homme en vue de produire un objet spécifique. C'est du bois chargé d'idée. Nous entrons, par cet exemple, dans le champ du rapport des hommes à la nature, que nous considérons comme un des lieux où s'élabore la culture comme système de modèles de pratique.

L'exemple de la table est utile à cet effet. Pour comprendre comment s'élaborent les structures du système culturel dans ce domaine, il faut se rappeler que ce sont des centaines, voire des milliers de formes de travail qui constituent la table comme produit actuel. En effet, il a fallu qu'au cours de l'histoire de nombreux êtres humains valorisent le fait d'utiliser un support pour écrire ou travailler et que cette valorisation garde sa justification jusqu'aujourd'hui. Il a donc fallu que des milliers d'acteurs sociaux pensent et produisent des outils et des manières de faire pour couper les arbres, les débiter, tourner le bois, le teinter, joindre les éléments. Chacune de ces opérations synthétise des successions historiques de choix, d'apports de la pensée, mais elles supposent aussi l'élaboration de modèles de pratiques dans le champ des idées, afin de reproduire les actions, modèles susceptibles toutefois d'altérations innovatrices. La perdurance de ces modèles de pratiques, socialement acceptés, exige alors leur transmission par l'inculcation du « savoir », quel que soit le degré de formalisation de ce dernier. En effet, si nous pouvons parler de « la table », c'est parce que la représentation de l'objet n'est pas seulement répertoriée dans les catégories de la mémoire collective, mais parce que l'idée s'est revêtue de la symbolique du mot et qu'elle est entrée dans la langue. Il est donc bien clair qu'en transformant la nature, les êtres humains se transforment eux-mêmes subjectivement. Ils acquièrent en effet de nouveaux pouvoirs techniques, qui créent des conditions nouvelles aussi à l'exercice de la pensée.

Reprenons le processus, afin d'en comprendre les éléments, en faisant provisoirement abstraction des rapports sociaux. Une signification, un sens a été produit par des acteurs sociaux au départ d'une série

5) J. Habermas, *Connaissance et intérêt*, Gallimard, Paris, 1973, p. 64.

de représentations du réel dans la pensée, représentations qui sont à la fois reflet et travail. Elles débouchent sur des modèles culturels qui sont transmis socialement par le biais du langage et de l'éducation. Tout ce processus, qu'il s'agisse de la genèse des pratiques ou de leur reproduction, se réalise toujours dans des sociétés concrètes, où intervient le conditionnement de l'état des forces productives, c'est-à-dire la capacité globale qu'a acquise cette société de maîtriser la nature. Dans ce contexte, les modèles de pratiques, en s'instituant, acquièrent une certaine autonomie, c'est-à-dire qu'ils obtiennent en même temps qu'une fonction de reproduction sociale, une possibilité de permanence, alors même que les conditions dans lesquelles ils ont été produits disparaissent ou se transforment. Cet état de choses débouche inévitablement sur des contradictions, qui à plus ou moins court terme peuvent créer les conditions d'un nouveau dynamisme des acteurs, dans la mesure où ces derniers recherchent de nouvelles manières de faire, bref produisent de nouvelles pratiques d'où émerge l'élaboration de nouveaux modèles.

Cet exemple n'épuise évidemment pas les milliers et milliers de pratiques qui constituent, en fin de compte, le rapport à la nature. Il y a les manières de produire, mais il y a aussi l'explication que l'on produit pour justifier ces procédés, explication qui renvoie aux formes de connaissances de la réalité, qu'il s'agisse de celle que produit une pensée scientifique (6). Nous l'avons dit, notre propos n'est pas d'être exhaustif. Ce qui nous importe ici, c'est de voir comment les modèles culturels concernant les pratiques de maîtrise de la nature ont leur origine dans le travail des hommes sur la nature elle-même et comment, en s'inscrivant dans la mémoire collective ils peuvent ainsi réactualiser des pratiques à leur tour reproduisant le rapport à la nature. Voilà donc comment dans un premier domaine, la culture opère la médiation entre les pratiques et le rapport à la nature, qui n'est rien d'autre finalement que l'état des forces productives. Abordons maintenant les rapports sociaux.

2. La culture, les pratiques et les rapports sociaux

Quelle que soit leur nature, qu'il s'agisse des rapports de production, des rapports politiques ou de ceux qui se développent dans les appareils de la société civile, les rapports sociaux sont tous le produit de pratiques sociales instituées. Ce sont, en effet, les acteurs sociaux qui s'organisent, par le biais de pratiques sociales, elles-mêmes répondant à des schèmes culturels véhiculés et reproduits dans l'ensemble social, tant que les pratiques se répètent. C'est un processus similaire à celui de la langue. Cette dernière reste « vivante » à la condition d'être continuellement recrée au niveau du langage ou de l'écrit, c'est-à-dire au niveau de pratiques d'acteurs, qui n'ont que bien rarement la conscience de structures linguistiques qu'ils produisent nécessairement et indépendamment de leur volonté, par leur activité discursive. « Dans la production sociale », écrit Marx, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, les rapports de production » (7). Il s'agit, on le voit, d'un processus fort semblable.

6) A propos de cette distinction entre la pensée par analogie et la pensée scientifique, voir M. Godelier, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, nouvelle édition, Maspéro, Paris, 1977, tome II, p. 287 et sv.

1) La notion de rapports sociaux

Pour le comprendre, il importe de garder à l'esprit le sens donné par le marxisme au concept de rapports sociaux. Outre le fait qu'il s'agit de réalités historiquement construites, la notion de rapport implique celle d'une relation entre des groupes ou des classes sociales essentiellement déterminés l'un par l'autre et par l'unité qu'ils constituent, rapport au sein duquel se développe la vie sociale. Considérons le cas des rapports de production. Affirmer que ce sont les pratiques des acteurs sociaux qui produisent ce rapport, c'est admettre que ces derniers, par leurs performances, engendrent dans la société un processus de différenciation où chacun des pôles ainsi formés, l'est en fonction de l'autre, la relation entre eux donnant tout le sens à l'unité qu'ils constituent.

Prenons un exemple concret pour fixer les idées (8). Considérons une société du sud de l'Inde, à base économique agraire, où le fait de posséder ou de ne pas posséder la terre (moyen de production) est « la » cause qui détermine le découpage des acteurs sociaux en deux classes. La question qui nous préoccupe ici est de savoir par quelles pratiques s'opère cette différenciation entre acteurs sociaux.

A certaines époques, ce fut par la conquête et donc par l'imposition d'un pouvoir politique par la violence, les conquérants se partageant les terres entre chefs de clans et réduisant les vaincus à la condition d'esclaves domestiques; dans d'autres cas, ils laissèrent la terre aux clans vaincus, leur intérêt étant de disposer d'une partie du produit social à des fins mercantiles (ce fut l'origine d'une société tributaire ou d'un mode de production asiatique). Pendant une autre période de l'histoire (XI^e s.) les familles étendues possédant les terres, se sentant menacées par des envahisseurs extérieurs, confièrent par un geste symbolique leurs terres aux dieux, c'est-à-dire en fait aux agents religieux, dont elles devinrent progressivement les métayers. Alors que les pratiques quotidiennes de la production agricole n'avaient guère changé, le rapport de production, par contre, s'était totalement inversé par le seul fait d'une pratique annuellement reproduite : l'allégeance et la fourniture au temple d'une partie de la récolte. Troisième situation (XIX^e s.) avec la colonisation britannique fut introduite la monnaie comme moyen d'échange généralisé, alors que l'Etat, pour le besoin de l'impôt, instaurait une pratique nouvelle, celle de la vente des terres. Cette pratique fut reproduite dans le secteur privé avec pour effet une forme nouvelle de concentration des terres. Pour en arriver là, il fallut que les agents religieux, propriétaires des terres expulsent les métayers et trouvent un intérêt à investir dans l'industrie naissante. Par contre, il fallut qu'un autre groupe social (le groupe séculièrement engagé dans des activités mercantiles internationales et supplanté par les Européens) dispose de capitaux et trouve aussi un intérêt à se reconverter dans l'économie rurale. Cette fois, cependant, l'entreprise agricole intégra une main-d'œuvre salariée de paysans sans terre (les anciens métayers). Ces pratiques nouvelles furent, entre autres, à l'origine des rapports de production capitaliste.

7) K. Marx, *Préface à la critique de l'économie politique*, 1859.

8) Cet exemple synthétise à gros traits des travaux de sociologie de l'histoire que nous avons réalisés dans le sud de l'Inde. Voir G. Lemercinier, *Religion and Ideology in Kerala*, C.R.S.R., Louvain-la-Neuve, 1983.

Dans tous les cas concrets repris ci-dessus, on notera que la constitution des classes sociales et de leur rapport — car c'est bien de cela qu'il s'agit — devient une question de logique de niveau macro-social et de caractère structural. Leur existence n'est cependant possible que dans la mesure où s'accomplissent, se généralisent et se reproduisent dans des lieux empiriquement observables, des pratiques d'acteurs sociaux, pratiques qui entrent dans la vie quotidienne et y sont quasi naturalisées. On remarquera, cependant, qu'il s'agit de phénomènes complexes, qui impliquent, si l'on veut ne pas prendre des apparences pour la réalité, que l'on « aille y voir de près » dans chaque société. Ce sont là, dit M. Godelier, les premiers principes de l'empirisme et les vrais marxistes devraient revendiquer d'être les premiers empiristes » (9), car il n'y a pas dans ce domaine de causalité univoque.

2) Les fonctions de la culture

Du point de vue qui est le nôtre ici, celui de la culture, ces observations ne sont pas sans importance. En effet, la reproduction des pratiques sociales et, partant, la perdurance des structures sociales dépend de modèles de pratiques, de valeurs et de normes impliquant des choix collectifs historiques. Pour H. Lefebvre, ces représentations socialisées sont en fait les représentations de la société elle-même, dont l'ensemble structuré lui aussi, constitue ce que l'on désigne confusément par les termes d'« idéologie », de « culture », de « connaissance » (10).

Ceci entraîne une double remarque. La première concerne la fonction sociale ou le rôle de la culture. Si l'on peut dire que la culture comme ensemble de modèles, de normes et de valeurs est indispensable à la reproduction de tous rapports sociaux, elle a aussi pour fonction de donner une certaine cohérence à la vie quotidienne, cette dernière étant considérée comme la totalité des pratiques concrètes des acteurs sociaux. En effet, c'est parce que ces derniers partagent des modèles et des valeurs que la vie sociale est possible. La communication indispensable n'est pas seulement une question de langage, mais aussi d'un accord sur les modèles et les valeurs qu'actualisent les pratiques.

Ce « langage » commun des pratiques, fruit d'une certaine généralisation d'une même culture particulière ne doit pas faire perdre de vue cependant, les différences culturelles existant entre les groupes sociaux dans une société de classe, ni la méconnaissance de la culture populaire comme une des composantes de l'aliénation dans classes subalternes. Mais elle peut aussi être facteur dynamique dans un processus révolutionnaire. En effet, la culture comme instituée, car elle est toujours construction sociale, mais aussi comme institutrice, puisqu'elle est centrale dans la reproduction, non pas de n'importe quelle société mais bien de celle qui est valorisée par un groupe, peut mobiliser les énergies en développant chez les acteurs sociaux une forte identification.

La deuxième remarque que nous ferons est d'un autre ordre. Nous considérons la culture comme un ensemble de modèles de pratiques,

9) M. Godelier, *Horizon, Trajets marxistes en Anthropologie, op. cit.* (11), tome I, p. 11.

10) H. Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne, Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Ed. L'Arche, Paris, 1961, p. 65.

de normes et de valeurs, c'est-à-dire comme un patrimoine spécifique de manière de faire, sous-tendues par une éthique et valorisées en fonction d'un « projet » de société aux contours plus ou moins définis. Sa fonction est donc bien de susciter des pratiques sociales qui reproduiront les structures des rapports sociaux, ce qui nous permet de conclure que la culture apparaît bien comme une médiation nécessaire entre deux niveaux de la réalité sociale : d'une part, les logiques structurales et de l'autre, la quotidienneté. Ces niveaux sont à la fois autonomes et interdépendants.

3) Comment s'accomplit la médiation

Dès lors, il n'est pas sans intérêt de s'interroger sur la manière dont se réalise une telle médiation entre pratiques et rapports. Les pratiques se situent au niveau de l'action, c'est-à-dire de l'immédiatement perceptible. Le rapport est la logique des relations qui se construisent entre acteurs en interaction et qui émerge dans l'acte même de l'action, sans se confondre avec elle. Il n'y a donc pas une succession chronologique entre les deux, mais simplement une succession logique. Si nous avons parlé de médiation, c'est dans une double perspective : d'une part la présence de l'idéal dans toute action d'un acteur humain et donc dans sa manière de construire les rapports sociaux et ensuite la production de modèles de pratiques.

Reprenons un exemple pour fixer quelque peu les idées. La culture, étant bien le système des modèles, des normes, des valeurs qui informent les pratiques sociales, est forcément en rapport avec l'état des forces productives. Si par « forces productives », on entend, rappelons-le, la capacité d'un groupe humain à maîtriser son environnement naturel, il est évident que le niveau de développement de ces forces, balise l'espace des possibilités des pratiques. Dans le cas concret du développement des manufactures comme lieu concret de l'actualisation des pratiques de production, la condition même de leur apparition fut la mécanisation de certaines opérations de travail. Sur le plan de la production, elle entraîne de nouvelles pratiques (techniques) et une forme nouvelle d'organisation du travail. L'usage de machines élémentarisant les opérations de la production, donc à la base d'une nouvelle division objective du travail, impliquait un certain regroupement des forces de travail.

Mais à partir de ce moment, les cadences de la production changèrent. Progressivement la valorisation de la performance dans la productivité s'est installée dans l'entreprise et avec elle, de nouvelles pratiques dans la distribution du produit social destinées à assurer la reproduction du capital (l'extraction de la plus-value sur la force de travail). Cependant, la manufacture resta pendant tout un temps le modèle de l'entreprise d'une économie en transition vers le capitalisme. Si de nouveaux rapports sociaux de production étaient nés, le plein développement de ces structures nouvelles était freiné par la faiblesse des bases matérielles. C'est la contradiction entre d'une part le projet, représentation par les acteurs sociaux de pratiques non encore actualisées, dont on valorise cependant les effets et d'autre part la faiblesse des moyens, qui ont poussé d'autres acteurs sociaux vers la recherche d'une maîtrise de la nature (connaissances scientifiques) et vers des découvertes qui, en fin d'analyse ont bouleversé totalement les pratiques de la vie

quotidienne des acteurs sociaux dans les sociétés capitalistes industrielles.

Cet exemple forcément limité a le mérite de souligner les mouvements dialectiques de la réalité. Il montre aussi comment les différents niveaux de cette réalité s'articulent par la médiation de la culture pour se reproduire dans des stabilités relatives, dans des équilibres momentanés et finalement dans un devenir au sein duquel se succèdent structurations sociales et dissolutions de structures. Chacun de ces « mouvements » renvoie soit à une situation de correspondance, soit de contradiction entre les deux niveaux de la réalité sociale, que sont ces logiques structurales et les pratiques concrètes des acteurs.

4) Culture et production du sens

La culture implique donc toutes les pratiques des hommes dans le domaine, entre autres, de leurs relations à la nature et dans leurs relations entre eux : les modèles socialement véhiculés, leur genèse par innovation ou emprunt, leur reproduction ou leur disparition. Prise dans cette perspective, elle est donc aussi constitutive de la base matérielle de toute société. Il est clair, cependant, que lorsqu'on aborde la culture, on ne se situe pas dans le même registre théorique que celui où s'est situé Marx dans son analyse de la base économique. Ces différences de « lieux » théoriques n'impliquent pas une opposition; nous pensons au contraire, que les deux approches sont complémentaires et particulièrement nécessaires dans la mesure où une société veut changer ses structures. C'est bien ces deux niveaux de la réalité que Cabral évoquait en disant que la culture était l'expression dynamique du type de relations prévalant au sein de la société entre l'homme (individuel et collectif) et la nature et entre les hommes entre eux.

Si la pensée en tant que faculté humaine produit du sens dans l'acte même de la construction des rapports à la nature et dans celui des rapports sociaux, cette constatation n'épuise pas toutes les possibilités de production de sens. Nous pouvons affirmer cela, même en tenant compte du fait que la pensée n'est pas seulement pratique et instrumentale et qu'elle est aussi spéculative, ce qui lui donne la possibilité d'inventer, d'imaginer aussi bien dans le domaine des rapports à la nature que dans celui des rapports sociaux. Les formes de cette inventivité sont nombreuses et constituent une partie de la culture.

Nous retrouvons aussi dans toutes les sociétés, à des degrés divers, une pensée spéculative sur la totalité, sur l'origine et les finalités de l'univers et de l'homme dans l'univers. Cette totalité englobe et dépasse tout à la fois les deux premières productions de sens. Elle les englobe, car elle ne pourrait se faire sans eux : l'univers, c'est la nature et l'homme, c'est l'acteur social, mais elle les dépasse aussi, non qu'elle soit d'un autre ordre, mais parce qu'elle est plus que la somme de ses éléments. Pour prendre un exemple dans des sociétés du Kerala antique, l'arbre, élément de nature, qui est le symbole du groupe (totem), à qui l'on a attribué par conséquent un sens exprimant un rapport social, est aussi le lieu de la présence de la divinité protectrice, sans doute nécessaire au groupe, mais aussi lien avec le cosmos, expression d'un sens très implicite d'une totalité que l'on appelle la vie.

Une fois de plus, ce sens global n'est pas un « en soi » existant en

dehors des conditions concrètes dans lesquelles il est produit par la pensée humaine. Le rapport à la nature est un élément fondamental : chaque groupe tribal du Sud de l'Inde choisissait un arbre existant dans son environnement. Quant à l'état des forces productives, il conditionne le caractère plus ou moins spéculatif de la production de ce sens. La philosophie ne peut se développer que lorsqu'un surplus suffisant est produit pour subvenir à la subsistance des penseurs, ce qui suppose également des rapports sociaux construits sur une division du travail. Bref, c'est la démarche dialectique qui permet de rendre compte de la complexité du phénomène, sans le réduire en aucune façon, ni à ses conditions sociales d'émergence, ni à une génération spontanée qui en ferait une réalité à part.

Une fois produit, ce sens global influence à son tour les perceptions ultérieures et même le sens qui sera donné éventuellement aux rapports à la nature ou aux rapports sociaux. Il doit donc être pris en considération à la fois dans toute recherche sur la réalité sociale et dans toute action transformatrice de cette dernière. Il fait partie intégrante de la culture.

III. CULTURE ET TRANSITION

Les considérations qui précèdent pourraient apparaître bien théoriques ou revêtir un intérêt principalement historique. Nous voudrions montrer au contraire, qu'elles sont très importantes pour une orientation concrète des luttes de libération comme — et surtout peut-être — de la construction des sociétés nouvelles. C'est la raison pour laquelle nous allons aborder le thème de la transition, non pas dans son sens exclusivement politique, mais dans celui que Marx lui donnait en étudiant le passage à un mode de production capitaliste en Europe.

Il s'agit de la période pendant laquelle un mode de production donné ne parvient plus à se reproduire, du fait même de la dissolution de ses formes les plus fondamentales et où commence à se construire un nouveau mode de production (11). Lorsque Marx analysa le processus, il découvrit que dans une première étape, de nouveaux rapports de production étaient introduits — par exemple par le rassemblement en manufactures des artisans — mais sans qu'une base matérielle nouvelle adéquate ne soit produite. C'est ce qu'il appela la soumission formelle, indiquant par là que le procès de production entrait dans un nouveau rapport social où le travail était formellement soumis au capital, sans toutefois que des forces productives adéquates ne se développent. C'est seulement dans une deuxième étape, quand ces dernières ont pu aboutir à créer une base matérielle propre — par exemple l'industrialisation pour le mode de production capitaliste — que l'on peut parler de soumission réelle, car alors seulement les conditions matérielles de la reproduction sont véritablement assurées.

Ce qui nous intéresse en l'occurrence, c'est la transition vers un mode de production socialiste, qui est l'objectif des mouvements révolutionnaires en Afrique, Amérique latine et Asie, et en particulier le rôle des facteurs culturels dans une telle transition. Nous donnerons seulement quelques pistes de réflexion, bien conscients, non seulement de

11) M. Godelier, Article "Transition", in *Dictionnaire critique du Marxisme*, PUF, Paris, 1982, p. 896.

la complexité du phénomène, mais aussi de sa place centrale dans le processus. En effet, il ne s'agit pas seulement de transformer des bases matérielles et de changer des rapports sociaux, comme si tout le reste suivait automatiquement. Comme le dit très bien M. Godelier, la perspective de Marx envisage dans ce processus le passage de tout l'ensemble social, c'est-à-dire de toute la formation économique et sociale à une autre (12). Cela nous permet ainsi de réintroduire les éléments dont nous avons parlé précédemment, notamment ce que nous avons appelé la culture. Par ailleurs, si transition signifie passage, c'est toujours d'un pôle à un autre. Il est donc bien important de connaître les sociétés de départ, pour réussir une transition.

Nous ne devons jamais oublier que les processus sociaux ne se réalisent jamais dans le vide. Les éléments à recomposer existent et il faut tenir compte de leur réalité. Ainsi, les modèles culturels, tels que nous les avons décrits plus haut, ne disparaissent-ils pas par enchantement et il ne suffit pas de créer de nouveaux rapports sociaux ou même les éléments d'une nouvelle base matérielle, pour que les mentalités, les comportements, les pratiques des divers groupes sociaux ou classes sociales concernés se transforment. Tout le monde en est bien conscient et jusque là nous ne disons rien de bien neuf. Mais ce qui paraît moins perçu, c'est la nécessité d'accompagner les processus nouveaux de démarches de recherche et de réflexion théorique poursuivie.

1) Une transition planifiée

Contrairement aux transitions précédentes, celle vers le socialisme est un processus planifié. Il s'agit donc de créer des pratiques nouvelles, à la fois dans les rapports sociaux de production et pour l'élévation du niveau des forces productives. Ces changements sont introduits par le biais du champ politique, le plus souvent comme résultat d'une lutte politique de longue durée.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'au sens concret du terme, il n'existe pas de modèle tout fait de transition. Il existe une pensée théorique définissant des objectifs. Il existe aussi des expériences concrètes, réalisées dans des contextes particuliers, les uns un départ d'un mode de production asiatique à peine ébranlé par la pénétration du capitalisme colonial, les autres sur les bases d'un capitalisme agraire, d'autres encore devant se construire sur des sociétés aux modèles lignagers prédominants. Bref, la transition se caractérise par l'existence de formes hybrides, aussi bien dans la production des biens que dans les organisations politiques et les modèles culturels.

La constante perception des correspondances nécessaires entre rapports sociaux de production et état des forces productives d'une part et entre mode de production et organisation collective d'autre part, entre ces facteurs et l'univers des représentations, des schèmes culturels, des identités d'autre part, tout cela fait partie des tâches nouvelles de construction socialiste.

2) Transition socialiste et niveaux culturels

Dans une étude sur une commune vietnamienne du delta du Fleuve

12) *Ibidem.*

Rouge (13), nous avons pu découvrir que le succès économique et social de ces communes était dû non seulement à une constante adaptation des formes sociales de la production à la base matérielle, mais aussi à plusieurs facteurs d'ordre culturel, tels que l'utilisation comme base de la création des premières coopératives et plus tard des brigades de travail agricole, de l'unité traditionnelle d'identification sociale (le *làng*). Celle-ci représentait en effet bien plus qu'une simple unité d'organisation sociale, mais, en vertu de la tradition d'un mode de production tributaire, elle était investie de significations bien plus englobantes, elles-mêmes à la source de représentations et de modèles de comportements, qui pouvaient jouer en faveur des formes économiques et politiques nouvelles ou au contraire en leur défaveur. Réussir une transition, même très partielle, en transformant les éléments culturels des classes populaires, plutôt qu'en les détruisant, paraît être la clé d'un succès réel. C'est aussi la condition même de leur participation et de leur adhésion, ce que nous avons aussi découvert au cours de cette recherche.

Cela peut être aussi illustré a contrario par certains obstacles rencontrés dans des processus semblables ou parallèles. Les difficultés, par exemple, du Front sandiniste au Nicaragua, à comprendre l'organisation sociale et les traits culturels des Indiens Misquitos, a été, selon le Front lui-même, à la source d'incompréhensions et même de heurts politiques. Quant à la réforme agraire en Afghanistan, elle a buté sur le fait que les grands propriétaires étaient aussi les chefs des tribus, ce qui explique en partie au moins les réactions si inattendues des paysans, pour qui la représentation des rôles était très différente.

Il semble que l'on puisse donc élaborer une hypothèse. Les éléments culturels ont une fonction d'autant plus importante dans une transition planifiée, que les bases matérielles du nouveau mode de production sont faibles. Celles-ci, en effet, ne permettant pas d'assurer la reproduction des pratiques nécessaires sur la base de schémas de comportement solidement appuyés par un cadre matériel existant. Or la réorganisation des rapports sociaux nouveaux est déjà entamée (les coopératives par exemple) et elle exige un effort considérable, pour que puisse se réaliser avec efficacité la transformation progressive des bases matérielles. Il est fondamental au cours de ce processus de ne pas, par ignorance ou maladresse, rendre la transformation encore plus difficile, en se heurtant à des obstacles d'ordre culturel.

Cela se vérifie aussi bien dans le cas des forces productives (représentations de la nature), que dans le domaine des rapports de production (formes précapitalistes de représentations, idéologies de classes). Vouloir accélérer des processus, ne pas tenir compte du rythme différencié de changements des facteurs culturels face à ceux des formes sociales ou matérielles de la production, tout cela risque de coûter fort cher.

Reprenons l'exemple de la coopérative vietnamienne. Après la pacellisation des terres par la réforme agraire de 1953, l'organisation progressive du travail coopératif a dû s'accomplir sans que les canaux

13) F. Houtart et G. Lemercinier, *Sociologie d'une commune vietnamienne, participation sociale, modèles culturels, famille, religion dans la commune de Hai Van*, Ed. C.R.S.R., Louvain-la-Neuve, 1981.

d'irrigation, le remembrement des terres et la réorganisation des chemins vicinaux n'aient été terminés. Un certain nombre de paysans, surtout les années de récolte médiocre, continuèrent pendant plusieurs années à reprendre leur bout de terre et à le cultiver selon les méthodes traditionnelles de l'agriculture. Aujourd'hui, cette étape est révolue, à la fois parce que les paysans ont compris que cela ne correspondait pas à leur intérêt, mais aussi parce que les bases matérielles de la coopérative sont devenues adéquates à l'organisation sociale. Les représentations et les schèmes de comportement se sont transformés.

Par contre dans d'autres domaines, des torsions continuent à exister. Sur le plan de la santé ou de l'éducation, un certain nombre de pratiques et de représentations forment obstacle aux transformations et leur évolution progressive, en liaison dialectique avec les mesures d'organisation est la seule formule pour arriver à un résultat positif.

Parmi les systèmes de représentation, les religions sont un facteur important, qui interviennent aussi dans le processus de transition. Ce facteur agit de manière dialectique et par conséquent il doit être envisagé sous cet angle. Il ne s'agit donc pas seulement de représentations qui subissent le processus de transition, mais qui influencent ce dernier, en tant qu'elles induisent des pratiques qui peuvent accélérer ou retarder la dissolution des formes anciennes et la construction des formes nouvelles, économiques, sociales et idéologiques. Les recherches empiriques sur ce sujet permettent de relever la fonction précise de chacun de ces éléments.

Nous avons voulu dans cet exposé mettre l'accent sur certains aspects de la culture qui n'affleurent généralement pas à l'esprit, quand on traite de ce sujet. Nous sommes évidemment bien conscients que cela ne recouvre point tout le champ de la culture, loin de là. En effet, nous n'avons guère parlé en termes spécifiques des productions culturelles, telles que l'art, la littérature, la musique ou des moyens d'expression, tels que le cinéma, le théâtre ou la télévision. Mais on aura compris que ce n'était pas notre propos.

En guise de conclusion, nous voudrions insister sur la nécessité de bien étudier les facteurs culturels et d'opérer les distinctions nécessaires dans les recherches. A cet effet, divers niveaux seront repérés. Le premier est celui des représentations liées aux significations : il y en a trois différentes : représentations des rapports avec la nature, représentations des rapports sociaux et représentations liées avec le sens global de l'homme et de l'univers, son origine et sa finalité. Le deuxième concerne l'ensemble des expressions symboliques et rituelles, qui actualisent dans des pratiques sociales ces divers types de représentations. Le troisième forme le niveau de la régulation des relations interhumaines, soit l'aspect éthique et le dernier est constitué par les organisations culturelles, avec leurs bases matérielles, leurs objectifs, leurs intérêts institutionnels. Un tel cadre permettrait de tracer les grandes lignes d'une poursuite d'un travail théorique et empirique.





Un peu moins de marxisme, un peu plus de Marx

Quand Marx déclara : « *Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste* », c'était plus qu'une boutade. Il entendait désavouer l'interprétation par trop schématique que certains de ses disciples — Lafargue notamment — donnaient déjà de ses idées.

Qu'aurait-il dit s'il avait pu prévoir qu'un siècle plus tard, les éditeurs de ses œuvres complètes proclameraient que « *la philosophie dialectique-matérialiste élaborée par Marx et Engels, l'économie politique et le communisme scientifique constituent, dans leur ensemble, un système intrinsèquement achevé de doctrines philosophiques, économiques et socio-politiques et ils représentent la seule conception scientifique du monde* » (Marx-Engels Gesamtausgabe publiée par les Instituts du marxisme-léninisme de l'URSS et de la RDA).

Or la pensée de Marx est tout sauf un système clos. Marx a toujours présenté son œuvre comme une recherche ouverte, comme une conception du monde, de la nature et de l'homme en transformation continue.

La méthode de Marx est « un fil conducteur » — pour reprendre ses termes. C'est un outil d'analyse qui a sans cesse besoin d'être affiné pour comprendre le processus historique dans sa détermination concrète, pour saisir les sociétés dans leur totalité et en découvrir les contradictions, pour expliquer et transformer le monde.

La pensée de Marx est essentiellement *critique*. Critique, du verbe grec *krinein*, juger (*). Critique *radicale* car, pour Marx, critiquer c'est remonter à la racine des choses — et mettre ainsi en lumière comment il est possible de les modifier jusqu'à la racine.

« *Loin de vouloir anticiper le monde dogmatiquement, nous voulons découvrir le monde nouveau par la critique de l'ancien*, déclarait-il.

(*) Le mot figure dans presque tous les titres ou sous-titres de ses ouvrages. « *Critique du droit politique hégélien* » (1843). « *La Sainte Famille ou Critique de la critique critique* » (1845). « *L'idéologie allemande, critique de la philosophie allemande la plus récente* » (1846). Et « *Le Capital* » a pour sous-titre : « *Critique de l'économie politique* ».

La tâche à réaliser est la suivante : la critique impitoyable de l'ordre existant. Cette critique ne doit craindre ni ses propres résultats, ni les conflits avec les puissances établies » (Lettre à Arnold Ruge, septembre 1843).

« *Doute de tout* », répondit un jour Marx, mi-plaisant, mi-sérieux, à ses filles qui lui demandaient quelle était sa devise préférée. Et ce n'était pas la réponse d'un sceptique car personne plus que Marx n'eut soif de savoir et n'aspirait à la vérité. Ce doute, Marx le dirige contre les apparences qui cachent la réalité. Il est pour lui le point de départ de toute analyse critique, de toute analyse destinée à révéler la nature véritable des faits. Et c'est armé de son doute, armé de sa critique que Marx découvrit le grand secret de la société capitaliste, le fétichisme de la marchandise qui fait de l'homme, créateur de toutes les richesses, l'esclave de ses propres produits.

C'est pour cela que la pensée de Marx est restée féconde et qu'elle peut nous aider à comprendre — et à transformer — le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

A condition de ne pas « retourner à Marx » mais de *repartir* de Marx en ne réduisant pas sa pensée à l'un ou l'autre aspect de l'histoire du marxisme, en nous débarrassant des filtres déformants des différents marxismes qui se sont réclamés de Marx au fil du temps. Car depuis un siècle, la pensée de Marx a été invoquée pour étayer des conceptions non seulement différentes mais souvent inconciliables : les marxismes de Kautsky, de Bernstein, de Rosa Luxemburg, de Lénine, de Trotsky, de Staline, de Gramsci, de Mao Zedong pour ne citer que les courants les plus importants.

DE KAUTSKY A LÉNINE

Le terme « marxisme » reçut sa consécration officielle en 1883, l'année même de la mort de Marx, quand Kautsky, le théoricien le plus important de la social-démocratie allemande, l'employa pour la première fois dans *Die Neue Zeit* qu'il venait de fonder. Et c'est Kautsky qui codifia ce qui allait être le marxisme de la Deuxième Internationale.

La portée historique de cette entreprise ne doit pas être sous-estimée. Elle répondait à la nécessité de fournir une plate-forme d'ensemble cohérente au mouvement ouvrier de l'époque et contribua puissamment à lui faire prendre conscience des problèmes réels du processus historique à ce moment. Car, tout en étant très pragmatique, la social-démocratie allemande l'était avec une exigence prononcée pour l'homogénéité théorique.

Déterministe et positiviste, le marxisme de la Deuxième Internationale se basait sur la conviction que l'avènement du socialisme est historiquement nécessaire puisque l'humanité s'achemine par une série de stades vers le progrès. Et le mouvement ouvrier trouva dans sa « démonstration scientifique » de l'historicité du capitalisme et de son écroulement inévitable une base solide pour se constituer et s'organiser.

Si c'est surtout Kautsky, fortement influencé par le darwinisme, qui imprima cette orientation au marxisme de la Deuxième Internationale, cette conception répondait à l'esprit de l'époque. Le XIX^e siècle tout

entier était imprégné des idées transformationnistes qui avaient remis en cause les conceptions créationnistes et fixistes du monde. Marx lui-même, qui était un homme de son temps, avait vu dans le darwinisme une confirmation des lois naturelles de l'évolution. S'il n'oublia jamais que les hommes font leur propre histoire, pour lui également, les sociétés évoluent tout comme la Terre, les plantes et les hommes.

Le déterminisme optimiste de la Deuxième Internationale fut combattu par la suite pour des raisons opposées par Bernstein et par Rosa Luxemburg, mais c'est Lénine qui redonna sa force révolutionnaire au marxisme. Pour reprendre l'expression de Gramsci, Octobre fut une « révolution contre "Le Capital" » en ceci qu'elle rompait avec les schémas de la II^e Internationale. « *Les événements se sont déroulés autrement que Marx et Engels ne l'avaient prévu* », souligna du reste Lénine. Les faits avaient montré que dans certaines circonstances — la guerre que se menaient les deux grands blocs impérialistes — le capitalisme pouvait être renversé là où le « chaînon » était le plus faible : dans un pays comme la Russie qui était pourtant moins développé sous le rapport capitaliste.

DE LÉNINE AU MARXISME-LÉNINISME

Le marxisme de Lénine était à beaucoup d'égard un marxisme ouvert : « Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes *doivent* faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes surtout doivent absolument développer *par eux-mêmes* la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux qui s'appliquent dans chaque *cas particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie... » (« Notre programme », 1899).

La victoire de la Révolution d'Octobre et le premier exemple d'une formation politique d'inspiration marxiste au pouvoir allaient marquer un tournant dans l'histoire du marxisme, susciter des interrogations tout à fait nouvelles et devenir le point de référence obligé — positif ou négatif — de l'ensemble de la pensée marxiste.

Le marxisme de la III^e Internationale, qui s'inspirait des idées de Lénine, eut un impact politique puissant non seulement en Europe mais aussi dans d'autres continents avant de devenir, sous l'influence de Staline, un marxisme figé, doctrine d'Etat, philosophie officielle et matière d'enseignement obligatoire.

Cette ossification de l'œuvre de Marx et de Lénine ne signifie pas que Staline s'accrochait aux dogmes. Sa conception de la théorie était instrumentale et cela l'amena à innover et à prendre au besoin le contrepied des classiques quand cela lui paraissait nécessaire à sa politique. C'est ainsi qu'en 1937, il proclama que la lutte de classe s'aggrave sans cesse au fur et à mesure des progrès d'un Etat socialiste et que, deux ans plus tard, il déclara que la thèse d'Engels sur le dépérissement nécessaire de l'Etat dans le socialisme était périmée.

LES CHARMES DU « DIA-MAT »

« *Le matérialisme dialectique est la théorie générale du parti marxiste-léniniste... Le matérialisme historique étend les principes du matérialisme dialectique à l'étude de la vie sociale; il applique ces principes aux phénomènes de la vie sociale, à l'étude de la société, à l'étude de l'histoire de la société.* »

C'est ainsi que commence une petite brochure qui fut diffusée à travers le monde à des millions d'exemplaires : « *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* », le fameux *Chapitre IV*, rédigé par Staline, de *L'Histoire du PC(b) de l'URSS* ».

Dans la mesure où on accorde quelque importance au matérialisme dialectique — expression qui ne se rencontre nulle part chez Marx et Engels — il faut constater que la démarche est inversée : elle déduit le *matérialisme historique*, noyau fondateur du marxisme, d'aphorismes puisés dans « *Dialectique de la nature* », une réflexion qu'Engels n'eut jamais le loisir d'achever sur la science de son temps.

Pourquoi le matérialisme dialectique est-il présenté comme la matrice du matérialisme historique ? La démarche n'est pas innocente. Toute l'optique du marxisme s'en trouve transformée. En installant la dialectique dans la nature, on retire au matérialisme historique le statut qu'il avait chez Marx, celui d'une *méthode* à utiliser pour critiquer et transformer la réalité sociale. Une méthode dont la mise en œuvre exige l'action *consciente* du sujet de l'histoire.

Il en va autrement quand on subordonne le matérialisme historique à des lois dialectiques universelles qui s'appliquent tant à la nature elle-même qu'à la vie sociale et à la vie mentale. Le matérialisme historique cesse d'être une méthode d'analyse critique puisque la dialectique à laquelle obéit l'histoire ne fait que « refléter » celle qui existe dans la nature.

La systématisation du matérialisme dialectique — le « Dia-Mat » — en une philosophie de la nature conduisit à présenter l'œuvre de Marx comme un système philosophique achevé, une conception du monde complète et définitive, un catalogue de « lois » universellement valables. « Lois » sur lesquelles les dirigeants du parti et de l'Etat pouvaient se baser pour prononcer des jugements infaillibles dans tous les domaines. C'est dans ces conditions qu'en Union soviétique, la sociologie et la psychologie, la théorie de la relativité et la cybernétique furent condamnées comme « idéalistes » et « bourgeoises » jusqu'à ce que les dures réalités obligent à changer d'attitude.

Le « Dia-Mat » est d'autant plus dangereux que son schématisme favorise le dogmatisme et que celui-ci a des charmes. Il est simple, élude les problèmes complexes et donne à ceux qui le pratiquent des certitudes rassurantes. Et le petit « précis » de Staline eut des conséquences d'autant plus désastreuses qu'il se présente sous forme d'énoncés simples et accessibles et que son auteur avait un sens remarquable de la synthèse et des dons pédagogiques exceptionnels. Il accrédita dès lors chez des générations entières l'opinion qu'on se trouvait là devant une doctrine parachevée aux contours bien délimités, que les maîtres du marxisme avaient tout dit, tout pensé, tout prévu et qu'il

suffisait de se référer à leurs écrits, de trouver la citation adéquate, pour résoudre les problèmes les plus ardues de la vie réelle.

Or la réalité est complexe et les simplifications abusives ne sont pas sans danger. Il n'est pas possible d'assimiler « Le Capital sans peine » en dix leçons et les tentatives de résumer « l'essentiel de Marx » ont souvent fait plus de mal que de bien. Le marxisme ne se met pas en pillules et les essais de vulgarisation ont souvent favorisé des interprétations par trop mécanistes d'une pensée dont le propre est d'être aussi souple que la vie.

UNE HYPOTHÈSE INUTILE

Ce n'est pas seulement parce que la science moderne n'a qu'en faire qu'il faut écarter le matérialisme dialectique. C'est aussi pour des raisons *pragmatiques*. Pour Marx, la primauté revient à l'*action*. « Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de différentes manières, ce qui importe est de le *transformer* » (« Thèses sur Feuerbach »).

Or quelles sont les forces qui pourront transformer le monde ? Ce qui divise les hommes sur ce point essentiel ne se situe pas sur le plan philosophique. La division fondamentale n'est pas entre croyants et athées. Elle n'est pas de croire ou non à un Être suprême. La vraie division se situe entre révolutionnaires et progressistes d'une part, conservateurs et réactionnaires de l'autre.

Du point de vue étroitement philosophique, le spiritualisme et le matérialisme sont antagoniques et il serait vain de chercher à établir un dialogue *philosophique* entre croyants et agnostiques. Mais la conception de Marx des structures sociales et du développement historique — le matérialisme historique — est indispensable aux uns comme aux autres pour comprendre dans sa totalité le monde qu'ils veulent transformer. Que l'on puisse accepter le matérialisme historique sans être « matérialiste » dans le sens philosophique du terme — donc sans accepter le matérialisme dialectique — est prouvé par les faits. Nombre de croyants — qui restent chrétiens par leur conception générale du monde de chrétiens — n'éprouvent aucune contradiction à être à la fois croyants et révolutionnaires, chrétiens et marxistes.

C'est pour cela qu'on assiste à la diffusion d'une culture aux traits marxistes prononcés dans le monde catholique latino-américain. Et que le marxisme est devenu une force souvent importante dans nombre de pays d'Asie et d'Afrique où sa vitalité dépend toutefois de sa capacité de tenir compte des traditions profondes de ces pays, de leur vie culturelle propre et de leurs religions (l'Islam, l'hindouisme, etc.). Car il y a trouvé des alliés que le « Dia-Mat » ne prévoyait pas : le nationalisme et la religion.

CE QUI RESTE VIVANT CHEZ MARX

La société dans laquelle vivait Marx n'est plus la nôtre. Le caractère fondamental du capitalisme est certes resté le même : l'appropriation privée du profit et l'exploitation du salariat. Mais les changements survenus depuis un siècle dans le monde — y compris dans les mécanismes du capitalisme — sont considérables. Intervention croissante de l'Etat, rôle des multinationales, progrès technologiques entraînant

l'accroissement rapide de la productivité et le chômage structurel, pour ne citer que quelques exemples. Des problèmes nouveaux — la dégradation écologique, les limites des ressources naturelles, la faim dans le monde — ont pris une importance croissante. Et des mouvements nouveaux sont nés en dehors de la lutte de classe traditionnelle : femmes, jeunes, écologistes.

Un simple retour à la *lettre* de Marx serait donc inadéquat si même il était possible. Si l'idée de Marx reste féconde, c'est dans la mesure où nous utilisons sa méthode d'analyse critique et révolutionnaire en tenant compte des mutations qui se sont produites dans la société et en la combinant avec le développement des sciences sociales et les apports de chercheurs qui ne se réclament pas forcément tous du marxisme. L'œuvre de Marx doit être traitée en s'inspirant de la méthode de Marx : de façon critique. Il ne faut donc pas se dissimuler qu'elle comporte des lacunes et des erreurs. C'était inévitable et il nous importe peu que la façon dont Marx établit la transformation de la valeur en prix soit contestable ou que les « lois tendancielles » qu'il avait signalées (paupérisation, baisse du taux du profit) ne se soient pas concrétisées comme il l'avait prévu.

L'œuvre de Marx doit être saisie dans son mouvement : celui de ses propres remises en cause et de ses contradictions. Elle doit être située dans son époque car la pensée de Marx est forcément datée ; c'est celle d'un homme du XIX^e siècle avec ce que cela comporte de croyance dans le « progrès » et, à l'occasion, avec des bribes d'utopisme qu'il ne faut pas repousser car elles nous ont valu des pages d'une belle envolée sur les perspectives que le communisme offre aux hommes : « *le royaume de la liberté où l'on cesse de travailler par nécessité imposée de l'extérieur, où commence le développement des forces humaines comme fin en soi* ».

LE POIDS DES IDÉES MORTES

Une remarque de Marx devrait retenir l'attention : « *La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur les cerveaux des vivants* » (« Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte »).

Cela vaut également pour ceux qui se réclament de la pensée de Marx. Et cela explique sans doute la lenteur avec laquelle le mouvement marxiste contemporain se tourne vers le nouveau, les retards dans l'analyse des problèmes que Marx n'a pas abordés — soit qu'il n'en eut pas le loisir, soit qu'ils ne se posaient pas de son vivant.

L'influence que le marxisme a exercée dans le mouvement ouvrier amène souvent celui-ci à se référer à des schémas des rapports de production et sociaux que sa propre action a modifiés. Ou à limiter son analyse aux thèmes marxistes traditionnels (la division de la société en classes, le rôle de la classe ouvrière, la nécessité du socialisme, etc.). En prenant seulement conscience avec retard des problèmes pour lesquels il serait difficile de trouver une réponse chez Marx. Ou en réduisant le nouveau à ce que Marx avait pu en prévoir. Alors que si même ses prévisions témoignent parfois d'une lucidité exceptionnelle, elles ne fournissent pas pour autant la réponse aux problèmes de notre temps.

Critique radicale de toutes les idéologies, le marxisme réclame une créativité constante de la pensée, un effort de recherche continu. Il donne seulement une vue cohérente des phénomènes sociaux contemporains s'il s'adapte aux mutations qui se produisent dans le monde.

Le retard de la théorie par rapport au mouvement réel, la lenteur avec laquelle le mouvement ouvrier qui se réclame du marxisme prend trop souvent la mesure de problèmes étrangers à son patrimoine original de connaissances — le mouvement des femmes et les mutations technologiques, pour prendre deux exemples récents — limite le rayonnement qu'il pourrait avoir dans des couches beaucoup plus larges de la société contemporaine.

BOIS MORT ET LANGAGE DE BOIS

Il ne suffit toutefois pas de larguer les idées mortes ou dépassées. Le langage marxiste gagnerait à être dépousseté.

Je ne songe pas seulement au jargon marxiste-léniniste qui camoufle le vide de ses analyses en évoquant à l'envi la « crise générale du capitalisme » et le « capitalisme monopoliste d'Etat », concepts pour le moins discutables fabriqués en détournant des citations de Lénine de leur sens.

L'usage qu'on fait du « socialisme scientifique » ne me paraît pas heureux. L'expression est d'Engels mais Marx l'a acceptée et cette référence à la science correspondait à l'air du temps. Elle se justifiait du reste alors par la volonté d'opposer la conception matérialiste de l'histoire aux socialismes « utopiques » des Saint-Simon, Owen et autres Fourier. Mais ce n'est plus de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Depuis belle lurette, le « socialisme scientifique » est tout simplement devenu synonyme de marxisme.

Pourquoi ce label a-t-il été conservé alors qu'il ne s'agit plus de se distinguer d'utopistes éventuels ? Parce que cette référence à la science confère un certain prestige aux idées qui s'en réclament ? Pour le profane, la science est souvent l'équivalent de la vérité alors qu'elle n'est au mieux qu'une approximation qui s'affine avec le temps. A l'époque de Ptolémée, il était « scientifique » de considérer que le soleil tourne autour de la terre.

En réalité, la référence au « socialisme scientifique » ne confère aucune garantie a priori d'exactitude. La preuve, c'est que les différents partis communistes qui s'en réclament aboutissent souvent à des conclusions divergentes, voire carrément opposées, dans leurs analyses et leurs pratiques.

Tout cela est sans doute assez anodin mais ce qui me chifonne, c'est qu'il n'est que les partis communistes pour se réclamer du « socialisme scientifique ». Les partis socialistes et les autres mouvements progressistes n'utilisent jamais cette expression. Même ceux qui se déclarent marxistes ou marxisants. La référence au « socialisme scientifique » n'exprimerait-elle pas, sans que nous ne nous en rendions compte, un désir de nous différencier à tout prix des autres forces qui se fixent pour but d'avancer vers le socialisme ? Un relent de notre vieille habitude de croire que nous sommes les seuls à voir clair, à avoir raison ?

FACE A LA CRISE

Dans quelle mesure les analyses de Marx peuvent-elles nous aider à combattre la crise qui perdure depuis près de dix ans et tend à s'approfondir encore ? Une crise d'une extrême complexité car elle n'est pas seulement économique mais aussi politique, sociale et culturelle.

Jusqu'ici, le mouvement ouvrier n'est pas encore parvenu à montrer de façon convaincante comment il sera possible d'en sortir et les formules du marxisme classique ne sont pas d'un grand secours car la théorie des crises de Marx se basait sur l'analyse du capitalisme de son temps, le capitalisme du XIX^e siècle qui se développait rapidement de façon intensive et extensive.

Ces crises, Marx l'a montré, étaient des crises de surproduction, surproduction non pas absolue mais relative, le surplus de marchandises n'existant que par rapport à la demande solvable et non par rapport aux besoins réels de la société. Leur raison ultime était « *la limitation de la consommation des masses en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société* ».

Cette tendance caractérise certes la crise actuelle mais, pour le reste, celle-ci diffère complètement des crises cycliques analysées par Marx. Ces crises faisaient en quelque sorte partie de la vie « normale » du système, de son fonctionnement. La « mise en jachère » du capital sous toutes ses formes (usines fonctionnant au ralenti, faillites, chômage) permettait d'assainir une économie momentanément engorgée. En ramenant brutalement la production à la demande solvable, la crise rétablissait l'équilibre troublé et assurait les conditions d'un nouvel essor. Comme l'écrivait Marx, « *la crise sert de point de départ à un puissant investissement : elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation* ».

Il n'en va pas de même aujourd'hui. Ce que l'on continue à qualifier de « crise » mais qui est devenu l'état permanent d'un système désormais incapable de produire des richesses sans créer en même temps la misère et le chômage, est tout à fait différent car les nouvelles technologies modifient toutes les données du problème. A la différence de la révolution industrielle du XIX^e siècle, la révolution microélectronique, la « troisième révolution industrielle », supprimera plus d'emplois qu'elle n'en créera. Elle entraînera la diminution absolue du nombre de travailleurs, manuels et intellectuels, des « cols blancs » comme des « cols bleus ».

Marx a-t-il prévu les bouleversements auxquels nous assistons ? Dans ses *Manuscrits de 1857-1858* (les « Grundrisse »), il montre que la métamorphose ultime de l'instrument de travail n'est pas la machine mais « *le système automatique de machinerie, actionné par une force motrice qui se meut elle-même* ». Cette transformation modifie complètement le rôle du travail dans la production. La science devient force productive. « *La création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des*

agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle, à son tour, n'a aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production ».

Marx en conclut que « le capital travaille ainsi à sa propre dissolution en tant que forme dominante de production... Dès lors que le travail sous sa forme immédiate cesse d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage... Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange ». Car le capital se heurte dès lors à une contradiction apparemment insurmontable : il réduit la force de travail qu'il utilise alors que c'est de cette force de travail qu'il tire sa propre richesse.

Si ces passages des *Grundrisse* montrent que son analyse du capitalisme conduisit Marx beaucoup plus loin que les problèmes qui se posaient à son époque, ils ne nous fournissent pas pour autant la réponse à nos problèmes à nous. Car s'il est vrai que les mutations en cours peuvent ébranler le capitalisme — la profondeur de la crise en témoigne — celui-ci ne s'effondrera pas de lui-même. Il s'en faut.

De plus, les nouvelles technologies ne modifient pas seulement les méthodes de production. Les transformations qu'elles provoquent dans les structures sociales soulèvent un problème auquel le mouvement ouvrier n'a pas accordé assez d'importance jusqu'ici : quelles sont aujourd'hui les « forces subjectives du socialisme » ? Quelles sont les forces qui renverseront le capitalisme ?

LES FORCES SUBJECTIVES DU SOCIALISME

« La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, les prolétaires... La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Ces phrases du *Manifeste communiste* sont célèbres. Mais comment Marx a-t-il été amené à définir ce « rôle historique » du prolétariat ? Par ce qui caractérise sa pensée, « l'analyse concrète d'une situation concrète », comme disait Lénine ?

Pas du tout. C'est avant d'être arrivé à la méthode qui allait servir de « fil conducteur » à ses travaux, en 1843, quand il était encore en train de « régler ses comptes » avec la philosophie allemande, que le terme *prolétariat* apparaît pour la première fois sous sa plume. Dans un texte philosophique, la *Critique du droit hégélien*. C'est à ce moment que Marx découvre le prolétariat en tant qu'incarnation de l'humanité aliénée qu'il s'agit d'émanciper.

Dans ce texte, le prolétariat est la classe qui incarne « la perte totale de l'homme ». Et c'est pour cela, parce que ses chaînes sont radicales, que le prolétariat ne pourra s'en défaire que de façon radicale, en rejetant toutes les chaînes sociales.

A ce moment, la découverte du rôle du prolétariat se place encore chez Marx dans des limites philosophiques mais elle s'accompagne de

l'affirmation de la fonction *pratique* de la philosophie qui « trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles* comme le prolétariat trouve dans la philosophie des armes *intellectuelles* ». Ce qui amènera bientôt Marx à partir à la recherche du prolétariat, à la recherche des luttes ouvrières en France et en Angleterre.

Le prolétariat devient dès lors l'élément *actif* de l'émancipation *sociale*. Si la critique philosophique l'a préparée, celle-ci se produit *hors* de la philosophie, sur le terrain concret de la lutte des classes. On ne fera pas la révolution *pour* le prolétariat mais *par* lui, comme le proclame le *Manifeste*.

La mission historique de la classe ouvrière comme fossoyeur du capitalisme et créateur d'une société nouvelle, la société communiste, a pendant longtemps été une idée-force du marxisme et les faits semblaient la confirmer.

L'industrialisation n'entraîna pas seulement l'accroissement numérique de la classe ouvrière qui devint une des classes les plus nombreuses et même parfois la plus nombreuse de la société capitaliste. Les conditions de vie et de travail des ouvriers leur permirent de *s'organiser* solidement. En rassemblant les ouvriers par milliers dans de grandes usines, le mode de production capitaliste leur donna l'habitude d'agir avec cohésion et de se soutenir mutuellement. C'est pour cela que la classe ouvrière se montra particulièrement apte à se grouper et à créer des organisations de lutte — politiques et syndicales — ce qui lui permit d'améliorer ses conditions de travail et d'existence et de confirmer sa vocation de devenir la force déterminante d'une transformation radicale de la société.

Les transformations dans la composition sociale de la population que le développement du capitalisme provoqua par la suite ne modifièrent pas cette perspective de façon fondamentale encore qu'elles changèrent quelque peu les données du problème. Depuis une vingtaine d'années, non seulement le nombre d'emplois industriels a diminué en même temps que le nombre de travailleurs occupés dans le « tertiaire » augmentait dans tous les pays développés, mais dans certains d'entre eux, la Belgique notamment, le nombre de travailleurs intellectuels (employés, techniciens et cadres, agents des services publics, enseignants, etc.) dépasse à présent celui des travailleurs manuels, qui diminue constamment.

Cela pose des problèmes nouveaux car s'il est vrai que tous les travailleurs, tant manuels qu'intellectuels, qui ne possèdent pas de moyens de production et vendent leur force de travail font partie du « travailleur collectif », de la « classe ouvrière dans le sens large », des différences non négligeables subsistent entre les diverses catégories de salariés — ouvriers, techniciens, ingénieurs, cadres, etc. Différences dont il faut tenir compte si même les intérêts fondamentaux des différentes catégories de travailleurs salariés sont objectivement convergents.

Les nouvelles technologies — l'informatique, la robotique, la télématique — posent des problèmes beaucoup plus graves. Non seulement elles réduiront le nombre total de salariés, ouvriers comme employés, mais elles accentueront la fragmentation du monde du tra-

vail. Elles isoleront de plus en plus les travailleurs dont l'activité consistera souvent à contrôler, sans contacts les uns avec les autres, des processus de production auxquels ils ne participent pas directement. Elles faciliteront la dispersion géographique de la production, l'éclatement des grandes usines réunissant des milliers de travailleurs en petites unités de travail situées dans des régions voire dans des pays différents. La télématique permettra même un renouveau du travail à domicile. Or les différences s'accroissent dès maintenant au sein de la classe ouvrière. Entre travailleurs à temps plein ou à demi-temps, entre détenteurs d'emplois stables ou précaires, entre actifs et chômeurs parmi lesquels s'accroît le nombre de jeunes qui n'ont jamais eu la possibilité de trouver un emploi.

Cette fragmentation du monde du travail risque de limiter l'efficacité des luttes sociales au moment même où le rôle des travailleurs — manuels et intellectuels — devient décisif car c'est de leur action que dépendra la réponse qui sera donnée à la crise.

Les transformations survenues dans les structures du capitalisme ont augmenté l'importance numérique des couches de la population qui ont intérêt à transformer profondément le système. Encore faut-il qu'elles prennent conscience de la nécessité du socialisme.

Seule une vision à la fois unitaire et articulée qui tiendra compte des différences comme des points communs qui le caractérisent pourra assurer la victoire du monde du travail.

Comment sera-t-il possible d'y arriver ? C'est un problème auquel le marxisme doit tenter de fournir une réponse car c'est un problème dont dépend sans doute l'avenir de l'humanité.



Leurs font de lui le père de tous les matins officiels et étrangers.
Néanmoins cette phrase, je ne la fais pas mienne car nous avons eu
son auteur un avantage incontestable : nous commersons les socialistes
les de l'après-Mao qui se sont détestés antimarxistes. Au vu de ce
l'Président a l'intention de l'écarter.



Marxiste, malgré tout

Marxiste ? Suis-je marxiste ? Oui, peut-être. Oui, sans doute. J'ai pourtant quelques réserves à propos d'une étiquette dont le sens m'échappe quelquefois et dont les porteurs m'indisposent souvent.

Ne faudrait-il pas, en tout cas, commencer par se mettre d'accord sur sa signification ? N'est pas marxiste qui ne reconnaît pas le principe de la dictature du prolétariat, a-t-on longtemps et récemment encore décrété et il faut bien dire que Marx lui-même jugeait essentiel ce principe qu'il n'avait pourtant pas pris la peine d'analyser. Car la dictature du prolétariat, qu'est-ce au juste ? Le recours à la violence, nécessaire accoucheuse de sociétés ? Même chez Lénine, vous ne trouvez pas une telle définition. Tout au plus, dit-il au sujet de cette dictature du prolétariat, selon lui indispensable à la défaite de la bourgeoisie et à la construction du socialisme, qu'elle est le primat accordé à la « nécessité révolutionnaire » plutôt qu'au respect de la légalité. Mais le XX^e siècle a fourni quelques enseignements sur les dommages qu'entraîne la violation systématique de la « légalité socialiste », dommages qui n'épargnent d'ailleurs pas le prolétariat.

Marxisme et lutte de classes. Voilà un couple indissociable. Mais n'y a-t-il que les marxistes à reconnaître l'existence de la lutte des classes et à y prendre leur part ? Je ne crois pas, en outre, que l'on puisse réduire le marxisme à une déclaration confirmant la validité de la théorie de la plus-value ou de la baisse tendancielle du taux de profit. Et puis, il y a *les marxistes*, rassemblement hétéroclite dont je ne me reconnais pas le droit d'exclure, d'office, ni Kautsky, ni Staline, même s'ils s'excluent mutuellement. Et si l'on pense que Guy Mollet, l'homme de la guerre froide, de l'Alliance atlantique et de la torture en Algérie appartenait, au sein de la SFIO, à un courant orthodoxe qui se réclamait de Guesde et de Marx lui-même !... Comment ne pas se rappeler la phrase de ce dernier, inspirée précisément par les premiers guesdistes : « Moi, je ne suis pas marxiste » ? Boutade reconfortante. Et quelle arme aux mains de ses défenseurs chaque fois que la légion des contempteurs font de lui le père de tous les marxismes officiels et tyranniques. Néanmoins cette phrase, je ne la fais pas mienne car nous avons sur son auteur un avantage incontestable : nous connaissons les socialistes de l'après-Marx qui se sont déclarés antimarxistes. Au vu de ce

(*) Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

qu'ils ont été et ce qu'ils ont produit, on n'est guère tenté de rejoindre leur cohorte.

DE BERNSTEIN A DE MAN

L'étiquette de « révisionniste » ne m'a, il est vrai, jamais paru aussi répugnante qu'à beaucoup de camarades à la fermeté doctrinale rigoureuse et au militantisme irréprochable. Je serais même tenté de tenir pour scandaleux le sort qui, dans l'histoire du socialisme, a été fait à cette appellation jugée injurieuse. Je fais confiance à Marx : d'une façon ou d'une autre, il aurait été révisionniste.

Cela dit, les formes qu'ont prises concrètement les différentes tentatives de systématiquement corriger, adapter ou dépasser Marx ont entraîné des résultats qui, toute question de fidélité à la pensée du maître mise à part, incitent à la réflexion et à la prudence. Depuis Bernstein jusqu'à Henri de Man, pour ne reprendre ici que les plus grands noms de la galerie révisionniste. En soi, leur démarche irrévérencieuse avait quelque chose de très tonifiant et de très... marxiste. Apparemment du moins. Parce que leur irrespect à l'égard des écritures traduisait, en fait, une déférence mal déguisée envers la bourgeoisie. L'un et l'autre, ils en ont idéalisé la nature, les aspirations et les projets. Tout n'était pas faux dans ce que l'un et l'autre ont écrit. C'est leur démarche elle-même qui est en cause : en rompant avec la critique implacable que dirigeait Marx contre l'ordre existant, elle a renforcé celui-ci. Tous les « social-patriotes » allemands de 1914-1918 et tous ceux qui, après avoir toléré ou justifié la guerre impérialiste, retrouvèrent, devant le déchaînement de la révolution, un goût soudain pour la non-violence, ont condamné et, côte à côte avec la soldatesque, combattu spartakistes, bolcheviks et communistes, tous ces contre-révolutionnaires n'étaient pas des disciples de Bernstein. Mais, à de très rares exceptions près, tous les révisionnistes se sont retrouvés dans le camp de la contre-révolution, à commencer par leur inspirateur en personne. Comment ne pas en tenir compte ?

La critique qu'a faite de Man de certains dogmes marxistes n'était pas dépourvue de pertinence et celle qu'il a dirigée contre le Parti Ouvrier Belge était, de surcroît, souvent opportune et courageuse. Mais dans son aventure politique (« socialisme national » en Belgique, « néo-socialisme » en France), son idéalisme antimarxiste lui a été fatal : idéalisation de la (petite) bourgeoisie et, plus encore, idéalisation de l'Etat jusqu'à tomber dans une apologie de l'autoritarisme qui l'a mené jusqu'à la trahison.

MARXISME ET STALINISME

Il est vrai que l'orthodoxie marxiste, si du moins on y inclut le stalinisme, s'est, elle aussi, réconciliée avec le pouvoir étatique, son culte se substituant à sa critique. C'est là une perversion parmi beaucoup d'autres, une des plus importantes et des plus significatives. On aborde ainsi un tout autre chapitre de l'héritage marxiste qui introduit, de plein pied, dans les débats d'aujourd'hui. Je ne me risquerai pas ici à une analyse approfondie de ce que fut le phénomène stalinien. Quelques lignes seulement. Je ne suis pas de ceux que tente l'amalgame Staline-

Hitler ou même l'équation URSS stalinienne = terreur, car cette formule est réductrice, à la fois affreusement exacte et terriblement abstraite; elle ignore tout ce que fut l'Union soviétique, en dehors de la terreur et même, pour ce qui concerne celle-ci, dans quelle phase de développement historique et dans quel contexte politique elle s'est située.

Avant de lui coller une étiquette (celle de « marxiste » par exemple), il faut noter que cette entreprise stalinienne fut greffée sur un corps étranger au monde industriel que Marx avait étudié en profondeur et pour lequel (ou contre lequel) il proposait une lecture et une correction (dans tous les sens du terme. Comme on dit « infliger une bonne correction »). Une entreprise dont les initiateurs ne songeaient pas qu'on voudrait la limiter au « socialisme dans un seul pays » tant ils étaient convaincus qu'elle n'avait de sens que dans le cadre d'une révolution internationale. Une entreprise ramenée, par la force des choses, aux dimensions d'un pays et dont le chef, faisant de nécessité vertu, idéalisa la nature, contribuant ainsi à renforcer et à éterniser des défauts difficilement évitables. Et parmi ces défauts, l'hypertrophie bureaucratique exercée au nom du prolétariat qui la subissait et de Marx qui l'exécrait.

A quoi, j'ajouterais ceci : comment voir dans Staline un continuateur authentique du penseur le plus critique, le plus intensesément, le plus entièrement critique du monde contemporain ? Marx-le-critique, Marx-la-critique, totale et corrosive, prolongé et comme incarné dans le créateur (peut-être obligé ?) d'une liturgie où s'affadit l'intelligence et d'une répression qui la brutalise ?

Pourtant, on ne dressera pas entre le marxisme — même celui de Marx — et le stalinisme une muraille infranchissable. On ne les isolera pas l'un de l'autre par une frontière qui sépare deux mondes : en deça celui de la liberté, au-delà celui de la tyrannie. Si le stalinisme fut une maladie, ce fut une maladie de la gauche, du mouvement ouvrier et d'organisations éparpillés dans le monde *et qui s'inspiraient du marxisme*. On ne s'en tirera pas en définissant le stalinisme, à la manière d'Einstein, comme un « phénomène spatio-temporel », seulement conjoncturel et seulement local. On doit, au contraire, se demander comment et pourquoi des organisations et des institutions ouvrières ont pu, systématiquement, en Union soviétique et ailleurs, tourner le dos à une démocratie qu'elles étaient censées mieux réaliser que la bourgeoisie, tourner le dos à une pratique de la liberté que cette même bourgeoisie, après l'avoir exaltée, abandonnait honteusement.

Le stalinisme ne fut pas *le* marxisme des années 30 et 40. Mais il fut un de ses avatars. Et la critique antimarxiste de s'en emparer pour alimenter aujourd'hui l'offensive idéologique dirigée contre la gauche.

L'OFFENSIVE ANTIMARXISTE

Entendons-nous bien : une mise en cause des principes marxistes n'a rien de scandaleux. L'œuvre de Marx contient assez d'approximations et d'imperfections pour qu'elle ne puisse se passer de la critique. Cette critique doit porter sur ses options fondamentales : sur une perspective discutable — mais nullement absurde, discutable au sens précis du mot — du développement économique; sur une interprétation, également discutable, des sources du pouvoir qui ne se trouvent pas

toutes et nécessairement dans les seuls rapports de production; sur la nature de la classe ouvrière et sur la vocation révolutionnaire qui lui est prêtée. J'y reviendrai.

Or, à quoi assiste-t-on ? A un dénigrement systématique de l'œuvre de Marx qui, sans nuances, sans discriminations, sans scrupules, défigure Marx, si l'on peut dire, de la tête aux pieds, depuis l'antisémitisme qui en ferait un responsable d'Auschwitz jusqu'à un dogmatisme autoritaire (ou un autoritarisme dogmatique) qui en ferait l'inspirateur du goulag et le père du totalitarisme. Le réquisitoire est encombré d'une part de simplifications, d'outrances, d'autre part de silences; de manière générale, il relève d'une démarche où l'idéalisme est poussé jusqu'à l'absurde. Voilà, en gros, le procédé utilisé : on aligne, à la queue-leu-leu, des citations de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tse Tung; on y découvre des analogies frappantes, des ressemblances compromettantes, une continuité accablante et on conclut par l'équation Marx = Engels = Lénine = Staline = Mao Tse Tung où les *formations sociales* dirigées par les trois derniers semblent avoir été produites par les *idées* des deux premiers.

Prenons l'antisémitisme de Marx. Il y a les petites phrases qui émaillent, par exemple, les « Lutttes de Classe en France », les coups de griffe adressés aux « Juifs de la Finance », aux « Juifs de la Bourse » et, en particulier, au « boursier juif Fould ». Il y a la « Question juive » (traduction faussée d'un « Zur jüdische Frage », « A propos de la question juive », ce qui est tout autre chose) où le « fait juif » est injustement ramené au monde de l'argent. Les écrits retenus par les procureurs sont choisis avec soin. On en tait quelques autres où Marx prend position contre toute forme de discrimination dirigée contre les Juifs. Il faut faire surtout comme si les préjugés que nourrissaient aux XVIII^e et XIX^e siècles quelques bons esprits à l'encontre des Juifs (de Voltaire à Marx en passant par Proudhon) étaient du même tonneau que l'antisémitisme contemporain et que ce dernier y avait trouvé son inspiration — ce qui est parfaitement faux.

Marx antisémite et, pourquoi pas, tant qu'à faire, Marx colonialiste. Le procédé est de la même veine : sélection méticuleuse où figurent quelques phrases sur les vertus révolutionnaires de l'intrusion, dans le monde figé que représentent l'Inde et la Chine, du capitalisme occidental; silence absolu sur la dénonciation de la barbarie et du pillage coloniaux; pas un mot non plus sur l'approbation apportée par Marx aux révoltes indigènes contre la puissance britannique. C'est un autre cheval de bataille de l'antimarxisme ordinaire.

Mais surtout, il y a le Marx centralisateur, dogmatique, autoritaire et donc pourvoyeur du totalitarisme. La recherche, une fois encore, de petites phrases produit une moisson relativement abondante. Marx traite tour à tour de la *dictature du prolétariat*, de la *violence dans l'histoire*, de la *terreur révolutionnaire*. On met en parallèle quelques événements et quelques institutions de la réalité contemporaine, de préférence ceux et celles où se trouvent impliqués les « héritiers de Marx » et le tour est joué. Donc les *mots* expliquent, les *idées* commandent, la *pensée* détermine. Rien sur le conditionnement historique, sur les facteurs matériels, les pressions concrètes. Quelques phrases et l'opéra-

tion est accomplie : elle met à nu la puissance (diabolique) de l'idéologue et du démiurge. Et elle le fait d'autant plus facilement que cet idéalisme se double d'une pratique constante de raccourcis habiles et de silences sélectionnés.

Revenons à l'équation :

Marx = Engels = Lénine = Staline = $\left\{ \begin{array}{l} \text{Mao Tse Tung} \\ \text{Brejnev} \\ \text{Andropov.} \end{array} \right.$

Vous la soutenez à coups de citations/événements.

Exemple : de la critique cinglante contre le « crétinisme parlementaire » (Marx) à la dissolution de l'Assemblée constituante décidée par Lénine en 1918. Et comme le parlementarisme et l'organisation d'élections libres ne figurent pas non plus dans l'arsenal institutionnel du stalinisme, du maoïsme, du « brejnevisme », etc... et que Lénine, Staline, Mao Tse Tung, Brejnev se réclamaient de Marx... C.q.f.d.

Mais cette continuité dans l'arbitraire est-elle réellement démontrée ? La démarche eût été plus convaincante si on situait toutes ces idées et toutes ces actions dans leur cadre social. Il y a autre chose encore : on rend Marx responsable de l'arbitraire de Lénine-qui-se-disait-marxiste (et pour cause). Mais il existe d'autres filiations politico-philosophiques que celles qui soudent Marx à Andropov par l'entremise des enfants de Lénine et de Vladimir Ilitch lui-même. Par exemple : Marx-Kautsky, défenseur ardent du parlementarisme, Kautsky-qui-se-disait-marxiste (le « pape du marxisme » !). Pas un mot sur Kautsky. Et l'arbitraire et la répression appliqués à l'opposition (même l'opposition socialiste) ? Ici aussi, le crime était signé par les léninistes et les staliniens-qui-se-disaient-marxistes. Opération d'autant plus aisément bâclée et procès d'autant plus expéditivement conclu que rien n'est dit de Rosa Luxemburg, marxiste convaincue qui s'est fait le défenseur de la liberté, même celle qu'il faudrait reconnaître à l'adversaire, y compris à l'adversaire de classe.

La démarche imprécatrice de l'antimarxisme quotidien se nourrit de tels silences. Elle mord à pleines dents — et avec quel appétit ! — dans de telles excommunications. Kautsky, Rosa Luxemburg, Plekhanov, ce matérialiste extrême, partisan de la terreur (de la peine capitale par exemple) et *antiléniniste* militant, gênent une démonstration linéaire ? On les élimine de l'histoire. C'est le prix payé pour rendre celle-ci merveilleusement cohérente et admirablement édifiante.

Un dernier trait de cette offensive qui, l'évolution des techniques et les nécessités politiques aidant, envahit l'idéologie quotidienne : le totalitarisme contemporain mène à Marx parce que ce dernier aurait prêté un sens à l'histoire !

Première remarque : il n'est pas tout à fait sûr — il s'en faut même de beaucoup — que Marx ait cru à une nécessité historique contraignante. Il n'est pas davantage certain qu'il ait pensé avoir découvert un « socialisme scientifique » capable d'imposer à tous et à chacun l'évidence de ses lois. On pourrait, au contraire, rechercher du côté d'Engels l'origine de quelques dérapages de ce genre. Mais passons. Qu'en concluent quelques-uns des pourfendeurs les plus écoutés du marxisme ?

Qu'il y a là un abus du pouvoir intellectuel qui annonce et prépare les abus du pouvoir policier. Comment ? vous n'admettez pas la justesse de notre philosophie et celle de la ligne politique qui en découle ? C'est donc que vous vous insurgez contre la Vérité de l'Histoire ? Hérétique, vous ne méritez aucune pitié. Au trou !

Que l'on ne trouve ni chez Marx ni chez Engels (et pas davantage chez Lénine) la moindre indication qui suggère la nécessité d'une telle inquisition n'embarrasse pas les idéologues qui vitupèrent le « totalitarisme marxiste ». Il ne faut pas s'en étonner : la lourdeur de leurs jugements va de pair avec la légèreté de leurs raisonnements. Mais cette lourdeur et cette légèreté font, pour une bonne part, l'antimarxisme d'aujourd'hui.

POLITIQUE ET LUTTE DES CLASSES

Je l'ai dit pourtant, le marxisme n'est pas une doctrine et moins encore un mouvement (ou un faisceau de mouvements) au-delà de tout soupçon. On ne finirait sans doute pas d'en citer les failles, présentes déjà chez le maître, plus nombreuses, amplifiées, chez les épigones. Elles culminent dans cette affligeante observation : le capitalisme a trop bien survécu à ses crises et à ses contradictions. Et ce ne sont pas les sociétés industrielles qui ont cédé sous la pression de leur prolétariat, mais un monde archaïque secoué par la paysannerie autant sinon davantage que par la classe ouvrière. Certes, cela n'invalide pas les analyses fondamentales du marxisme. C'est une question de rythme, dira-t-on, qui n'altère pas le sens général du diagnostic. Peut-être. Mais j'aimerais qu'en établissant le bilan de l'histoire et de leur histoire, les marxistes fassent preuve de moins de triomphalisme. Si quelques doutes s'y glissaient, ce serait encore mieux. Et des réserves. Et un peu de modestie. Et une plus grande disponibilité au questionnement et à l'imagination.

Un marxisme doublé d'incertitudes, reconnaissant ses lacunes, à la recherche de voies nouvelles, enrichies par cet (auto-)questionnement. C'est à un tel marxisme que, malgré tout (et ce tout couvre une gigantesque, tragique et troublante expérience historique), j'adhère toujours. J'y adhère pour quelques raisons dont voici les principales.

La classe ouvrière n'a pas manifesté la force révolutionnaire que lui attribuait le marxisme, dans une vue où l'eschatologie se mêlait quelquefois à l'analyse économique. Il demeure néanmoins qu'elle a été et que, définie largement, elle est toujours l'agent le plus actif du changement démocratique et égalitaire. Elle n'a pas dirigé tous les combats livrés dans cette perspective, mais elle y a toujours été, à tout le moins, présente, comme une force décisive. Cela est tout à fait évident pour les grandes conquêtes sociales qui ont permis l'« humanisation » du capitalisme, c'est-à-dire qui lui ont arraché des concessions importantes dans le domaine des conditions de travail ou de la sécurité sociale, en matière de salaires ou de santé publique. Mais cela est vrai aussi pour les « nouveaux espaces de liberté » apparus au lendemain de 1968 (revendications féministes, pédagogie antihiérarchique, antipsychiatrie, sexualité moins réprimée, exigences de démocratie active et participative, etc.). Si précieux et si précaires, ils doivent beaucoup à un

mouvement ouvrier qui ne les a pourtant guère assumés. Car comment nier que ces terrains seraient demeurés entièrement en friche si une contestation purement intellectuelle n'avait été relayée, vaille que vaille, par l'action des travailleurs organisés ? Comment douter que mai 68 même a été, comme tant d'autres qui l'ont précédé et jusque dans sa spécificité, un épisode de la lutte des classes dont il a, en gros, reproduit les clivages ?

C'est vrai que la conscience de classe du prolétariat est moins constante qu'on a pu l'imaginer; que celle de la bourgeoisie est, par contre, souvent plus active et plus aiguë, moins sujette à éclipses. Mais tout cela ne confirme-t-il pas à quel point est essentielle la référence à ce moteur auquel le marxisme, plus que n'importe quelle théorie, accorde une attention prioritaire ?

Lutte des travailleurs. Lutte des classes et, partant, lutte des travailleurs dans leurs organisations de classe, les seules qui puissent les protéger de l'idéologie bourgeoise et leur prêter, en outre, une action offensive et une perspective d'hégémonie. En d'autres termes — et c'est un autre retour au marxisme — l'action ouvrière doit avoir un axe et un stimulant *politiques*, viser à la conquête du pouvoir d'Etat. Rejetez cette option, et vous rejetez le marxisme. Ce ne serait pas un crime. « Seulement » une erreur à laquelle on invite souvent, depuis Proudhon jusqu'à certains partisans actuels d'une société duale : aux professionnels de la politique et aux puissances établies les centres de décision et l'appareil économique dominant; aux démocrates, aux contestataires les joies de la culture et de la gestion locales et marginales. Or, un des apports essentiels de Marx au socialisme, par lequel il se distinguait des Owen, des Fourier, des Proudhon et même des Blanqui, c'est la globalité de sa vision et, au sein de celle-ci, la centralité de l'Etat, organe de répression et enjeu de la lutte des classes. Parce qu'il investit la classe ouvrière organisée de l'engagement anticapitaliste et qu'il situe ce dernier aux niveaux du pouvoir économique articulé sur le politique, le marxisme a gardé à mes yeux, malgré tout, une suffisante, une fondamentale pertinence.

UNE DÉCLARATION DE GUERRE

J'ajouterai ceci qui contribue à expliquer mon adhésion, malgré tout, au marxisme. On y trouvera un penchant apparemment littéraire. Apparemment parce qu'il y a ici plus qu'une question de forme ou de style. Pour dissiper le doute sur l'actualité du marxisme — celui de Marx, il s'entend — il n'est que de le lire, de constater le mordant de son écriture, sa netteté, son tranchant. Rien ne vit davantage que cette ironie corrosive, cette vigueur tonifiante dont jaillit toujours la critique et quelquefois une espèce de joie, comme un signe de santé, le torrent de l'intelligence qui ne recule devant aucun obstacle, aucun interdit, aucun tabou. A côté de Marx, le lucide de Toqueville paraît mièvre et compassé et Hugo, qui écrit pourtant à la même époque et aborda, à sa manière, les mêmes thèmes, à côté de Marx, Hugo est simplement illisible. On pourrait multiplier les comparaisons. Marx ou l'éternelle jeunesse.

Enfin, Marx reste dans les luttes d'aujourd'hui, un lieu de ralliement. Un ami britannique était, il y a peu, invité à la RTBF pour y parler

de la Pologne qu'il connaît bien et de Solidarnosz qu'il soutient. Il s'entretint, avant de passer sur antennes, avec le responsable de l'émission. Il esquaissa devant lui le schéma de son intervention, précisant les termes de son analyse et les raisons de sa sympathie. Tout cela parut irréprochable au fonctionnaire de la RTBF. Mais mon ami ajouta :

« Mes convictions sont celles d'un marxiste ».

— « Croyez-vous qu'il soit utile de faire savoir cela au public ? », lui demanda-t-on.

— « Je tiens à ce que cela soit clairement dit », répondit l'invité marxiste.

On insista :

— « Franchement, cette profession de foi n'a pas beaucoup de rapport avec le sujet ».

Réplique :

— « Pour moi, le rapport est essentiel ».

Le responsable de l'émission : « Encore une fois, je ne crois pas que cela intéressera le public ».

— « C'est à moi à en juger », décréta mon ami.

Il avait senti, si besoin était, que le marxisme demeure ce qu'il est depuis sa naissance : à la fois un refus et un défi. Malgré les lacunes que comporte sa théorie, malgré les aberrations que contient son développement historique, une déclaration de guerre à la bourgeoisie. Et si bien des socialistes ne le comprennent pas ou ne le comprennent plus, la bourgeoisie, elle, en est, encore et toujours, parfaitement consciente.

de la Pologne qu'il connaît bien et de Solidarnosc qu'il soutient. Il s'agit de passer sur un terrain. Avec le responsable de l'État sion, il espère avant lui le schéma de son intervention, précisant les termes de son action et les raisons de sa nécessité.





La place des idées marxistes dans l'ascension du mouvement ouvrier belge

Mort en 1883, Marx n'eut pas l'occasion de s'intéresser au *Parti Ouvrier Belge* (POB) qui fut fondé deux ans plus tard, mais son ami Engels, peu avant de disparaître à son tour, fut témoin de l'entrée des socialistes belges au Parlement (1894) et en ressentit une grande joie.

Marx connaissait cependant la Belgique et les milieux démocratiques belges. En 1847, l'auteur du *Manifeste communiste* était à Bruxelles l'un des deux vice-présidents de l'*Association démocratique* qui groupait des personnalités de tendance radicale et socialisante. Dans la mouvance des agitations révolutionnaires de 1848 en Europe, il y eut beaucoup de sociétés de ce genre qui se succédèrent jusqu'au début des années 60. On y rencontrait des intellectuels progressistes et des ouvriers autodidactes ou, ce qui était fréquent, issus de couches sociales instruites que la concurrence avait ruinées. Ces sociétés protestaient contre l'inhumanité du capitalisme et manifestaient généralement un esprit internationaliste. L'*Association démocratique*, par exemple, réclamait « l'union et la fraternité de tous les peuples ». Mais derrière ces sentiments généreux, on trouvait souvent des vues très idéalisées soit sur les vertus de la petite propriété face aux nouveaux Molochs de l'argent, soit sur les possibilités de meilleure entente entre les peuples qu'offrait, pensait-on, le libre échange.

Il est difficile de mesurer l'effet qu'eut à ce moment et dans ce milieu la critique de Marx qui soulignait la nécessité de porter la lutte de classe sur le terrain de la grande industrie dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. La seule chose certaine est que les principaux militants belges de l'*Association internationale des Travailleurs* (AIT), créée en 1864 à Londres, s'étaient formés dans l'ambiance des sociétés démocratiques « quarante-huitardes », en particulier Désiré Brismée et César De Paepe qui seront aussi, plus tard, des fondateurs du POB.

L'influence de Marx et Engels ne devient vraiment directe et bien repérable qu'à partir des années 60, précisément grâce au rayonnement

(*) Président de l'aile francophone du PCB.

de l'AIT, dont Marx avait rédigé l'*Adresse inaugurale*. Il est hors de doute que cette influence intervint dans l'évolution d'une partie des « internationalistes » belges, De Paepe sûrement, vers des positions dans lesquelles les marxistes se reconnaîtront.

En quoi s'y reconnaîtront-ils ?

Ultérieurement, une certaine historiographie nous a parfois montré Marx et Engels apportant la lumière de leur génie aux ouvriers égarés par Proudhon et Bakounine. C'est une image fautive et qui est d'ailleurs en contradiction avec ce que Marx lui-même a dit de l'AIT : « produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépessibles de la société moderne ». C'est ce mouvement de base qui amène les pionniers du socialisme belge à créer leur propre section de l'AIT pour commencer un travail de propagande et d'organisation dans le prolétariat industriel. Ils constatent, ce faisant, que les théories de Proudhon et de Bakounine, les grands penseurs anarchistes du temps, leur sont bien moins utiles que celles des marxistes. On trouve d'ailleurs dans l'*Adresse inaugurale* les mots qui définissent clairement, selon la terminologie alors en usage, la valeur pratique des théories marxistes : pour agir efficacement, le mouvement des travailleurs doit être « uni par l'association et guidé par le savoir ».

Ces mots sont une clé. Dès 1864, les marxistes se reconnaîtront dans la pratique du mouvement chaque fois qu'ils verront se former des associations ouvrières ayant pour buts d'éduquer les travailleurs, de leur donner des objectifs politiques et de se constituer en parti indépendant. C'est ce qui se produira aussi en Belgique. Pas sans peine. En Belgique, la politisation du mouvement se fera de façon très progressive et non sans une vive résistance des militants anarchistes, surtout en Wallonie. A la fin de la brève carrière historique de l'AIT, qui ne fit que se survivre après la Commune de Paris, les anarchistes reprirent d'ailleurs le dessus dans la délégation belge. Mais De Paepe les avait quittés et, comme le releva Engels, la Commune porta un coup mortel à toutes les théories qui, d'une manière ou d'une autre, prétendaient faire l'économie d'une action politique générale de la classe ouvrière.

Les anarchistes ne conservèrent provisoirement une base opérationnelle que dans les réactions désordonnées du prolétariat (concentré en Wallonie) face à l'exploitation capitaliste. Il était donc impossible de vouloir organiser ce prolétariat sans en découdre avec l'idéologie anarchiste. C'est ce à quoi s'employèrent les socialistes gantois et brabançons qui étaient tous des héritiers spirituels de l'AIT, de la première et de la deuxième génération : ils s'appelaient Van Beveren, Anseele, De Paepe, Volders... Les socialistes gantois, plus particulièrement, étaient au courant de ce qui se passait en Allemagne, où un parti ouvrier social-démocrate existait déjà depuis 1869, et en France, où le guesdisme était dans sa phase ascendante.

En Belgique, la coopération fut une forme privilégiée de l'organisation du prolétariat, le meilleur exemple venant de Gand avec la coopérative *Vooruit*. Elle fut imposée beaucoup plus par les faits que par les reminiscences des théories proudhoniennes et les ouvriers wallons s'y rallièrent aussi. Cela n'alla pas sans heurts, car les exigences de l'organisation, de l'éducation et d'une stratégie politique ne cadraient pas

toujours avec le recours à la grève immédiate. A cet égard, la critique rétrospective des comportements « réformistes » des pionniers du socialisme belge est souvent anachronique. C'est l'époque où Paul Lafargue écrit : « Nous craignons les grèves plus que les patrons » ; c'est l'époque où Engels s'impatiente devant ces ouvriers wallons qui se lancent tête baissée dans des grèves perdues d'avance.

Les réminiscences proudhoniennes existent cependant et elles combinent leurs effets avec ceux d'autres courants d'idées que les marxistes combattent : le progressisme libéral, le « possibilisme » qui est le véritable ancêtre du réformisme contemporain, etc.

Ceux qui fondent le POB en 1885 ne veulent pas se réclamer ouvertement du socialisme. Prudence qui reflète surtout l'ampleur des difficultés objectives mais aussi beaucoup de confusion dans les idées. Lors de la constitution à Paris de la II^e Internationale, en 1889, il y a en réalité deux congrès rivaux, l'un organisé par les marxistes, que l'histoire retiendra, l'autre par les possibilistes. Au nom de l'unité, les Belges envoient des délégations dans les deux congrès. De Paepe et Volders, présents au congrès marxiste, s'abstiennent au vote sur la résolution finale et, à son retour, Volders explique aux ouvriers belges qu'ils ont tort de s'enthousiasmer !

Il reste que les pionniers du socialisme belge ont tout de même constitué entre-temps un parti qui prend des allures de parti de masse et a des objectifs politiques précis : la conquête du suffrage universel et la journée des 8 heures légale.

C'est, de surcroît, ce parti aux idées encore floues qui va donner une leçon de lutte de classe aux théoriciens marxistes « orthodoxes » qui continuent à ne voir dans la grève générale qu'une lubie anarchiste. La grève générale spontanée des ouvriers wallons, en 1886, met à flot le petit POB; elle lui donne la base prolétarienne qui lui manque encore; elle lui permet de se développer rapidement, de se consolider en 1893, grâce à une nouvelle grève générale cette fois organisée, et d'entrer au Parlement l'année suivante.

A considérer les choses de près, on aperçoit bien des hésitations et bien des contradictions dans ce mouvement ouvrier qui traîne derrière lui toutes sortes d'idées qui n'ont rien de commun avec le marxisme. Mais la joie d'Engels en 1894 s'explique facilement. Pour l'essentiel, on a en Belgique ce que voulait Marx quand il rédigeait, trente ans plus tôt, l'*Adresse inaugurale* de l'AIT. En tout cas, la gauche marxiste attachera de l'importance aux expériences de la grève générale belge : Franz Mehring et Rosa Luxemburg dès 1902, Lénine à la lumière des événements de 1905 en Russie.

Au niveau théorique, où en étaient alors les idées marxistes au sein du POB ? Il existait dans ce parti une tendance se réclamant du marxisme, dont le porte-parole le plus en vue était Edouard Anseele, mais cette tendance était loin d'être majoritaire. Elle fut cependant très aidée par la publication, en 1891, du programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande, programme qui, selon Engels, fut un complet triomphe pour les marxistes.

On ne peut certes en dire autant de la *Déclaration de Quaregnon* qui devint la charte du POB en 1894 (et resta celle du PSB jusqu'en

de Proudhon
que d'ailleurs
avec V. Arroux

1974). Ce document grouillait de réminiscences proudhoniennes. Elles y furent surtout introduites par Vandervelde, disciple de César De Paepe (mort en 1890). Vandervelde attribuait à De Paepe le mérite d'avoir amélioré le marxisme en l'expurgeant de ses fâcheux penchants révolutionnaires. Cela donna un curieux texte qui fait date dans l'histoire des compromis « à la belge »... Mais la *Déclaration de Quaregnon* fut tout de même, dans les conditions du temps, un progrès certain par rapport à ce qu'était le POB de 1885 du point de vue idéologique. Se fondant sur la lutte des classes, elle ouvrait la perspective d'une transformation socialiste de la société. Elle reconnaissait la nécessité de la lutte politique, encore que la portée de cette reconnaissance ait été amoindrie par l'adverbe « notamment » (ce qui voulait dire que l'on tablait exagérément sur la coopération, principale armature de l'organisation du parti).

Restait le développement incontestable du « mouvement réel » qui avait évidemment plus de poids que n'importe quelle déclaration de principes. Ce développement, stimulé par l'entrée de socialistes au Parlement, réalise bel et bien, dans le dernier quart du siècle, l'essentiel des objectifs que Marx, Engels et leurs amis avaient proposés aux travailleurs de tous les pays avant et après la Commune de Paris.

On a souvent parlé, à propos de cette période, d'une diffusion du marxisme « en largeur ». Formulation dans laquelle il y a certes du vrai mais qui est tout de même peu satisfaisante. Si l'on se réfère après coup aux œuvres que Marx et Engels avaient déjà publiées à l'époque, on doit sans doute admettre que l'on n'en avait en Belgique qu'une connaissance fort limitée et sommaire. Mais Marx et Engels ne s'étaient pas battu dans l'AIT pour qu'on lise leurs œuvres complètes; ils s'étaient battu pour que les travailleurs passent à l'action politique organisée. Les principales idées-force qui sous-tendaient une telle action ne s'étaient pas diffusées uniquement « en largeur » mais aussi en profondeur.

Elles ne pouvaient cependant être des idées-force que pour une certaine période qui s'achèvera vers la fin du siècle, quand les partis ouvriers, qui s'étaient constitués en partie sous leur impulsion, se trouveront confrontés aux questions décisives posées par leur propre finalité: comment employer la puissance acquise pour transformer la société capitaliste? Réformes? Révolution? La défaite sanglante de la Commune de Paris pesa lourdement sur les débats. Et pendant qu'en Belgique comme ailleurs on discutait de ces problèmes, le capitalisme lui-même se transformait, passant à un nouveau stade de développement qui donnait la prépondérance au capital financier et allait bientôt faire de la Belgique une puissance coloniale.

Désormais, les œuvres de Marx et d'Engels ne pourront fournir que des indications, des éléments de réflexion, des « pistes » comme on dirait aujourd'hui, pour essayer d'y voir clair dans tous ces changements. Ceux-ci ne passèrent pourtant pas inaperçus. Ils expliquent la rupture d'un Bernstein, pourtant proche d'Engels, avec le marxisme « orthodoxe » auquel il reprocha de continuer à opposer des stéréotypes à un capitalisme qui, loin de décliner, semblait au contraire s'épanouir plus que jamais. On notera que les socialistes belges se rangèrent plutôt du côté des marxistes « orthodoxes » contre les théories révisionnistes.

tes de Bernstein mais que cela ne les empêcha pas, comme l'écrivit de Brouckère, de faire du bernsteinisme sans Bernstein...

On aurait tort de croire que les dirigeants du POB ne s'intéressèrent pas aux grandes controverses théoriques de la II^e Internationale. Le fait est que leur parti avait organisé les masses ouvrières dans une optique très pragmatique et même empirique mais la culture politique des dirigeants ne resta pas pour autant au niveau des débats de 1893 à Quaregnon. Quand on suit dans leur ordre chronologique les discours et écrits ultérieurs de Vandervelde, on constate qu'ils se colorent de références de plus en plus nombreuses au marxisme. Mais, curieusement, ce sont aussi des références de plus en plus abstraites, inadéquates, déformées, non pas à la suite d'une quelconque malhonnêteté intellectuelle mais simplement parce que les changements intervenus dans la société capitaliste les ont vidées de leur sens sans qu'on s'en aperçoive.

On le vérifie en 1908 quand on discute de l'annexion du Congo qui suscite des oppositions dans le POB, notamment de la part d'Anseele. Vandervelde et ses partisans font appel à Marx qui, jadis, a expliqué que, dans la confrontation des nations, la plus développée et la plus cultivée l'emportait toujours sur l'autre. Comme si le partage du monde entre les grandes puissances, en voie d'achèvement dans cette période, avait eu le moindre rapport avec la francisation de l'Alsace-Lorraine ou l'expansion des Américains à travers les terres indiennes...

En 1913, à la veille de la guerre impérialiste de 1914-18, Vandervelde remobilise Marx pour justifier sa conception de la défense nationale en cas de conflit européen. Dans l'hypothèse d'une guerre russo-allemande, il faudrait soutenir l'Allemagne, celle-ci étant plus civilisée que la Russie tsariste. Mais, comme la France est une république démocratique, c'est elle qu'il faudrait soutenir dans l'hypothèse d'un conflit franco-allemand. Or la France et la Russie tsariste sont alliées ! Vandervelde escamote le fait puisqu'il est dérangeant...

Au niveau de l'expression des idées, on ne voit pas de différences très significatives entre le POB de 1894 qu'Engels congratule, et le POB des années 1900-1914. Ce n'est pourtant plus exactement le même parti. En 1894, il pouvait devenir un parti révolutionnaire, ce qui n'excluait pas, comme Engels l'avait noté dans sa critique du programme d'Erfurt, une évolution pacifique de l'ancienne société vers la nouvelle. Au début du XX^e siècle, le POB est un des partis les plus réformistes de la II^e Internationale. Il s'est laissé dominer politiquement par les libéraux, dont les pressions sont à l'origine de l'effondrement de la grève générale de 1902 et de la poussée anticléricale de 1912 qui débouche sur une défaite électorale cuisante. Cet enlèvement dans le réformisme, qui n'est pas continu et uniforme, ne se traduit pas en Belgique par un rejet spectaculaire du marxisme mais, au contraire, par des révérences de plus en plus respectueuses devant un marxisme dogmatisé.

Dans ce parti qui représentait encore en 1913, même aux yeux de Lénine, le seul parti concevable pour la classe ouvrière belge, il y avait toujours eu des courants marxistes plus ou moins cohérents. Anseele avait défendu en son temps l'idée de la dictature du prolétariat. Puis on avait vu arriver des jeunes, Henri De Man et Louis de Brouckère, qui firent de l'opposition marxiste en s'appuyant sur la diffusion du journal

La Lutte des Classes (1911-1913) et sur la *Centrale d'Education ouvrière* où enseignait un futur fondateur du PCB, Charles Massart. De Brouckère joua aussi un rôle important dans le développement, sous l'égide du POB, d'une organisation syndicale centralisée qui suivit de loin, en Belgique, l'essor du mouvement coopératif. Mais cette opposition marxiste était elle-même si encombrée de dogmes et surtout si limitée dans son analyse du capitalisme contemporain qu'elle ne sut pas se lier à l'autre opposition que l'on voyait grandir, celle d'un syndicalisme révolutionnaire qui contestait l'action politique parce que celle-ci avait fini par se confondre complètement avec l'action parlementaire.

Dans la préparation de la grève générale de 1913, de Brouckère prend le parti de Vandervelde, qui multiplie les manœuvres dilatoires, contre les syndicalistes révolutionnaires dont il n'aperçoit que les tendances anarchisantes. Certes, ces tendances existent mais quelle commune mesure y a-t-il entre les anarchistes, dont Marx et Engels ont combattu l'apolitisme militant, et ces syndicalistes révolutionnaires qui, comme Joseph Jacquemotte, veulent précisément qu'on organise la grève générale pour le suffrage universel « pur et simple » et la loi des 8 heures ?

A l'échelle mondiale, le chemin difficile des clarifications passe par la dramatique expérience de la guerre qui sera d'ailleurs relativement peu éclairante pour le mouvement ouvrier belge, le traumatisme de l'agression allemande éclipsant tout le reste. A l'exception de Charles Massart, qui n'était pas un leader, c'est à l'unanimité que les représentants belges de l'ancienne école marxiste « orthodoxe » basculent dans l'union sacrée, le jusqu'aboutisme et, à partir de 1917, dans la lutte frontale contre la révolution soviétique. Et pourtant, Louis de Brouckère avait eu la lucidité d'écrire avant les événements : « On a voté l'annexion du Congo, on croyait tenir la colonie. On s'aperçoit aujourd'hui que c'est la colonie qui nous tient. Nous sommes entrés dans la ronde des "puissances mondiales" (...) et les grands ne nous lâcheront pas. Il nous faut suivre leur mouvement, armer quand ils le disent, dépenser quand ils le disent. Il nous faut danser au son de leur musique, comme ce paysan de la légende que le diable menait au bal ».

Cette citation en témoigne : les mutations du capitalisme qui conduisirent le monde à la guerre impérialiste avaient parfois donné lieu à des efforts d'analyse et de réflexion intéressants. Mais ces efforts étaient restés épars. Ils n'avaient pu déboucher, en tout cas, sur le profond renouvellement des idées marxistes que la situation imposait et qui s'inscrivait pourtant dans la nature même du marxisme, pensée révolutionnaire du « mouvement réel ». On sait comment Lénine prit le relais et, dans la foulée de la révolution d'Octobre, relança à l'échelle internationale le concept marxiste fondamental de l'action politique générale des travailleurs qui ne trouva en Belgique qu'un écho limité au sein du POB. Mais il est tout de même significatif que cette impulsion nouvelle y ait entraîné, en la personne de Joseph Jacquemotte, celui qui avait été, avant-guerre, le syndicaliste révolutionnaire le plus clairvoyant dans la critique des positions d'un Vandervelde comme d'un de Brouckère, le plus proche du marxisme vivant par sa pratique.

Les historiens



l'histoire de ce... et d'analyser des cours sans tenir compte de cette...
ses publications et même de séries de conférences données dans le
pays de l'étranger. La prudence impose par ailleurs de ne voir dans un

(*) Historien et écrivain, membre du Comité central du P.C.B.



Les historiens flamands et Marx

Marx pratiquant un étroit économisme déterministe, Marx critique moralisateur du capitalisme, moraliste du travail, ou encore Marx scientifique, opposé à toute doctrine unilatérale — et à coup sûr de l'économisme — opposé aussi à tout dogme parce qu'il s'acharnait à mettre la théorie à l'épreuve. Marx qui a tant mis l'accent sur l'initiative historique qu'on ne peut certainement pas l'accuser de déterminisme.

Marx, politiquement engagé. Certains voient dans ses critiques sur les événements et les thèses qu'il tire du mouvement ouvrier des « leçons » d'une valeur éternelle. Avec Engels, il a planté une borne d'où un fil rouge mène au socialisme. D'autres estiment plutôt stériles les discussions politiques auxquelles il s'est livré. D'autres pensent que « Marx genuit Lenine », ce qui signifierait que Marx déjà a tracé la voie menant à un totalitarisme de gauche. Les uns cherchent chez Marx un matériau concret, historiquement utilisable et regrettent par exemple qu'il soit resté bien vague à propos de l'Etat; d'autres découvrent chez lui l'omniprésence du politique, dont l'Etat constituerait le thème central.

Ces opinions et quelques autres font constamment surface dans toutes les sciences sociales. Le reproche de déterminisme économique m'a paru particulièrement non fondé.

Et c'est ainsi que je me suis posé la question : que connaissent de Marx les étudiants flamands en histoire ? Pour trouver une réponse à cette question, j'aurais dû examiner ce que quelques ouvrages généraux mais en particulier des cours universitaires disaient de ses idées. Mais les idées de Marx concernent l'ensemble des sciences sociales et ne sont par contre approfondies par aucune des disciplines en question. Comme pour d'autres problèmes, apparaît ici combien est appauvrissante la division en sciences « indépendantes ». J'aurais pour le surplus dû connaître la composition des cours obligatoires et facultatifs, et savoir quels cours à contenu historiographique auraient le cas échéant pu être donnés en dehors de l'enseignement de l'histoire proprement dit. Même en me limitant à la période de l'après-1945, le propos était trop vaste pour l'espace qui m'était imparti. On devait de surcroît poser la question de savoir si cela avait un sens de traiter séparément les historiens flamands, et d'analyser des cours sans tenir compte de certaines publications et même de séries de conférences données dans le pays et à l'étranger. La prudence impose par ailleurs de ne voir dans un

(*) Historien et archiviste, membre du Comité central du PCB.

cours qu'une base, un syllabus auxquels on ne saurait reprocher des lacunes sans vérifier si le cours donné oralement n'y pourvoit. Pour toutes ces raisons et surtout parce que je n'ai pas disposé d'assez de temps, j'ai fini par me limiter à l'analyse de ma propre expérience, de ma formation universitaire, ainsi qu'à un certain nombre de considérations — formulées après avoir repris en mains des cours et des publications. Tout cela indique bien que cet exposé est incomplet.

A TÂTONS

« Au cours de la guerre, deux noms n'ont pas été prononcés en Histoire, à l'université de l'Etat de Gand : les noms de Marx et de Freud », m'a confié E. Scholliers. Mais en tant qu'étudiant puis assistant, dans les années 56-65, je n'en ai guère entendu davantage et n'en ai pas fait plus moi-même. Il faut ajouter que l'histoire de la philosophie, telle qu'elle était enseignée à l'université de Gand en 1956-57, se situait à un niveau pitoyablement bas. Si on y évoquait le nom de Marx — mais cela ne correspond à aucun souvenir personnel — ce n'était nullement le cas dans les branches d'histoire. Même Jan Dhondt ne dépassait pas la période 1830-1848. Un farouche antimarxiste du nom de Peeters accordait par contre grande attention aux idées de Marx et Engels. Il professait que rien chez eux n'était scientifiquement fondé, qu'aucune de leurs prévisions n'avait été vérifiée, qu'en fin de compte ils ne comprenaient pas toujours bien les problèmes posés et ne savaient pas ce qu'ils racontaient. Peeters n'avait d'indulgence que pour la sensibilité sociale de Marx. Encore faut-il préciser que tout cela parvenait de manière indirecte aux « historiens »; on s'intéressait peu à ce qui se passait en droit, en économie ou ailleurs.

Les raisons de la réserve de Jan Dhondt sont d'un autre ordre. Pour lui, un historien ne pouvait émettre de jugement sur une période qu'au prix d'une distance suffisante, quand avait reflué la charge émotive de la période. L'histoire des idées, des institutions et du droit l'intéressait personnellement, mais il n'orientait pas les étudiants dans cette direction. Marx restait donc intouchable à l'université, et celui qui voulait en savoir davantage à son sujet, devait chercher en dehors de l'université. C'est ce que firent certains, dont moi, qui se trouvaient dans des milieux proches du PC. Elève de l'athénée d'Anvers, j'avais été influencé par Leo Michielsen, j'avais aussi approché certains aspects du marxisme grâce à des conférences de Flam, et j'apprenais de Bob Claessens ce qu'étaient le matérialisme historique et le matérialisme dialectique. Bob Claessens était un excellent orateur et vulgarisateur, connaissait fort bien les thèmes controversés et n'avait aucun mal à répliquer à un Peeters. Mais ses idées portaient la marque du dogmatisme de l'époque (dogmatisme que nous n'allions identifier comme tel que plus tard).

C'est aussi le moment où une attention était portée à Marx dans des milieux catholiques et où se développait un dialogue entre marxistes et chrétiens.

Mais revenons à l'université de Gand. Ni le dogmatisme, ni des considérations politiques ne constituaient, me semble-t-il, une colonne vertébrale assez solide pour inviter les étudiants à mettre leurs idées marxistes à l'épreuve dans leur discipline scientifique. Et je constate aujourd'hui que je trouvais fort peu d'aliment, en tant que chercheur,

dans les « lois de la dialectique ». Le lien entre histoire et politique se situait plutôt dans l'hypothèse infrastructure/superstructure. Jan Dhondt engageait à l'étude de cette interaction : vers les structures sociales pour ce qui concerne la base, vers la presse pour ce qui concerne la superstructure. Nous allions chercher chez Labrousse et puis dans le périodique « *Annales E.S.C.* » les articulations qui nous manquaient. En fait, nous restions bien trop prisonniers d'une contradiction gantoise — celle qui opposait une histoire positiviste des institutions et du droit (où un Ganshof faisait autorité) et une histoire plus globale et socialement argumentée (Dhondt). Il est significatif que nous passions alors à côté de l'histoire du droit, des institutions et de la politique.

Inutile de souligner que 1968 fut un choc pour moi. Voilà que surgissait soudain le politique et — à sa suite — la réhabilitation de l'histoire politique. Je restais certes convaincu de l'importance de l'infrastructure, de l'étude des structures et processus, de l'utilité d'études quantitatives, mais il m'apparaissait soudain combien était négligée l'autre partenaire de la dialectique — la superstructure.

Peut-être est-ce l'inverse, la découverte de la négligence avec laquelle était traitée l'infrastructure, qui s'est produit à l'université de Louvain. Dans un texte écrit à l'occasion du 60^e anniversaire de l'ACW, E. De Jonghe observe : « Dans les années 60, la science sociale sera nourrie par les nombreuses formes du néomarxisme qu'on n'avait pas suffisamment expliquées — jusqu'au moment où tout devint beaucoup plus clair en mai 1968 ». Cette citation est sortie d'un contexte très différent, mais je ne pense pas en trahir l'esprit.

L'intérêt renouvelé pour l'histoire politique se manifesta notamment à la VUB, où Leo Michielsen reçut une tribune en 1969. Il était resté fidèle à la tradition historiographique de marxiste politique et, sorti d'un relatif isolement, il publia en 1973 le premier tome de son *Histoire* (très événementielle) *du mouvement ouvrier européen*. Je m'en tiendrai à ce seul exemple; décrire la complexité des thèmes traités dans les universités flamandes nous mènerait trop loin.

DES IDÉES ET QUELQUE CHOSE DE PLUS

Jan Dhondt a dit un jour dans une conversation que n'importe qui peut, n'importe quand, avoir une idée, mais qu'une pensée n'acquiert de signification historique que si elle a de l'utilité pour les problèmes posés — sociaux ou autres.

Leo Michielsen se caractérise par l'accent qu'il met sur les notions de « polémique » et « règlement de compte », donc sur l'idée comme arme dans la discussion avec d'autres ou avec soi-même, sur l'idée qu'on manie pour se défaire d'une autre. Nous pourrions dire qu'une idée entre dans le contexte historique quand elle s'insère dans une polémique et que celle-ci résulte d'une certaine « récurrence » des problèmes soulevés. C'est très perceptible dans le cas d'une invention : l'idée peut aller jusqu'au stade de l'expérimentation réussie, elle ne sera utilisée que s'il existe une demande. Quand Michielsen constate que du vivant même de Marx le marxisme ne lui appartenait plus, cela signifie que quelque chose de semblable se produit avec des idées en sciences sociales. Les idées de Marx appartiennent à l'histoire, pas tellement parce qu'elles ont été formulées à un moment déterminé, mais parce qu'elles sont « actives », opératives dans l'histoire.

De quelle manière ces idées sont-elles répercutées ?

Dans une série de cours, cela reste réduit à un strict minimum, par exemple l'explication de concepts qu'il a utilisés, tels que valeur et plus-value, éventuellement avec un exposé sur le matérialisme historique et dialectique. Ailleurs, nous trouvons Marx situé dans les problèmes et l'évolution des idées de son temps. Cela peut se produire à l'occasion d'une approche biographique (Van Bladel), qui combine histoire générale, histoire des idées et biographie. E. De Jonghe réalise cela à un haut niveau. En expliquant la théorie de la valeur, il déplace (s'appuyant sur Bigo) l'accent du domaine économique vers les relations sociales globales : « ... la valeur des biens, c'est la part d'humain qu'ils contiennent » (tome II, page 65). Bien entendu, les économistes analysent l'évolution des idées économiques, mais ils se réfèrent souvent au contexte général du débat avec les hégéliens, aux conceptions du matérialisme historique, etc. (cfr. Vandewalle). On peut dire qu'on est assez informé en Flandre sur le jeune Marx, ainsi que de la manière dont il a approfondi les problèmes économiques et dont il s'est engagé vis-à-vis du mouvement ouvrier politique.

Les historiens au sens étroit, et j'entends par là ceux qui au travers d'études centrées sur l'histoire ont été formés pour cette discipline et font face à des étudiants en histoire, ceux-là situent Marx dans un ensemble plus vaste mais s'attardent spécialement sur son engagement politique (Michielsen par ex.). Craeybeckx (*Civilisation ouest-européenne*, tome 2) apporte plus de place aux concepts de valeur, plus-value et à d'autres notions et analyses (là où un Van der Wee se fait plus sommaire) et il déclare ce qui, dans la foulée de Marx, a contribué à la science historique contemporaine (*Encyclopédie*).

Quand nous comparons ces historiens avec ce qui se produit ailleurs, par exemple chez De Jonghe, il apparaît à l'évidence qu'il évaluent une notion fondamentale de Marx : l'aliénation. Pourquoi ? L'aliénation serait-elle un terrain réservé aux philosophes ou aux professeurs spécialisés dans les systèmes politiques et sociaux ? Si on entend par aliénation quelque chose qui provient des hommes et va les dominer (notamment parce que des forces sociales existent ou sont créées, qui œuvrent à l'utiliser durablement) alors la dimension historique de l'aliénation me paraît évidente. Je me borne à ce constat, car il est impossible de donner des conclusions à une approche aussi superficielle.

Il est cependant une chose qu'il faut noter chez les historiens en Flandre, et elle me paraît neuve : pour la première fois, on examine les études sociopolitiques de Marx à la lumière de la méthode d'analyse. Jos De Belder, de la section Histoire de l'université de Gand, l'a fait avec *La lutte des classes en France de 1848 à 1850* et avec *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Il est évident pour moi que dans ces deux ouvrages, il est constamment question de créations humaines sous la forme d'attentes explicitement politiques, d'institutions, de symboles adoptés, portés, utilisés par un groupe organisé — ainsi maintenus en vie et qui dominent les gens. On pourrait noter cela à propos de De Jonghe, quand celui-ci écrit que la notion d'aliénation, développée par Marx avant 1848, lui a servi et est essentielle dans *Le Capital*.

En comparant les développements actuels de l'historiographie avec la situation des années 50, quelques réflexions s'imposent, qui serviront de conclusion. Il me faut une fois encore constater combien

l'histoire a un effet dogmatisant. Je distingue deux niveaux à cet égard : le plan de l'idéologie et celui de l'organisation de l'information. Idéologiquement, on est tenté de clôturer le mouvement avec Marx, Marx-Engels, Marx-Engels-Lénine, etc. quand l'étude est terminée. Inversement, on peut aussi effectuer une autre « clôture » en étudiant les marxistes de la dernière décennie sans ouvrir Marx. C'est ce qui résulte d'une mauvaise organisation de l'information. Alors que la technologie permet de classer l'information par sujet et par idées, et cela pour l'ensemble des sciences sociales, on s'en tient à des méthodes artisanales pour l'analyse du contenu. A l'heure actuelle, et quel que soit l'objet des études, donc aussi quand il s'agit de marxisme, l'étudiant devrait constamment pouvoir se livrer à des consultations, dans sa discipline et en dehors de celle-ci, dans son pays et à l'étranger (entre autres le périodique *Ter elfde ure*, fasc. décembre 1982, Nijmegen, consacré à l'histoire est encore trop ignoré par les historiens). Il est à peine besoin de dire que le manque d'envergure dans l'information n'aide pas à combattre le dogmatisme idéologique. Il est permis de souhaiter que ce défaut soit corrigé, à un moment où les sciences sociales sont toutes plus ou moins imprégnées de marxisme.

Nous indiquons ci-dessous les références des cours ou publications cités, mais nous avons aussi pris en considération, en matière de contacts ou d'information R. Doom, L. Preneel, E. Scholliers, R. Van Eenoo et E. Witte.

— Cours

- CRAEYBECKX, J., *Encyclopedie der geschiedenis Algemeen gedeelte (Theorie der geschiedschrijving en historiografie)*, s.d. (V.U.B.)
- CRAEYBECKX J., *Geschiedenis van de Westeuropese beschaving*, 1978 (V.U.B.)
- DE BELDER J., *Sociologische modellen en begrippen toegepast op de geschiedenis*, Coursus in uitgave, 1982-1983 (R.U.G.)
- DE JONGHE E., *Geschiedenis der politieke en sociale theorieën - Hedendaagse periode, 1966-'67* (K.U.L.)
- PEETERS, *Politieke en economische leerstelsels*, s.d. (R.U.G.)
- VAN DER WEE H., *De economische geschiedenis van het Westen tot aan de tweede wereldoorlog*, 1979 (K.U.L.)

— Publications

- MICHIELSEN L., *Geschiedenis van de Europese arbeidersbeweging*, deel I, 1973
- VANDEWALLE G., *De geschiedenis van het economisch denken*, 1976

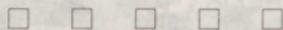
La lecture d'autres cours fait émerger des problèmes qui exigent un examen plus étendu et plus profond; c'est le cas par exemple avec R. Doom, qui éclaire de manière particulière la vision historique sur Marx et sur le mouvement qui l'a suivi.



A paraître début mai

POUR UNE PRATIQUE MARXISTE DE LA PHILOSOPHIE

H. CAMBIER
PH. FRASCHINA



La philosophie se donne traditionnellement comme une conception du monde, conception générale des choses et de l'être. Chacun a sa philosophie, dira-t-on souvent. Philosophie dont il est difficile de préciser le rapport avec la réalité, avec l'action pratique des individus; bref, philosophie qui reste l'apanage sinon le luxe d'intellectuels avertis.

Le présent ouvrage a pour but de montrer que cette représentation classique de la philosophie correspond bien à une réalité : celle de la philosophie dominante. La bourgeoisie ne manque pas de fonctionnaires idéologiques qui lui élaborent une forme très particulière de savoir : savoir culture d'élite, savoir cautionnement du système social, savoir pure spéculation de l'esprit. A l'encontre de cette conception, il importe de développer un autre type de connaissances et de réflexion. Le propos du marxisme, dont se réclame l'ouvrage, est précisément de permettre au mouvement ouvrier à la fois d'élaborer les connaissances nécessaires pour la transformation de la société et à la fois de déployer la réflexion critique qui lui est indispensable pour affirmer son identité.

Une large référence est faite aux travaux de Louis Althusser, dont l'indéniable mérite aura été de ranimer une pensée philosophique marxiste trop souvent tentée de s'appesantir sur ses formulations anciennes. Ainsi, lui est empruntée sa thèse majeure : la conception de la philosophie comme un des lieux où s'exerce la lutte des classes, tout autant que dans le champ économique.

L'ouvrage, tout en tenant compte des difficultés inhérentes à tout abord philosophique, s'efforce de rendre accessible les questions majeures du matérialisme dialectique, particulièrement en les référant aux questions concrètes que peuvent se poser travailleurs et militants aujourd'hui. Sont ainsi traités successivement les problèmes de la science, de l'idéologie et de la philosophie, qu'ils soient abordés à partir de textes ou d'ouvrages donnés (Althusser, Lénine, Engels, Marx) ou qu'ils soient référés aux questions économiques, politiques et sociales courantes.

Une co-édition de la revue CONTRADICTIONS et de la FONDATION JOSEPH JACQUEMOTTE

Un volume de 180 pages. 350 F.

Prix de souscription jusqu'au 30 avril : 250 F.

Verser la somme de 250 F (+ 30 F frais d'envoi) au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Jacquemotte. Rue des Foulons 40 - 1000 Bruxelles.

EN DIAGONALE

L'ÉCOSYSTÈME BELGIQUE

Ouvrage collectif de six spécialistes soucieux de globalité et de synthèse, « *L'Ecosystème Belgique* » apporte un regard neuf sur l'économie belge. Alors que les théories économiques classiques utilisent des expressions monétaires pour représenter les fonctions et facteurs économiques, les auteurs de « *L'Ecosystème Belgique* » font leur analyse en termes de circulation de matière et d'énergie.

Cette approche ne se prétend pas exhaustive. Mais la description à laquelle se sont livrés Billen, Toussaint, Peeters, Sapir, Steenhout et Vanderborcht permet de dégager les traits essentiels du fonctionnement du système industriel belge, via l'examen de six « filières » : le fer, le verre, les plastiques, le plomb, le bois et le papier, les matières alimentaires. Apparaissent ainsi les antagonismes pouvant exister d'une part entre la politique de gestion d'entreprises ou d'organisations et d'autre part les intérêts de la collectivité, laquelle ne peut assurer sa survie qu'en gérant de manière intelligente ses ressources en énergie, hommes et matières premières.

Ce qui ressort d'abord de cette analyse, c'est que l'approvisionnement du marché intérieur n'est pas la première finalité de la production belge. Dans tous les secteurs examinés, la Belgique dépend largement de l'extérieur, soit pour ses fournitures de matières premières, soit pour l'écoulement de ses produits, soit pour l'un et l'autre. « Une part importante de nos importations, tant de matière première que d'énergie, n'est destinée qu'à être réexportée sous forme de produits finis à valeur ajoutée relativement faible... Par ailleurs, l'inadéquation de la production nationale par rapport au marché intérieur entraîne des importations d'articles finis pour la production desquels la Belgique dispose en principe de la technologie et de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire ».

Ces constats ne constituent pas une révélation; leur intérêt réside dans le fait qu'ils résultent d'une approche et d'un cheminement nouveaux. Pour notre part, nous dénonçons depuis des dizaines d'années les dangers d'une politique industrielle privilégiant l'exportation aux dépens de fabrications plus élaborées qui répondraient aux besoins du marché. Et nous ne sommes assurément pas seuls à voir que ce danger, déjà ancien, s'est encore accru au fil de la crise.

Or les conséquences de pareille politique d'« exporter pour exporter » sont bien plus lourdes en période de crise. Conséquences sur l'emploi d'abord : on importe des produits que des usines belges pourraient fabriquer. Conséquences aussi sur les possibilités de reprise économique, qui se trouvent réduites par le fait même de la dépendance de l'étranger. L'expérience française est éclairante à cet égard.

En France comme en Belgique, les milieux de droite soulignent à l'envi les difficultés que rencontre le gouvernement Mauroy. Ces difficultés sont réelles, mais ce qu'on passe souvent sous silence c'est que, de façon paradoxale, elles proviennent pour une part de l'effet de mesures très positives prises par le gouvernement français : augmentation du pouvoir d'achat en donnant priorité aux revenus les plus modestes (SMIC, pensions et allocations sociales). Alors que le revenu des ménages belges a diminué en moyenne de 3,3 % en 1982, il a augmenté de quel- que 5 % en moyenne en France. Comme le rappelait Pierre Mauroy le 6 avril der-

nier devant l'Assemblée nationale, ces mesures « ont permis à l'ensemble des catégories sociales de réaliser un gain significatif du pouvoir d'achat. C'est vrai des salariés, c'est vrai des commerçants et des artisans, c'est vrai aussi des agriculteurs, qui ont connu en 1982 leur plus belle année depuis huit ans ».

A première vue, cet accroissement du pouvoir d'achat aurait dû provoquer une relance de l'activité économique et assurer des débouchés supplémentaires aux entreprises. Ce ne fut pas le cas, essentiellement parce que les usines françaises ne produisent pas toute une gamme de biens qui répondent à une demande accrue des consommateurs. Qu'il s'agisse de magnétoscopes, d'appareils de photo ou de vidéo, de transistors ou de calculateurs, de machines à écrire ou de motos, la France recourt à des produits étrangers. Et c'est même vrai dans une large mesure pour des produits moins sophistiqués, tels que cuirs, jouets, montres à quartz, meubles, matériel médical, etc. C'est ainsi que les mesures positives prises par le gouvernement des gauches ont entraîné une augmentation des importations, déséquilibrant dangereusement la balance des paiements — et provoquant dans cette foulée, la dévaluation de la devise française.

Il faut se rendre à l'évidence : l'économie belge, moins capable encore que l'économie française de répondre à la demande des consommateurs, est extrêmement vulnérable. Le « regard neuf » des auteurs de « *L'Ecosystème Belgique* » les amène à une conclusion qui est la nôtre depuis longtemps : l'économie belge doit être réorientée. Leur analyse enrichit un dossier à propos duquel il devient très urgent d'organiser un débat d'ensemble.

P. J.

Gilles Billen, Francine Toussaint, Philippe Peeters, Marc Sapir, Anne Steenhout et Jean-Pierre Vanderborgh : *L'Ecosystème Belgique*, essai d'écologie industrielle - Editions du CRISP - 164 pages, 445 FB.

MORTALITÉ ET CLASSES SOCIALES

Il est rare qu'un médecin jette un regard critique sur les progrès de la technologie médicale et se déclare sceptique envers les « triomphes de la médecine ». Le professeur K. Vuylsteek, du département de médecine sociale de l'université de Gand, est un de ces oiseaux rares.

Dans une plaquette éditée par les Archives belges de médecine sociale, il souligne que l'inégalité sociale devant la maladie et la mort reste une réalité très consistante dans nos sociétés.

Bien sûr, des progrès extrêmement importants ont été enregistrés dans la lutte contre la maladie depuis un siècle et demi. Si la chance de survie à la naissance en 1830, en Belgique, n'était que de 40 ans, le citoyen belge né en 1975 peut espérer vivre 72 ans. La mortalité globale est passée de 20 pour mille en 1850, à 12,2 pour mille en 1976. Plus frappante encore est l'évolution de la mortalité infantile : elle passe de 163 pour mille en 1890, à 16 pour mille en 1975 !

Mais tout n'est pas dit avec ces chiffres : ce qui frappe le professeur Vuylsteek, c'est que le recul le plus net de la mortalité infantile se situe entre 1900 et 1920, c'est-à-dire avant l'ère des spectaculaires avancées technologiques de la médecine.

Chiffres en main, il montre qu'il en est de même pour la lutte contre les maladies infectieuses, qui ont sensiblement régressé dès avant la seconde guerre mondiale.

Depuis les années cinquante, cependant, d'autres types d'affections influencent le taux de mortalité : le cancer du poumon chez l'homme relativement jeune prend en Belgique des proportions alarmantes, les accidents figurent en tête des causes de décès, les infarctus en deuxième place.

Comment expliquer que bien avant l'utilisation d'appareils très sophistiqués et le recours à des interventions chirurgicales à grand spectacle, les ravages de la mortalité infantile aient pu être efficacement combattus ? C'est que, répond K. Vuylsteek, des progrès importants ont été acquis sur le plan des conditions de travail, de l'alimentation et de l'habitat. Il rappelle les débuts de l'industrie textile — les douze ou quatorze heures de travail (y compris pour les enfants), la poussière, la sous-alimentation, le froid ou la chaleur excessive, la paillasse humide, le manque d'égouts, etc. Bien plus que « la médecine », c'est la législation sociale qui a permis, peu à peu, de combattre les causes de la tuberculose et du rachitisme de la population travailleuse. A cette époque en tout cas, il était évident que l'état sanitaire dépendait étroitement de la classe sociale à laquelle on appartenait. Le lien est moins apparent aujourd'hui et il est moins étroit. Mais il demeure.

Les statistiques françaises, plus complètes que les nôtres, sont révélatrices à cet égard. Elles indiquent une mortalité infantile de 16,1 pour mille au niveau des cadres supérieurs, de 18,5 pour mille au niveau des enseignants, de 29,4 pour mille au niveau des ouvriers qualifiés et de 40,6 pour mille au niveau des ouvriers non qualifiés. Voilà des chiffres éloquentes !

Pour le professeur Vuylsteek, il n'y a pas de raison de croire qu'il en serait autrement chez nous qu'en France. Une recherche effectuée en 1975 à Anvers démontre le même écart entre classes sociales. « Dans les classes I et II qui représentent 16,8 % de la population active (masculine) de l'arrondissement d'Anvers, la mortalité infantile à partir du deuxième mois de la naissance ne représente que 5 % de l'ensemble de cette mortalité, tandis que les classes sociales V et VI, qui comprennent 52 % de la population active, en prennent 67 % pour leur compte. »

En Angleterre, la mortalité du nouveau-né lors de l'accouchement est en 1961 presque trois fois supérieure dans la classe sociale inférieure, comparée à celle de la classe supérieure.

Bien plus, le professeur Vuylsteek estime que le clivage de classes exerce un effet aussi au niveau de l'impact des conseils de santé : autrement dit, la campagne antitabac gagne davantage de terrain dans les classes aisées que dans les classes dites inférieures. Ce qui fait dire à notre auteur : « L'éducation pour la santé améliore la santé précisément là où cette santé est déjà meilleure ! ». C'est ainsi, note-t-il encore, que les femmes de la classe ouvrière sont moins nombreuses que les autres à se présenter aux examens de dépistage du cancer du col de l'utérus. C'est vrai en Hollande aussi, où l'éducation sanitaire est cependant plus développée que chez nous.

Conclusion du professeur Vuylsteek, qui se montre très sévère pour le système belge de soins de santé : il faudra une volonté politique pour changer la conception fondamentale de ce que devrait être un système cohérent et efficace de soins de santé avec participation du citoyen. Il faudra aussi, ajoute-t-il, une autre formation des médecins et de tous les travailleurs de la santé, ainsi qu'un changement dans le comportement sanitaire de la population.

R.

A LIVRES OUVERTS

« DIVISER POUR RÉGNER » par Martens, Walley, n, Hobin et Muelenaer

« *Outil de référence* » — c'est la formule qu'utilise Yvonne Jospa dans la chaleureuse préface qu'elle signe pour cet ouvrage publié par les Editions Vie ouvrière. La formule est adéquate en ce sens qu'il s'agit d'un travail synthétique sur le racisme, qui y est analysé sous les angles historique, économique, scientifique, social, politique. Cela ne signifie pas qu'il faille y voir un ouvrage exhaustif et achevé sur le racisme; les auteurs visent avant tout à fournir documents, chiffres, arguments à l'action militante pour les droits des immigrés. Ils montrent de manière convaincante que le racisme est utilisé à des fins de division et d'affaiblissement des forces populaires et progressistes. C'est, soulignent-ils, une stratégie de la division, le choix conscient d'un certain type de gestion politique.

Après avoir rappelé la persécution des Juifs en Belgique avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale (« L'Histoire se répète-t-elle ? »), les auteurs analysent les mécanismes mis en œuvre au lendemain de la guerre par le patronat et le gouvernement de notre pays, pour drainer une main-d'œuvre immigrée qui devait « sauver l'économie ».

1956 : la catastrophe de Marcinelle. En même temps qu'elle révèle à l'opinion publique la place des mineurs italiens dans les charbonnages belges, elle amène le gouvernement à chercher en Espagne ou en Grèce des travailleurs qui seraient moins revendicatifs que les Italiens. On « diversifie les marchés ». On les diversifie tant et si bien que la loi limitant l'embauche à des travailleurs munis d'un permis de travail

n'est plus respectée. C'est — avec les « golden sixties » — l'embauche (notoirement) sauvage sur grande échelle.

Chaque fois que le chômage a accusé une courbe ascendante, les organisations syndicales ont demandé l'arrêt de l'immigration. On sait que c'est chose faite depuis 1974, sauf en ce qui concerne le regroupement familial, les réfugiés politiques et des cas exceptionnels strictement limités.

Les vagues successives de l'immigration ne sont pas équivalentes : jusqu'en 1961, elle est occupée principalement dans les charbonnages, puis elle va déborder dans l'industrie manufacturière, dans la construction et les services. Depuis les années septante, c'est surtout le lien juridique entre travailleur et employeur qui change, notamment par le biais de la sous-traitance. Mais chemin faisant et en dépit des glissements sectoriels ou juridiques, le phénomène a pris une consistance structurelle. Il n'existe cependant pas de politique globale de l'immigration.

Se défendant d'être raciste, l'Etat belge se rend coupable de pratiques discriminatoires. La loi de juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie n'a pas mis un terme à ces pratiques. Non seulement parce qu'elle n'est pas une baguette magique, mais parce que les possibilités qu'elle offre sont mal ou pas utilisées : aucune plainte n'a donné lieu à des poursuites judiciaires.

Et dans les communes bruxelloises ? « Diviser pour régner » estime qu'il existe un lien entre d'une part l'état des finances et plus généralement la gestion communale — et d'autre part le sort réservé aux immigrés. Ceux-ci sont les victimes du chaos urbain créé par la spéculation foncière; ils servent à masquer les responsabilités d'une gestion désastreuse. Toujours à Bruxelles, le livre passe en revue les agissements

des partis politiques qui, lors des élections communales d'octobre 1982, ont cédé au racisme. Cela fait beaucoup de monde... Peut-être eût-il été instructif d'indiquer aussi de quelle manière certains partis — par exemple le PC ou le SP — combattent le racisme.

Bien entendu, les auteurs revendiquent pour les immigrés le droit de participer à la vie politique de la cité. Ils évoquent la portée des échecs et retards scolaires des enfants d'immigrés et analysent quelques expériences pluriculturelles, en Flandre et à Bruxelles.

S'ils ont cent fois raison de réclamer (ou de souhaiter) « la restructuration du front ouvrier » contre le racisme, nous n'avons pas compris pourquoi la politique et l'action de la FGTB sont analysées sous le titre : « Ils n'auraient pas dû venir ». D'où sort ce bout de citation attribué à la FGTB ?

Le livre en appelle à la vigilance et à l'action contre la mise en place d'un système d'apartheid « à la belge ». Nous y souscrivons sans réserve. Mais on peut se demander si les auteurs ont suffisamment mis en valeur les forces disponibles pour ce difficile combat.

R.L.

« Diviser pour régner - le racisme comme stratégie », par Albert Martens, Luk Walley, Veerle Hobin et Guido Muëlnaer. Editions Vie Ouvrière - 1983 - 200 pages - 400 F.

PHILOSOPHIE, MORALE ET SOCIÉTÉ

Le dernier volume de la série « Pédagogie » de la collection « Laïcité », édité par le Centre d'Action Laïque et l'ULB, sous le titre « *Philosophie, morale et société* » ne décevra pas le lecteur soucieux de mieux connaître l'assise philosophique que se donne actuellement le courant librepensant et « laïque ».

Les huit textes qui nous sont présentés — conférences prononcées dans le cadre d'un cycle de valorisation de l'enseignement de la morale, coorga-

nisé par l'ULB et la Ligue de l'Enseignement — traitent tantôt de thèmes et de préoccupations relatifs au contenu, à l'identité et aux objectifs du cours de morale laïque, tantôt approfondissent des questions philosophiques, épistémologiques, éthiques ou politiques.

Ainsi nous retrouvons le souci de Gilbert Hotois de restaurer le sérieux et l'identité du cours : dans cet ordre d'idées, il nous propose « six principes pour un cours de philosophie et de morale laïques ». Nous épingleons à ce propos sa vigoureuse mise au point refusant la séparation des objectifs formatifs et informatifs des cours du secondaire en général et du cours de morale en particulier, séparation qui aboutit à des cours de morale « fourretout », à la remorque des médias.

L'on connaît aussi la volonté de Marcel Voisin de donner à « l'humanisme laïque » un contenu « pratique » : dans sa contribution « méthodologie et actualisation des objectifs », il rappelle, comme dans son ouvrage « *Vivre la laïcité* », les liens nécessaires de la méthodologie et de la philosophie (celle du maître et celle du cours). Les idées-forces de cette philosophie : le « rationalisme appliqué », une « poétique du comportement » intégrant les valeurs de tolérance, de bonheur, de rationalité, de résistance éthique contre les manipulations et les conditionnements. Si Marcel Voisin reste très attaché à la liberté pédagogique, il considère néanmoins que, parmi les thèmes du cours, certains sont prioritaires, vu les « urgences contemporaines » : l'éducation à la paix, une conscience internationale débouchant sur l'action, l'engagement.

C'est à une intéressante rencontre que nous convie Lambros Couloubaritis, celle d'Aristote et de Kant, passages obligés, selon l'auteur, pour qui veut rechercher les « fondements culturels de la liberté ». Il lui apparaît, en effet, qu'« une tentative de fonder philosophiquement une morale du libre examen » pourrait s'accomplir par un

« élargissement de la démarche kantienne », la liberté, comme condition de la moralité, replacée dans son contexte socioculturel. C'est sur ce point précis qu'Aristote se révèle pour Coulobaritsis d'une particulière actualité : certes le fondement métaphysique de la liberté n'est pas étranger au fondateur du Lycée, mais l'essence de l'homme, c'est justement sa nature critique, inséparable d'une pratique sensible et quotidienne qui s'alimente au culturel. Et seule la démocratie est à même de réaliser cette essence. L'auteur en voit la première manifestation doctrinale dans l'oraison funèbre de Périclès rapportée par Thucydide. Rapprochements bien séduisants, mais la démocratie athénienne était impérialiste et crut opportun de tuer Socrate...

« Y a-t-il moyen de trouver des raisons, autres que purement utilitaires, pour fonder un respect de l'homme pour autre chose que l'espèce humaine ? », telle est la question très actuelle que se pose *Evelyn Griffin Collart* en nous présentant « quelques aspects éthiques de l'écologie ». S'inspirant de l'ouvrage de *John Passmore « Man's Responsibility for Nature »*, l'auteur consulte la tradition religieuse et philosophique, et conçoit avec R. et V. *Routley* de ne pas créer de « classe privilégiée uniforme » : « Le fait d'appartenir à l'espèce humaine ne peut être considéré comme pertinent pour la considération morale ». Certes, c'est l'homme qui « crée », qui « évalue », mais cela n'exclut pas sa « responsabilité » vis-à-vis de ce qui n'est pas humain.

Guy Haarscher s'attaque à l'« élucidation philosophique » de la liaison du « droit naturel et de la laïcité ». Le retour offensif du religieux sur ce terrain interpelle aux yeux de l'auteur la pensée laïque qu'il juge « peu apte à soutenir le combat libérateur contre les empiètements du pouvoir ». Encore qu'il nous paraisse élémentaire de faire la part des choses entre le prétendu combat de la hiérarchie catholique,

Jean-Paul II en tête, en faveur des droits de l'homme, et un christianisme sociologiquement et politiquement liés aux luttes populaires, voire révolutionnaires, les réflexions de Haarscher ne laisseront pas le lecteur indifférent. Ainsi lorsque l'auteur aborde la question de l'abandon par une certaine pensée laïque de la notion de « résistance à l'oppression » noyau de l'Etat de droit, né du contrat synallagmatique anglais cher à John Locke. Aux yeux de Guy Haarscher, ce qu'il appelle « l'hégéliano-marxisme » porte à cet égard une lourde responsabilité qui a « pour une bonne part coupé la pensée laïque de ses racines libératrices ». Il en voit l'explication dans la référence de ce courant à une Raison historique éventuellement liberticide, qui laisse ainsi au « religieux » le terrain de la défense des droits naturels. Loin de nous l'idée de nier la problématique philosophique de la dialectique, ou celle du dépérissement toujours ajourné de l'Etat, de la tragédie stalinienne, etc... mais pourquoi escamoter cette autre réalité historique d'une bourgeoisie révolutionnaire devenue classe dominante et liberticide, et, de manière générale d'un courant laïque lié à toutes les compromissions du Pouvoir ? Quant au silence sur la conquête effective de libertés concrètes par une démocratie laïque largement inspirée et animée par les courants socialiste, communiste et syndicaliste, il nous paraît étonnant.

Haarscher s'attache ensuite à montrer également la faiblesse idéologique et politique de l'anarchisme qui confond Etat de droit (garant des libertés fondamentales) et Etat tout court. Enfin il n'élué pas complètement la question de savoir qui énonce le droit. Certes il reconnaît que « les droits de l'homme sont soumis à l'histoire, aux ambiguïtés de la tradition et de l'idéologie », mais il laisse le lecteur sur sa faim quant à ce point qui nous paraît essentiel.

Qu'en est-il de « l'objectivité des

sciences dites exactes » et de la subjectivité, vice essentiel des sciences dites humaines » ? Le lecteur aura peut-être déjà reconnu le ton caustique de *Claude Javeau*. Celui-ci nous présente une mise au point fouillée sur cette question, traitant plus particulièrement de la vérité en sociologie, sa discipline. Pour l'auteur qui s'inspire des travaux de Weber en la matière, les « controverses sur l'évaluation » sont à prendre en compte quand on tente d'approcher le vrai; les valeurs « doivent jouer librement les unes sur les autres », car elles font partie du réel, mais elles doivent faire l'objet d'un dépassement dialectique, lors de la construction de l'objet sociologique.

Signalons enfin la présentation de

« la poésie comme éthique de la création » par *Claire Lejeune* : se souvenant du mot de Lautréamont selon lequel « la poésie sera faite par tous », elle souhaite, pour lutter contre l'incommunicabilité, et l'information qui se substitue à la communication réelle, l'introduction d'une véritable « rigueur poétique » : les images, l'expression métaphorique sont à incarner, à honorer.

Au total, une lecture copieuse, diverse, attachante, ouvrant des perspectives et des controverses enrichissantes.

Roger THIRION.

Philosophie, morale et société. Editions de l'Université de Bruxelles.

EN REVUES

LA REVUE NOUVELLE

Le numéro spécial de la R.N. sur « la société duale » représente un travail important, qui invite à la réflexion sur l'attitude de la gauche face à certains effets de la crise, face à la crise.

La R.N. s'efforce de décrypter le concept (très à la mode) de société duale, d'analyser les processus réels qu'il recouvre. Elle conclut à un refus net et motivé du « piège ». En même temps, la revue invite à des échanges au sein de la gauche, notamment entre tenants et/ou héritiers d'une part du socialisme scientifique, d'autre part du socialisme utopique. Dans le désenchantement ambiant, des utopies refleurissent; sont-elles forcément synonymes d'évasion ou de passéisme ? Aux « scientifiques » à s'interroger. Pour sa part, la R.N. attend quelque chose de « la perspicacité de la critique marxiste ». Elle a raison; le marxisme est loin d'avoir épuisé ses ressources de critique radicale et dynamisante. Mais pourquoi s'en prend-elle au « cordon ombilical » qui lierait encore « le socialisme dit scientifique aux régimes politiques dits marxistes » ? S'il s'agit des partis communistes occidentaux et singulièrement du PCB, dont les statuts se réfèrent effectivement au socialisme scientifique, d'une part, de l'URSS et des autres pays du « socialisme réalisé », de l'autre, pourquoi invoquer un cordon ombilical, notoirement tranché depuis quelques années déjà ?

L'essentiel n'est pas là cependant.

L'essentiel est dans une recherche sérieuse sur la réalité de coupures qui sont en train de s'approfondir au sein de la société en crise : d'une part, les actifs et parmi eux, les « performants » en prise sur les technologies de pointe — d'autre part la masse croissante de gens privés d'emploi ou voués à des statuts précaires. L'essentiel, c'est la réflexion sur l'usage économique, poli-

tique et idéologique de ces coupures; ce sont les interrogations sur les retards et inerties de la gauche devant un « dualisme » dont la droite tire profit.

En regard de cet apport, le charabia sociologique de Jean Debra ou le rapprochement sommaire entre « dualités » d'ici et du tiers monde — irritants l'un et l'autre — sont des inconvénients mineurs. Car qu'il s'agisse de la sécurité sociale ou de la durée du travail, de l'économie dite immergée ou des nouvelles technologies, la R.N. met à nu des conflits en plein développement et prend explicitement parti pour le renforcement de la solidarité sociale.

Il y aurait place, à propos de tous ces problèmes, pour un grand débat des diverses composantes de la gauche. Certes, la R.N. présente des études signées pour l'essentiel par des chercheurs sans responsabilités politiques. Mais manque-t-il de militants responsables pour se préoccuper du devenir de la sécurité sociale, des changements d'attitude face au travail, de l'impact de la microélectronique, de l'atomisation de la solidarité ?

Rosine LEWIN.

La Revue Nouvelle - Numéro spécial 4/1983 -
200 F. Rue des Mouchérons 3 - 1000 Bruxelles.

SOCIALISME

Le numéro de janvier-février de *Socialisme* est essentiellement consacré aux problèmes de politique internationale : Zaïre, Moyen-Orient, URSS, désarmement, Chili...

A propos du Zaïre, la revue publie un document de 25 pages (annexes comprises); ce sont les propositions du PS pour une nouvelle politique. Nous n'avons pas la prétention de résumer ces 25 pages. Epinglons en particulier le refus du PS de maintenir la coopération militaire, son souci de voir la coopération au développement contribuer

à la démocratisation des institutions zaïroises, sa détermination de dénoncer tout acte arbitraire de nature politique intervenant au Zaïre. On notera par ailleurs sur un plan plus général que la nouvelle politique souhaitée par le PS s'inscrit dans un cadre défini en ces termes : « La Belgique dans ses relations avec le Zaïre, l'Europe dans ses relations avec l'Afrique et le tiers monde, ne devraient plus s'aligner inconditionnellement sur les Etats-Unis, qui ont tout intérêt à confiner le tiers monde dans son rôle "classique" ».

Ernest Glinne a passé cinq jours au Proche-Orient au début de l'année 1983, avec le secrétaire (italien) du groupe socialiste du Parlement européen. Il rend compte de sa visite et de ses contacts en Israël, en Egypte, au Liban. Son accablement devant l'étendue du drame libanais, ses observations inquiètes sur le blocage de la situation en Israël, même s'il souligne avec emphase les vertus de la démocratie israélienne, sa réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ne manquent pas d'intérêt.

Pour sa part, Robert Falony s'interroge sur les chances d'une « nouvelle » politique extérieure de l'URSS. Falony qui a tort de renvoyer dos à dos Washington et Moscou dans le grave problème du surarmement atomique, se demande néanmoins si les propositions Andropov ne représentent pas une « opportunité à saisir », d'autant qu'il lui paraît absurde d'isoler le dossier des euromissiles de l'ensemble des panoplies nucléaires. Il évoque l'interpénétration économique des mondes capitaliste et socialiste, et affirme (sans souci de démonstration) que les deux régimes sont foncièrement instables. Après des détours en Afghanistan et au Proche-Orient, Falony redit à propos de l'URSS ce qu'il a déjà écrit maintes fois, en ajoutant — jubilé de Marx oblige — que le marxisme-léninisme soviétique lui paraît vidé de toute substance critique.

Enfin sur le Chili, Rodolfo Borquez

et Luis Gutierrez Munoz font le point, le premier sur le plan économique, le second sur le plan idéologique.

On (re)lira avec intérêt la résolution adoptée le 4 janvier 1983 par le Bureau du PS en matière d'euromissiles. Loin d'être fracassante, elle rappelle néanmoins que le PS « ne peut accepter que le feu vert soit donné aux préparatifs de déploiement des euromissiles, alors qu'un large débat démocratique n'a pas encore eu lieu au Parlement et que les négociations de Genève, qui devraient être menées sans attermoiement, n'ont pas encore examiné toutes les solutions possibles ».

R.L.

Socialisme. N° 175 - 140 F le numéro - Bd de l'Empereur 13 - 1000 Bruxelles.

L'ÉCOLOGISTE

Depuis avril 1983, il existe en Belgique francophone un mensuel d'écologie. Ce n'est pas l'organe du parti Ecolo, et si « L'Écologiste » reconnaît ses sympathies pour le mouvement écolo, il s'en déclare indépendant. Il se veut « largement ouvert à toutes les associations actives dans le domaine de l'écologie » et « organisé sur le modèle autogestionnaire ».

Ce nouveau mensuel entend lier dans ses colonnes les aspects pratiques et politiques de l'écologie. C'est ainsi que dans son premier numéro, on trouvera côte à côte (notamment) des conseils sur les graines germées et des considérations sur la sidérurgie, ce « dinosaure »; des trucs pour le jardinier et une chronique du tiers monde, un reportage sur les Gitans, une enquête sur la fabrication du pain, un dossier sur le papier recyclé, des expériences de coopérateurs, etc.

« L'Écologiste » sera-t-il « un regard différent » sur l'actualité et sur tous les grands sujets de l'heure ? Peut-être.

A propos de la sidérurgie, Pierre André se livre à une analyse qui puise largement dans celles de Michel Capron, collaborateur de « Contradic-

tions » et de « La Revue nouvelle ». Le regard n'est pas très « neuf » ou différent, si ce n'est là où, séduit par « Small is beautiful », l'auteur se dit convaincu que, rééditant les mésaventures des dinosaures, les géants de l'acier seront progressivement remplacés par « des entreprises plus décentralisées, plus souples, plus orientées vers les besoins réels de la région et aussi... plus démocratiques ». Mais conscients sans doute que cette perspective ne résout pas le problème de la création

d'emplois, « L'Ecologiste » plaide pour le développement du marché intérieur, pour un plan de reconversion vers l'aval, pour une plus grande autonomie de la région wallonne qui devrait s'assurer la maîtrise de l'énergie et du crédit... Bravo ! Ces idées sont excellentes et les communistes les défendent depuis un bon bout de temps !

R.

L'Ecologiste — 75 F le numéro — Rédaction :
Rue Haute-Marcelle, 43 — 5000 Namur.

**Compte
Universel.
On en a pour
son argent.**

CGER 

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE
ET DE RETRAITE



Critique régionale

Revue éditée par le Centre de sociologie et d'économie régionales de l'Institut de sociologie de l'ULB et le Comité pour l'étude des problèmes de l'Emploi et du Chômage (CEPEC)

Comité scientifique : Nicole Delruelle-Vosswinkel, Robert Devleeshouwer, Arthur Doucy, André Farber, Michel Hanotiau, Jean Michot, E. Alfred Sand.

Comité de rédaction : Mateo Alaluf, Camille Deguelle, René De Schutter, Pierre Desmarez, Marie-Noëlle Hubeau, Annick Messiaen, Henri Miller, Marie-Laure Roggemans, Marcelle Stroobants.

Secrétariat de rédaction : Adinda Vanheerswyngheles.

NUMERO 9 LA TRANSITION PROFESSIONNELLE..

Roger Piette, Matéo Alaluf

Editorial : **la transition professionnelle**

Matéo Alaluf

L'insertion professionnelle comme champ d'action et de recherche

Marcelle Stroobants

Quelques remarques sur les transferts de connaissances

Valter Cortese

L'informatique et la formation de certains publics spécifiques

Michel Olivier

Premières expériences de cellules de formation-reconversion

Alain Leduc

L'analphabétisme à Bruxelles :

le concept de campagne de masse comme moyen pédagogique

D.E.F.I.S.

Association pour le développement, l'emploi, la formation et l'insertion sociale

Pierre Georis

La formation pour travailleurs sans emploi dans la région de Namur

L'expérience de RTA

Bernadette Lacroix

La FUNOC à Charleroi : une action collective de formation

Informations Revue des revues

Commande d'un numéro de Critique Régionale 200 FB

Abonnement (4 numéros) 700 FB

Abonnement étranger (4 numéros) 800 FB

Versement à effectuer au 000-0749231-03 des Editions de l'Université de Bruxelles, avenue Paul Héger 26 - 1050 Bruxelles.

CONTRADICTIONS N° 35

PARTAGE DU TRAVAIL ET RESTRUCTURATIONS DU CAPITAL

EDITORIAL

- Jim Amadis *Quelques plans de réduction de la durée du travail*
- POLEKAR *La réduction du temps de travail,
élément d'une stratégie anticrise*
- Philippe Defeyt *Le combat pour un travail utile :
les priorités des écologistes*
- Ziré Petit *Le mouvement ouvrier face à la crise*
- Albert Carton *Restructurations du capital
et redistributions du travail*
- Thomas Cutsem *La réduction du temps de travail :
1921-1936-1983*
- Pierre Joye *La réduction du temps de travail :
de l'œuf de Colomb à la quadrature du cercle*
- Régis Villette *Les expériences Hansenne : une arme antisyndicale*
- Kris Hertogen *Quand l'organisation syndicale organise elle-même
l'affaiblissement du mouvement ouvrier*

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE
chaussée d'Ixelles 221
1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
av. Jean Volders 41
1060 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN
rue Ravenstein 28-30
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

MACONDO
Galerie Bortier 8-10
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE
DE LA COMMUNE
rue des Grands Carmes 9
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

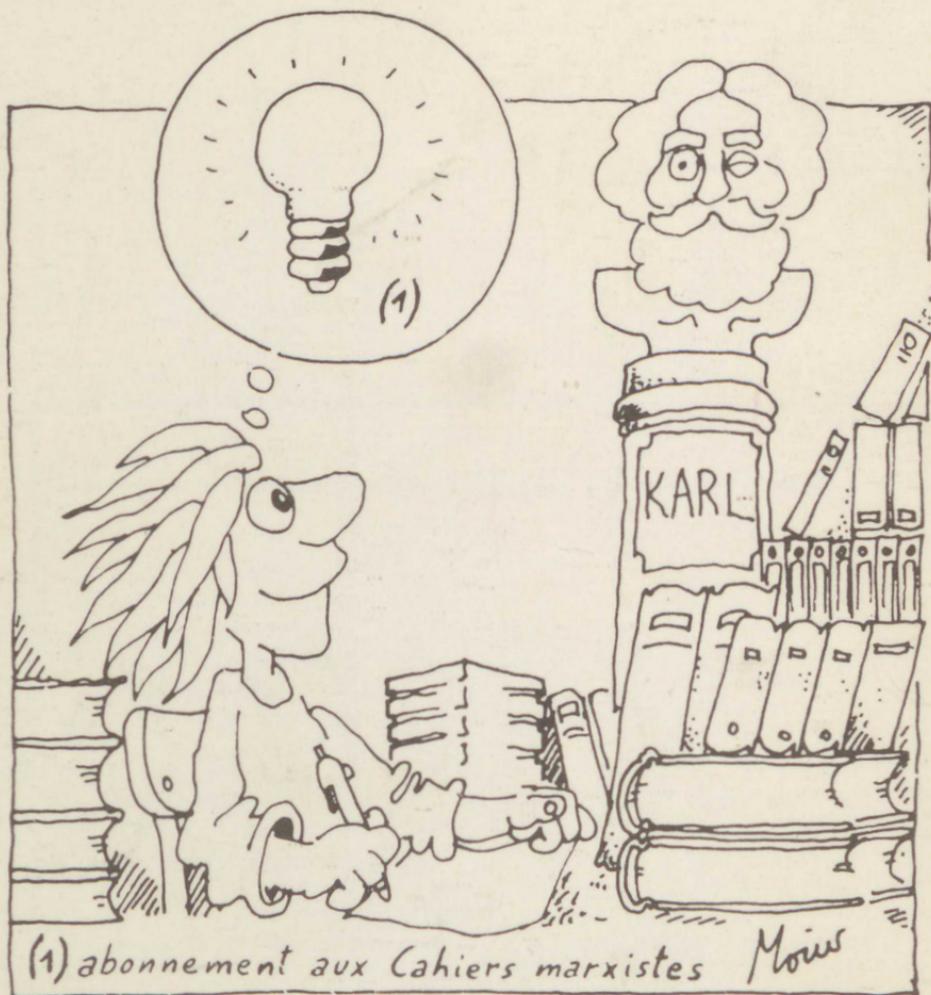
KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue Sous le Château 46
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue du Temple 25
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
faubourg d'Aréval, 2
6720 Virton

Une bonne idée pour mieux agir...



L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F (*)
L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F (*)
Etranger : 700 F
Soutien : F

ADRESSE : 20, av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles
Téléphone : (02) 512.07.04
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte

Auteur-éditeur responsable et correspondance :
Rosine Lewin/rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

150 F

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE
chaussée d'Ixelles 221
1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
av. Jean Volders 41
1060 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN
rue Ravenstein 28-30
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFEBVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

MACONDO
Galerie Bortier 8-10
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE
DE LA COMMUNE
rue des Grands Carmes 9
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue Sous le Château 46
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue du Temple 25
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
faubourg d'Aréval, 2
6720 Virton